

cahiers

LEON TROTSKY

16

DECEMBRE 1983

INSTITUT LEON TROTSKY • PUBLICATION TRIMESTRIELLE
DIFFUSION LA PENSEE SAUVAGE

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'œuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des Œuvres de Léon Trotsky [...] éditer les Cahiers Léon Trotsky destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents divers concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis à jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Œuvre (Extrait des Statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Jean-François Godchau, président, Pierre Broué, directeur scientifique,
Isabelle Longuet, trésorière, Michel Dreyfus.

Rédaction et Administration des *Cahiers Léon Trotsky*
Jean-Paul Joubert, 2, rue Bayard, 38000 Grenoble

Prix du numéro 16

France : 40F Etranger : 40F

Abonnement pour quatre numéros

France : 140F Etranger : 160F

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de : JOUBERT - CLT.

NUMEROS DISPONIBLES (Port en sus : 6F)

CLT 1	20F	CLT 9	40F
CLT 2	20F	CLT 10	35F
CLT 3	35F	CLT 11	35F
CLT 4	20F	CLT 12	40F
CLT 5	30F	CLT 13	40F
CLT 6	35F	CLT 14	40F
CLT 7/8	40F	CLT 15	40F

Collection complète n°1 à n°15 : 300F (Port en sus 35F).

Commandes et versements à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*.

N° ISSN 0181-0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Jean-François Godchau

cahiers

LEON TROTSKY

N° 16

DECEMBRE 1983

Socialistes et trotskystes

SOMMAIRE

ARTICLES

Jean-Paul Joubert — Remarques sur la politique « entriste »	...	3
Pierre Broué — Quand Carrillo était « gauchiste » : les Jeunesses socialistes d'Espagne 1934-1936	.....	17
John Archer — Grande-Bretagne: l'entrisme et le Labour Party	.....	54
Jean-Jacques Ayme — Ces Jeunesses dont leur parti ne voulut pas: les Jeunesses socialistes de France de 1944 à 1947	...	79

DOCUMENTS

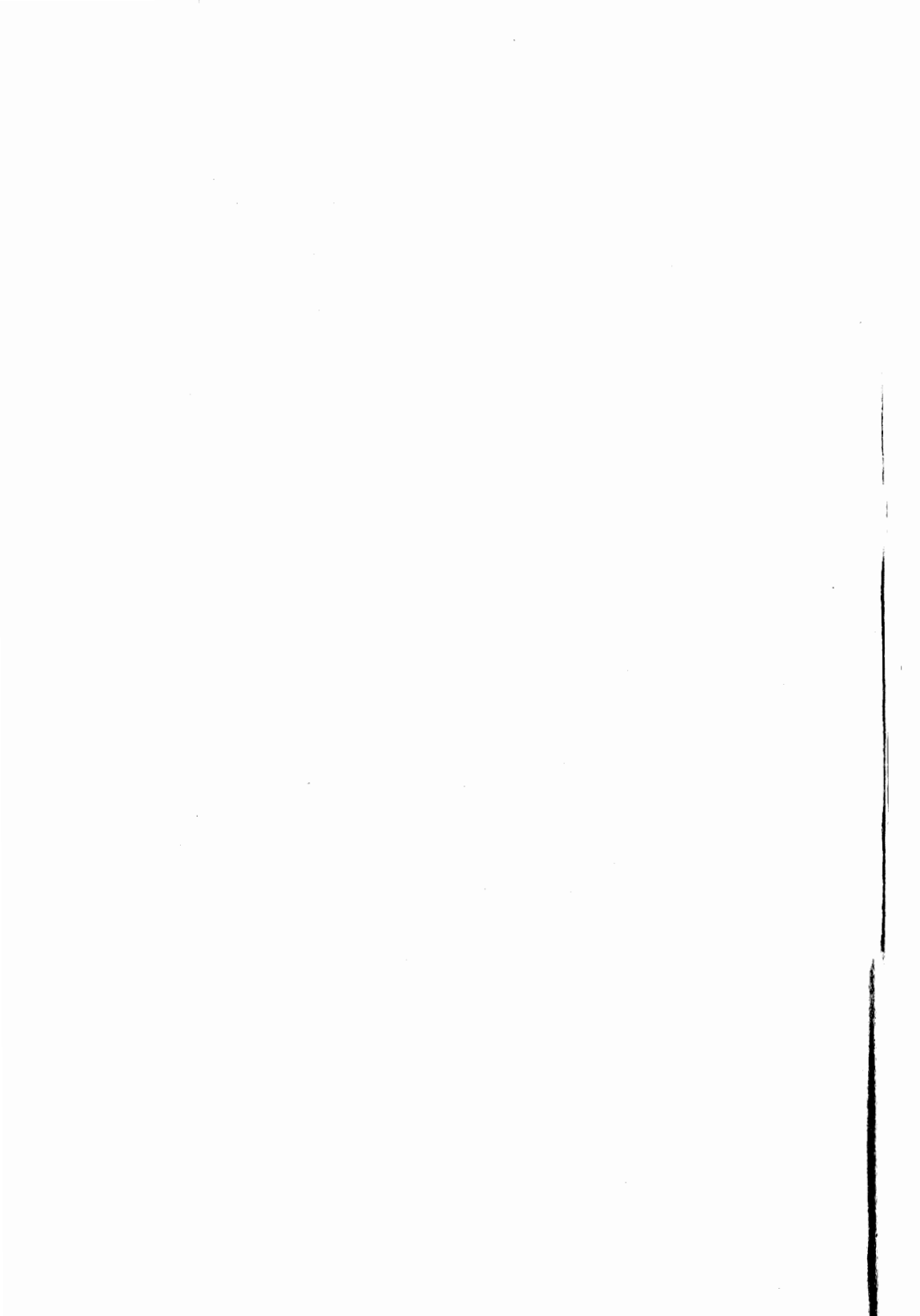
Léon Trotsky — Lettre à P.H. Spaak (avril 1934)	.....	102
Luis Fersen — commentaires sur une résolution de l'exécutif (pour l'entrée dans le P.S.O.E.) (février 1935)	.....	104
James Oneal — La situation dans le parti américain (juillet 1935)	.....	111
B. Drobner, W. Kielecki, H. Swoboda — Projet de programme du P.P.S. (novembre 1935)	.....	120

COURRIER DES LECTEURS

..... 126

Les Départs

Mary Archer (1912-1983)	.....	127
Farrell Dobbs (1907-1983)	.....	127



Jean P. Joubert

Remarques sur la politique « entriste »¹

Ce numéro sur les partis socialistes voit le jour avec un peu de retard et quelques modifications de nos projets initiaux. En accueillant un article de Jean-Jacques Ayme sur les Jeunesses socialistes françaises entre 1944 et 1947, nous sortons du cadre délimité par la vie et l'œuvre de Trotsky. Sans doute, et pour longtemps encore, le travail des collaborateurs de la revue restera-t-il centré sur la documentation des Papiers d'Exil de Trotsky, les Cahiers continuant d'être le complément indispensable des Œuvres. Mais les problèmes soulevés dans le traitement de ces documents nous conduisent à intervenir souvent dans un champ plus vaste et à tendre à faire des Cahiers Léon Trotsky une revue à part entière du mouvement ouvrier.

De plus, nous ne sommes pas parvenus ici — pour des raisons de place, mais aussi parce que trop d'engagements n'ont pas été tenus — à traiter comme nous le voulions la question de l'« entrisme » dans les partis socialistes, si souvent déformée par les amateurs de sensationnel ou les calomnieurs. Nous tenterons donc de donner ici quelques indications sur les positions et analyses de Trotsky sur ce point, pour éclairer le plus possible documents et articles de ce numéro, celui de Jean-Jacques Ayme sur les J.S. d'après-guerre comme celui de P. Broué sur les J.S. d'Espagne et celui de John Archer sur les trotskystes anglais et le Labour Party.

D'abord, qu'est-ce que l'« entrisme » ? Ce mot barbare est du belge Vereeken — qui le combattait : il désigne la politique trotskyste qui consiste à faire entrer — collectivement ou individuellement, avec ou sans organe propre — toute une section nationale dans un autre parti, à l'époque de Vereeken, dans un parti socialiste. Il est presque toujours

1. Jean-Paul Joubert est l'auteur d'un travail sur le pivertisme qui a été publié sous le titre *Révolutionnaires de la S.F.I.O.* C'est à ce titre qu'il a été amené à étudier les problèmes de l'entrée et de l'« entrisme ».

confondu avec le travail de fraction, pratiqué de fait par toutes les organisations politiques, qui consiste à envoyer chez l'adversaire politique, dans ses rangs, des individus qui ont une mission de renseignement ou de « noyautage », destinés éventuellement à aider à la cristallisation d'une tendance, d'une fraction, voire à l'exploitation d'une scission. L'une comme l'autre méthodes sont évidemment des pratiques tactiques parfaitement honorables dans la lutte politique, comme le sont les méthodes correspondantes dans les conflits militaires, mais les nécessités d'une défense des organisations traditionnelles ont fini par donner aux mots d'« entrisme » et de « noyautage » une connotation péjorative.

Laissons de côté les gens du Figaro qui parlent d'« entrisme » dans les syndicats : les syndicats étant par définition une organisation professionnelle ouverte à tous, indépendamment des opinions de chacun, on voit mal comment il serait possible à un groupe politique d'y pratiquer l'« entrisme ». Le peu honorable quotidien veut sans doute indiquer par là que les trotskystes, dans les syndicats, s'organisent en fractions, ce que font tous les autres partis politiques, quand du moins leur homogénéité le leur permet, ce qui n'est pas toujours le cas.

Pourquoi les trotskystes ont-ils, en 1934, négocié leur entrée (pratiqué l'entrisme) dans la S.F.I.O. d'abord, puis dans le P.O.B., dans le P.P.S. polonais, le P.S.I. en exil, le parti socialiste tchèque, le Labour Party, puis le Socialist Party américain, le P.S. argentin, le C.C.F. canadien ? Pourquoi l'entrisme figure-t-il ainsi pendant des décennies dans l'arsenal des formations trotskystes ? Les réponses sont nombreuses à cette question. Jean-Jacques Ayme, dans son article ci-dessous, reproduit un propos récent de Pierre Mauroy cherchant à justifier l'expulsion par la S.F.I.O. de ses propres jeunesses :

« Comme l'a dit un jour Edmond Maire, en évoquant les trotskystes, ce sont des coucous qui viennent déposer leurs œufs dans nos nids. Il y a chez les trotskystes toute une tradition de l'entrisme. Par deux fois avant la guerre, ils avaient réussi à contrôler les Jeunesses socialistes de la Seine durant une courte période qui s'est terminée par leur exclusion. Habituellement, ils « entraînent » dans une organisation, y recrutaient quelques militants et en repartaient légèrement renforcés »²

2. Pierre Mauroy, *Héritiers de l'Avenir*, p. 56. Il ne faut certes pas trop demander à un futur Premier Ministre en matière de vérité historique. Notons simplement que, dans ces quelques phrases, l'auteur fait des omissions de taille très révélatrices. Il oublie de dire qu'en 1934, les trotskystes avaient été admis très officiellement dans les J.S. et notamment dans l'Entente de la Seine et que c'est tout à fait démocratiquement qu'ils convainquirent les dirigeants de cette Entente de faire la politique antimilitariste que souhaitaient les militants jeunes — ce qui leur valut d'être exclus, avec beaucoup de « non-trotskystes ». Il affirme que les trotskystes étaient entrés une « seconde fois », ce qui est faux. Ce qui est vrai en revanche, c'est qu'en 1937, la S.F.I.O., dont M. Mauroy défend ici la mémoire, exclut pour la seconde fois en trois ans son organisation de jeunesses de la Seine — qu'elle avait reconstruite — non parce qu'elle avait été pénétrée par des coucous, mais parce que ses militants avaient protesté

De son côté, le professeur indien Venkataramani, auteur d'un article sur l'entrisme aux États-Unis (Leon Trotsky's adventure in American radical politics) assure que l'entrée des trotskystes dans le Socialist Party américain ne constituait qu'une simple manœuvre destinée à faciliter la création d'une commission d'enquête internationale sur les procès de Moscou.³ Ces interprétations ont un point commun: elles relèvent d'une conception policière de l'histoire dans laquelle « manipulation » et « noyautage » sont élevés au rang de facteur décisif d'explication.

Une étude sérieuse montre pourtant que Trotsky et ses camarades ont joué — ou tenté de jouer — un rôle dans la crise des organisations socialistes, précisément parce que cette crise existait déjà, indépendamment de leur intervention. A cet égard, le mémorandum adressé à l'Internationale socialiste par le dirigeant du parti socialiste américain James Oneal, en juillet 1935, est particulièrement significatif, puisqu'il émane d'un chef socialiste de droite et porte témoignage sur la situation du parti socialiste avant l'entrée des trotskystes. Le diagnostic qu'il formule a d'ailleurs probablement contribué à convaincre les dirigeants trotskystes américains de la nécessité pour eux d'effectuer ce pas. Oneal constate en effet l'existence d'une crise qui s'exprime par la radicalisation de nombreux militants, qu'il met sur le compte de l'inexpérience, mais cherche à expliquer. Selon lui, la défaite de la classe ouvrière en Allemagne et en Autriche, le prise du pouvoir par les nazis, le danger de guerre et le découragement résultant de la poursuite de la crise ont entraîné d'importantes modifications dans l'état d'esprit des militants, particulièrement chez les jeunes. Il relève que ceux-ci « commencent à manifester cyniquement leur mépris pour le mouvement européen dans son ensemble », expliquent que la défaite était due aux « vieux chefs » et à la « vieille politique » et qu'il faut « réviser à gauche la politique ». Il conclut :

« Pour résumer la situation aux E.U., on peut dire que les conflits dans le parti socialiste sont essentiellement dus à un mouvement nouveau qui se développe à partir de la crise mondiale avec tous les phénomènes anormaux que cela implique ».

contre le fait que la police du gouvernement de Front populaire avait tué plusieurs ouvriers socialistes manifestant contre les fascistes à Clichy. Il est vrai que, cette expérience faite, certains se tournèrent vers le trotskysme. M. Mauroy qui se sent tout à fait propriétaire de son parti (« nos nids ») ne manque pas de cynisme quand il écrit que les trotskystes « entraient », « recrutaient » et « repartaient ». Et l'on relèvera qu'il se garde bien dans cette prétendue explication de donner le moindre élément politique sur ce qu'il appelle « les œufs » des trotskystes: la lutte contre le militarisme, la défense des victimes de la répression policière, par exemple.

3. M. S. Venkataramani, « Leon Trotsky's adventures in American Radical Politics 1935-7 », *International Review of Social History*, n° 1, 1964, Amsterdam. Selon une information qui nous a été donnée par George Novack, ancien secrétaire du comité de défense de Léon Trotsky, la revue a refusé de publier un texte dans lequel il apportait des éléments contredisant la thèse de M. Venkataramani.

Le parti socialiste américain n'est évidemment pas le seul où l'on puisse constater « radicalisation » et « révolutionnarisation ». Il s'agit d'un phénomène mondial. L'article que Pierre Broué consacre aux Jeunesses socialistes d'Espagne apporte des éléments du même ordre. C'est d'ailleurs sans doute en Espagne, sous la poussée d'une montée révolutionnaire d'une exceptionnelle puissance, que la radicalisation a été le plus loin, au point que la jeunesse socialiste — et il ne s'agit pas d'un mouvement marginal, mais de l'un des mouvements de jeunesse politiques les plus forts d'Europe — en est arrivée à affirmer la nécessité de la IV^e Internationale. C'est en Espagne que le journal des J.S. à Madrid, Renovación a lancé un appel aux trotskystes de la Izquierda comunista, qu'il considère « comme les meilleurs révolutionnaires et les meilleurs théoriciens d'Espagne », pour qu'ils entrent dans le parti socialiste. On est loin ici des « coucous » d'Edmond Maire et Pierre Mauroy. D'autant que les trotskystes espagnols, contre l'avis de Trotsky, ne répondront pas à cet appel.

Trotsky a été un observateur attentif de cette crise des organisations socialistes qui a pris successivement deux formes: d'abord la multiplication de partis et d'organisations socialistes de gauche procédant de scissions de la II^e Internationale, ensuite le développement de courants de gauche à l'intérieur des grands partis restés membres de la II^e Internationale. Depuis la grande scission des lendemains de la révolution russe, il existait de petites organisations qui avaient refusé de choisir entre la II^e et la III^e Internationale. Pour Trotsky, elles sont cependant moins intéressantes que celles qui naissent avec la crise mondiale. Anciennes et nouvelles se sont regroupées dans le bureau de Londres qui convoque, au lendemain de la défaite allemande, une conférence mondiale à Paris. ⁴ On comprend l'intérêt de Trotsky pour cette conférence et sa décision d'y faire participer l'Opposition de gauche lorsque l'on sait qu'à la veille de la conférence d'août 1933, la direction du S.A.P. s'est prononcée pour de nouveaux partis et une nouvelle Internationale et que Trotsky et Walcher se sont mis d'accord pour l'unification rapide de leurs organisations allemandes. ⁵

Après la défaite allemande, on assiste à un reclassement autrement important marqué par un net déclin des sections de l'I.C. et par les premiers signes d'une radicalisation qui conduit aux parties socialistes une nouvelle génération qui vient d'être éveillée par le tonnerre de la victoire

4. Nous avons publié dans le volume 2 des *Œuvres* les textes de Trotsky concernant cette conférence; voir également l'« Introduction » de Pierre Broué et Michel Dreyfus, pp. 36-39 et un certain nombre de notes.

5. La S.A.P. (Sozialistische Arbeiterpartei) allemand était né d'une scission à gauche de la social-démocratie. A la fin de la république de Weimar, il avait été conquis par l'ancienne minorité de la K.P.O. (opposants de « droite » exclu de l'I.C.), 800 militants environ dirigés par l'ancien leader du K.P.D. Jakob Walcher (1887-1970). Sur l'unification envisagée, voir *Œuvres*, 2, pp. 111-112, une lettre de Trotsky.

nazie, et rejette de toutes ses forces la politique stalinienne de division qui a frayé la voie à Hitler. Trotsky attache d'abord beaucoup d'importance à l'évolution, symptomatique, du parti social-démocrate autrichien. L'Autriche est en effet le pays où la menace nazie, immédiate, entraîne les premières différenciations. Mais le mouvement est général. En France, l'exclusion de l'aile droite « néo-socialiste » est résultat, puis facteur, d'une poussée à gauche qui tente de s'organiser dans la « Bataille socialiste » et qui regroupe bientôt un bon tiers du parti. En Belgique, une aile gauche se forme autour de P. H. Spaak et de l'Action socialiste et connaît un développement spectaculaire dans les jeunesses socialistes sous la direction de Fernand Godefroid. ⁶ Aux Etats-Unis, les partisans de la gauche nouvelle, les « Militants », regroupent plusieurs milliers de militants, actifs dans la jeunesse, les syndicats et les organisations de chômeurs. Le départ de la « vieille garde », la droite, en décembre 1935, donne, comme en France, une vigoureuse impulsion à la gauche. Le spectaculaire retournement de Largo Caballero en Espagne, la radicalisation du P.S.O.E. et des J.S. sont évidemment les signes d'une radicalisation plus profonde encore.

La victoire sans combat des bandes hitlériennes a provoqué une vague d'indignation à la base de tous les partis social-démocrates. Les événements d'Autriche, ceux d'octobre 1934 en Espagne, les scissions « néos », achèvent de déstabiliser les partis socialistes. La radicalisation de la base socialiste nourrit la crise de l'appareil. Les dirigeants sont contraints de prendre leurs distances des responsables social-démocrates allemands et multiplient les critiques de gauche. Paul Faure, ⁷ secrétaire général de la S.F.I.O., écrit un livre au titre sans ambiguïté : Au seuil d'une révolution. Il reproche à la social-démocratie allemande d'avoir subordonné sa mission révolutionnaire aux réformes, affirme que c'est la réforme qui est devenue « utopique » et que l'Allemagne permet de découvrir « jour par jour » ce qu'on ne doit « jamais faire », sous peine d'aboutir « au même effondrement lamentable ». L'évolution de Largo Caballero, plus connue, est sans doute plus sincère. Conseiller d'Etat sous la dictature de Primo de Rivera, puis ministre du travail sous la République, longtemps champion de la collaboration de classe et adversaire farouche du bolche-

6. Paul-Henri Spaak (1896-1972), avocat à Bruxelles, était depuis le début des années trente le chef de file de la gauche du P.O.B. Il rendit visite à Trotsky à Paris en 1933 ou 1934 et ils eurent une brève correspondance. On sait qu'il devait se rallier à l'union nationale en 1935. Fernand Godefroid (né en 1909) fut secrétaire national des J.G.S. belges de 1930 à 1940.

7. Paul Faure (1878-1960), collaborateur de Jules Guesde à la direction du parti ouvrier français avait fondé en 1904 *Le Populaire du Centre* qui devait être pendant la guerre le centre de ralliement de la minorité pacifiste « longuettiste ». Proche des partisans de l'I.C., il s'en était rapidement éloigné et fut, entre les deux guerres, le tout puissant patron de l'appareil S.F.I.O. Il avait, dans la lutte contre le groupe parlementaire et les « néo-socialistes », affirmé des positions de gauche et collaboré au bulletin *La Bataille socialiste*.

visme, il tire finalement un bilan en affirmant que le seul espoir des masses réside dans une révolution sociale. Ses prises de position facilitent la constitution de l'Alliance ouvrière, front uni des partis et syndicats ouvriers qui dirige l'insurrection des Asturies en octobre 1934. Emprisonné à la suite de l'échec du mouvement, il se met à lire, découvre Marx, Engels, Lénine et l'Etat et la révolution. Il s'enthousiasme pour la révolution russe qu'il avait si violemment combattue et laisse ses partisans parler d'une IV^e Internationale. Il faut, sans doute, faire, dans ces déclarations, la part du verbalisme et de la manœuvre politicienne. Il reste que son évolution ne peut être réduite à une comédie: elle reflète celle de larges masses d'ouvriers et de paysans qui s'engagent dans la révolution, ce qui apparaîtra au grand jour en 1936. Esteban Bilbao est sans doute celui qui a serré de plus près les raisons profondes de cette « radicalisation » social-démocrate:

« Il semble que le parti socialiste se soit rendu compte que la bourgeoisie se prépare à éliminer complètement tout ce que le monde ouvrier a réussi à bâtir au cours de l'évolution historique. Et comme, en définitive, le parti socialiste est partie intégrante de ce monde ouvrier et s'en nourrit, il ne s'agit plus pour le parti socialiste de servir la bourgeoisie en usant de son influence pour endormir le prolétariat, car la bourgeoisie lui a fait savoir que non seulement elle ne lui paierait rien pour le service, mais encore qu'une nécessité supérieure la conduisait à exécuter son vieux serviteur.

Placé dans cette macabre situation, le parti socialiste atterré s'écrie « Il faut faire la révolution », comme le condamné à mort qui, au pied de l'échafaud hurle qu'il ne veut pas mourir. C'est parce qu'il a peur que le parti socialiste entreprend un tournant radical et se tourne vers des positions révolutionnaires. Et le seul fait qu'il parle de révolution concentre autour du parti socialiste tout le prolétariat et les masses populaires. Tous les regards se tournent vers lui, tous les bras se tendent, toutes les bouches l'acclament, tous les cœurs brûlent d'enthousiasme... »⁸

Trotsky a consacré de nombreuses pages à analyser les processus de différenciation en cours dans la social-démocratie internationale. A ses yeux, les événements d'Autriche, après ceux d'Allemagne, ont scellé le sort du réformisme classique. Celui-ci est obligé de se renier, de se transformer, de se teindre en « centrisme », créant ainsi une situation à bien des égards sans précédent pour laquelle les vieilles définitions ne suffisent plus, malgré leur importance:

« Ces définitions sont-elles justes? Oui et non. Plûtôt non que oui. L'ancienne définition de la social-démocratie correspond moins à la réalité que la définition de l'Etat actuel comme une « république démocratique parlementaire » (...) les lois de la réflexion dialectique sont également valables pour le parti socialiste qui (...) partage le sort de l'Etat démocratique, mais en sens inverse. A cela il faut ajouter que, pour une bonne part, grâce à l'expérience de l'Allemagne et de l'Autriche, l'évolution du

8. Esteban Bilbao, « Algunas consideraciones ante la situación », *Comunismo* n° 34, avril 1934, pp. 163 sq.

parti socialiste en vient même à anticiper dans une certaine mesure celle de l'Etat : c'est ainsi que la scission avec les néos a précédé de quelques mois le coup d'Etat du 6 février. Ce serait bien entendu une erreur grossière que d'affirmer que « rien » n'a subsisté du réformisme et du patriotisme dans ce parti après cette scission. Mais ce n'est pas une erreur moindre que de parler de la social-démocratie dans l'ancienne acception du terme».⁹

Ainsi, pour Trotsky, sous l'étiquette « réformisme » et « II^e Internationale » se déroulent des phénomènes nouveaux que les marxistes ne sauraient ignorer. La crise du régime parlementaire, à laquelle est historiquement liée celle de la social-démocratie, signifie que, dans le moment, l'on n'est plus en présence de partis « réformistes » mais de partis « centristes », unissant encore en leur sein les contradictions de pôles extrêmes, ce qui ne peut que conduire à de nouvelles différenciations, créant un terrain pour une intervention de l'avant-garde révolutionnaire.

Les dirigeants de l'Internationale communiste ont parfaitement compris, quant à eux, le danger que constituait la radicalisation dans les partis socialistes et le risque pour eux de leur déstabilisation. La poussée à gauche exprime en effet tout autant le rejet de la politique de division imposée aux partis communistes par l'I.C. que celui de la vieille politique réformiste. Ils doivent donc faire ce dont la droite réformiste s'est avérée incapable, contrôler et neutraliser ce mouvement. Les dirigeants de Moscou vont même tenter d'utiliser ces aspirations confuses et désordonnées en les canalisant au profit des partis communistes pour leur permettre de trouver ou de retrouver une audience de masse. Ce terrain est évidemment favorable à une vaste opération à l'échelle internationale, dont l'histoire reste à écrire. La déstabilisation des organisations socialistes permet en effet les initiatives tactiques les plus diverses dans un univers réformiste incapable de se défendre contre le « noyautage » du stalinisme, profondément ignorant qu'il est de sa nature et de ses méthodes. Au service de ces opérations, des moyens considérables seront mis en œuvre, dans tous les pays, pour gagner, d'une façon ou d'une autre, les responsables les plus importants de la gauche socialiste ou, du moins, les neutraliser. On connaît par le récit de Fred Zeller les tentatives faites en ce sens en France.¹⁰ La correspondance des dirigeants trotskystes américains permet de suivre la progression de la fraction stalinienne dans le parti socialiste américain. L'article de Pierre

9. « L'Evolution du parti socialiste S.F.I.O. » (10 juillet 1934), *Œuvres*, 4, pp. 132-133.

10. *Trois Points, c'est tout*, pp. 64-72. Fred Zeller (né en 1912), alors étudiant aux Beaux-Arts, était le secrétaire de l'Entente des J.S. de la Seine, animateur de la tendance « jeunesse socialiste révolutionnaire », rivale des trotskystes. Il resta fidèle à la lutte antimilitariste, ce qui lui valut d'être exclu et l'amena chez les trotskystes. Alors qu'il était dirigeant des J.S., il avait été contacté par les dirigeants des J.C. russes et les avait rencontrés à Paris. Sa secrétaire, qui était proche des trotskystes, leur avait fait parvenir un procès-verbal de l'entrevue qui parut dans *La Vérité* du 21 juin 1935.

Broué publié dans ce numéro permet de comprendre comment, en Espagne, le parti communiste est parvenu à capturer les Jeunesses socialistes. Le 1er avril 1936, la fusion de la minuscule J.C. avec les puissantes J.S. de S. Carrillo donne naissance aux J.S.U. qui constituent, dès lors, le principal levier de l'influence stalinienne en Espagne et sa tête de pont au début de la guerre civile.

Bien entendu, la puissance d'appareil et les moyens financiers n'expliquent pas tout. La défaite allemande avait détourné du stalinisme des couches importantes mais le pitoyable effondrement de la social-démocratie autrichienne, en 1934, avait donné le signal du ralliement à l'I.C. d'une fraction importante de la gauche social-démocrate. Le tournant de l'I.C. et l'adoption de la politique de « Front populaire » lui permettent de confisquer à son profit les thèmes si populaires de l'unité d'action et de l'unité organique. En fait les P.C. se développent à nouveau, dans la période d'essor des Fronts populaires, tandis que les P.S. subissent des scissions. Les militants socialistes de gauche sont désorientés, incapables de comprendre ce qui se passe sous leurs yeux. Il suffit de voir comment ils comprennent dans le monde entier le VII^e congrès de l'I.C. — celui de l'orientation vers les Fronts populaires — dont, écrit Pierre Broué, « ils célèbrent les résultats en vantant une démocratisation qu'ils imaginent de toutes pièces et sans, apparemment, se rendre compte qu'il a repris, pour des raisons propres à la politique extérieure de l'U.R.S.S., la politique de collaboration de classe qu'eux-mêmes combattent depuis des années et qui est celle de leurs irréductibles adversaires de la droite socialiste ». Sans doute tous ne sont-ils pas dupes, mais, pour ceux qui s'appêtent à résister, le Front populaire a désormais le visage d'une solide coalition de la droite socialiste et du stalinisme.

La gauche socialiste était sans doute confuse et hétérogène. Elle était cependant porteuse d'authentiques potentialités révolutionnaires. Le risque de voir ce capital détruit par le stalinisme a été un des éléments importants des choix de Trotsky. Par l'« entrisme », il s'agissait en quelque sorte de « vacciner » la gauche socialiste, de lui ouvrir les yeux sur la véritable nature de l'I.C., de lui permettre de déjouer le piège mortel. Là où les trotskystes sont entrés dans les partis socialistes, principalement en France et aux Etats-Unis, cette opération des P.C. a en grande partie échoué. En Espagne, en revanche, en Autriche et là où les trotskystes sont restés à l'écart de la crise des partis socialistes, l'opération stalinienne a réussi au-delà de toute espérance. C'est la même jeunesse socialiste d'Espagne qui se tournait vers la IV^e Internationale qui, devenue J.S.U., sert de base de masse à un parti communiste jusque là squelettique et lui permet l'intervention contre-révolutionnaire que l'on sait.

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre le « tournant français », l'entrée des trotskystes dans les partis socialistes. A vrai dire, en 1933, la question n'est pas entièrement nouvelle. Lors du II^e congrès de l'I.C., Lénine

avait proposé aux communistes anglais d'entrer dans le Labour Party. ¹¹ Comment ne pas se souvenir en outre que la III^e Internationale avait recruté pour les 9/10 les éléments centristes évoluant vers la gauche et que, sous le drapeau du bolchevisme, s'étaient rassemblés non seulement des individus et des groupes, mais des organisations entières? Comment négliger enfin le fait que les partis communistes constitués en dehors des organisations socialistes de masse étaient restés des groupuscules, alors que grandissaient ceux qui procédaient des partis socialistes de masse? Trotsky a en outre sous les yeux une expérience plus récente: la conquête du S.A.P. par les quelques centaines de militants communistes dirigés par Jakob Walcher. Le S.A.P., ancien parti socialiste de gauche, est désormais dirigé par des communistes exclus de l'I.C.: il y a là un symptôme de la double crise des partis socialistes et communistes et l'indication d'une issue possible. Sous d'autres formes d'ailleurs, la situation américaine confirme bientôt l'expérience du S.A.P. Les trotskystes américains réussissent en effet à fusionner avec une organisation ouvrière typiquement américaine, l'American Workers Party, formé de cadres syndicaux et d'étudiants organisateurs de ligues de chômeurs, animé par l'ancien pasteur protestant A.J. Muste. ¹² Les « mustistes », courtisés par toutes les organisations ouvrières, se sont finalement tournés vers les trotskystes, capables de conduire les grandes grèves de Minneapolis avec les mêmes méthodes qui avaient été leurs à Toledo. ¹³ La crise de grands partis socialistes offrait des perspectives du même ordre, mais à l'échelle plus vaste de tout le mouvement ouvrier. Un reclassement général était en cours, qui rendait possible la modification des contours dessinés dans les années qui avaient suivi la révolution russe. A ses camarades qui ne comprenaient pas toujours l'importance qu'il accordait à la crise de la social-démocratie, Trotsky aimait à rappeler l'autre reclassement, celui qui avait conduit, après l'effondrement d'août 1914, à la fondation de la III^e Internationale. Sans doute les conditions étaient-elles moins favorables qu'en 1919, puisque la III^e Internationale avait été fondée dans les grands élans révolutionnaires et à partir du pôle russe.

11. Voir notamment, dans les *Œuvres* de Lénine, t 31 p. 266, le « Discours sur l'affiliation au Labour Party de Grande Bretagne » — Le Labour Party devait finalement refuser d'admettre en son sein le parti communiste britannique.

12. Abraham Johannes (dit A.J.) *Muste* (1885-1967), un ancien pasteur gagné à la cause du mouvement ouvrier, avait été pendant des années directeur pédagogique du Brookwood Labor College, et c'est avec nombre de ses anciens élèves, devenus cadres du mouvement syndical, qu'il avait fondé le Committee for Progressive Labor Action, puis l'American Workers Party qui avait fusionné avec la C.L.A. trotskyste à la fin de 1934.

13. On peut se reporter pour ces deux grèves au livre d'Art Preis, *Labor's Giant Step*, qui leur consacre, ainsi qu'à celle de San Francisco, un chapitre « Trois grèves qui ont pavé la voie », pp. 19-34. A Toledo, le rôle décisif dans la grève des travailleurs de l'auto avait été joué par le comité de chômeurs animé par des « mustistes » appuyant le Local A.F.L. 18384. A Minneapolis, les militants trotskystes de la C.L.A. avaient dirigé le mouvement à travers le fameux Local A.F.L. 574.

A la fin de l'année 1933, Trotsky n'envisage pas encore l'entrée dans les partis socialistes. A Neurath ¹⁴ l'a déjà proposé: l'expérience tchécoslovaque, celle d'Autriche, démontraient selon lui que l'unique possibilité pratique de construire de solides fractions liées aux masses ouvrières était l'entrée dans les partis socialistes qu'il avait réalisée avec son groupe. Dès son arrivée en France, Trotsky avait confié à son ancien secrétaire, Jan Frankel, une mission d'exploration en ce sens, et ce dernier avait adhéré au parti socialiste ¹⁵. Le 22 février 1934, l'article de Trotsky « Centriste et Quatrième Internationale » marque le début de l'orientation vers la politique entriste. Soulignant l'absence presque totale de réaction dans le Comintern à la défaite allemande et la disposition des forces, Trotsky conclut que la nouvelle Internationale ne peut se développer qu'aux dépens des tendances et organisations centristes. Il considère que les bolcheviks-léninistes doivent travailler d'abord en direction des masses influencées par la social-démocratie pour agir, à une autre étape, sur celles qui restent sous l'influence du stalinisme. Une telle orientation implique, à une étape ou une autre, l'entrée dans les partis socialistes. Dès les premiers articles de discussion sur le projet d'entrée en France, Trotsky utilise un argument puissant: la section française — mais cela est vrai aussi des autres sections — n'est, au moment où s'annonce pourtant une crise révolutionnaire, qu'un groupe propagandiste de cadres, bien armés, sans doute, sur le plan de la théorie, mais qu'il faut de toute urgence tremper et, avant tout, lier aux masses, ce qui ne peut être réalisé que par l'initiative audacieuse de l'entrée. Les trotskystes ne sont pas encore un parti, ils n'ont pas la force suffisante pour intervenir avec succès, de l'extérieur, dans la crise des partis socialistes. En tant qu'Opposition de gauche, ils se sont considérés comme la fraction marxiste de l'Internationale communiste en cours de dégénérescence; ils doivent désormais se considérer comme la « fraction marxiste » de la nouvelle Internationale à bâtir et, dans cette perspective, laisser de côté tout fétichisme organisationnel pour se lier aux masses et travailler avec les autres fractions vraiment révolutionnaires. Cet objectif implique un séjour, drapeau déployé ou non, dans les partis socialistes, dans la mesure où la relative liberté qui continue d'y prévaloir y permet l'activité de courants se réclamant du trotskysme.

Cette entrée est d'autant plus nécessaire que le phénomène de radicalisation est contradictoire. L'existence des gauches socialistes est certes une base objective pour de nouveaux congrès de Tours, mais, dans l'immédiat,

14. Alois Neurath (1886-1952), ancien dirigeant du P.C. de Tchécoslovaquie et de l'I.C., avait rejoint l'Opposition de gauche internationale en 1932. On peut trouver une trace de ses propositions pour l'entrée dans la social-démocratie dans *Œuvres*, 2, p. 59, car le nom que nous avons indiqué comme « indéchiffrable » était en réalité « Scholze », l'un des pseudonymes de Neurath.

15. *Ibidem*.

elle barre surtout la route au développement indépendant des organisations trotskystes. La force d'attraction des gauches socialistes s'exerce précisément parmi les ouvriers d'avant-garde et les jeunes, que les trotskystes pensaient pouvoir conquérir, ainsi que sur les petites organisations socialistes de gauche qui s'étaient un instant rapprochées d'eux. J.P. Cannon¹⁶ note que les ouvriers et jeunes qu'ils influençaient commencent à rejoindre le parti socialiste et qu'en dépit de ses efforts de recrutement le Workers Party stagne. C'est, écrit-il, « le signal d'alarme que nous ne devons pas nous laisser isoler de l'aile gauche ». On retrouve une constatation semblable sous la plume d'Erwin Wolf, dans L'« organe de masse »¹⁷. Le secrétaire de Trotsky souligne que, après des progrès importants dans les jours qui suivent le 6 février 1934, le recrutement se tarit très rapidement au profit de l'aile gauche de la S.F.I.O. Dans les organisations socialistes de gauche certains voient dans la constitution d'ailes « révolutionnaires » des partis socialistes un argument en faveur d'un retour dans ces derniers. L'évolution du dirigeant du S.A.P., Boris Goldenberg, est significative à cet égard : proche de l'Opposition de gauche, partisan de la fusion et de l'appel des « Quatre » en faveur de la nouvelle Internationale, il rejoint la gauche de la S.F.I.O. où il constitue, en septembre 1935, avec Marceau Pivert¹⁹, la Gauche révolutionnaire.

Ainsi, la radicalisation des partis socialistes pouvait-elle apparaître aussi comme un obstacle de première grandeur à la progression des organisations trotskystes. La tactique de l'entrisme était un moyen pour contourner cet obstacle en ne heurtant pas de front les puissantes illusions qui s'étaient développées sur les capacités réelles de ces courants à s'engager dans la lutte révolutionnaire. Car, derrière les chefs éphémères, souvent aussi timorés que prétentieux, se trouvaient des dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes hors desquels la construction de nouveaux partis révolutionnaires était un leurre. Sans doute l'entrisme n'a pas été le remède miracle permettant cet accouchement. Mais il faudrait, pour un bilan sérieux, une étude précise de chacune de ces expériences. Il faudrait aussi ne pas perdre de vue que cette solution a été avancée dans une situation extrêmement précise, marquée des plus grandes défaites de la

16. James. P. Cannon (1890-1974), ancien militant I.W.W. et dirigeant du P.C., était le principal dirigeant de l'Opposition américaine, la C.L.A.

17. Erwin Wolf (1902-1937), avait été secrétaire de Trotsky en Norvège et y avait rédigé une brochure contre R. Molinier et ses camarades de tendance intitulée L'« Organe de Masse ».

18. Boris Goldenberg (1905-1980) venait du P.C. et de la K.P.O. Il était lié à Sedov à Berlin et représentait l'aile du S.A.P. proche de l'Opposition de gauche.

19. Marceau Pivert (1895-1958), ancien animateur de *La Bataille socialiste*, avait été très proche des trotskystes pendant la période où ils étaient membres de la S.F.I.O. : il avait rendu visite à Trotsky à Domène. Il devait fonder en 1938 le P.S.O.P. (parti socialiste ouvrier et paysan).

classe ouvrière et l'isolement extrême des organisations trotskystes. Que ce moyen n'ait pas permis de renverser la situation dans les délais si brefs accordés par l'histoire est un fait. Ce fait n'implique pourtant pas la condamnation du moyen.

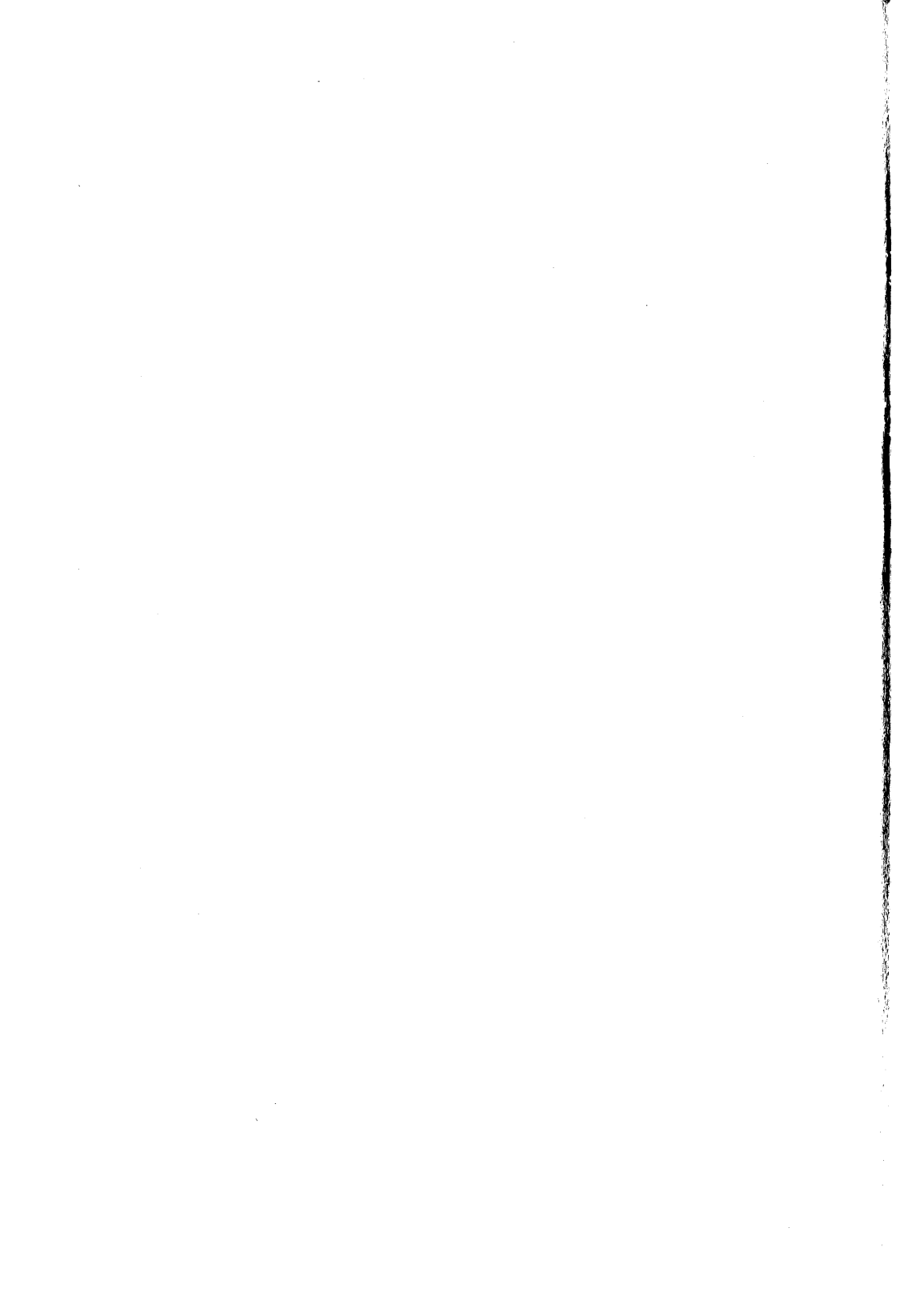
La condamnation de l'entrisme émane en fait de deux bords bien différents. Nombreux sont ceux qui, dans le mouvement trotskyste, se sont opposés à cette tactique avec des arguments divers. Sans doute l'histoire n'a-t-elle pas permis de trancher définitivement ce débat, dans la mesure précisément où l'entrisme n'a pas été l'accoucheur de nouveaux congrès de Tours. Modestes, ses succès n'ont cependant pas été négligeables, particulièrement aux Etats-Unis. En revanche le bilan des groupes qui tentèrent, à cette époque, contre l'avis de Trotsky, de poursuivre une existence indépendante, fut catastrophique et conduisit à leur disparition de la scène politique. Significative est cette réponse de Trotsky à un interlocuteur qui lui fait remarquer que l'Indochine est le pays où les trotskystes ont connu les plus grands succès en maintenant une section indépendante : « Mais en Indochine il n'y a pas de grand parti communiste et pas de parti socialiste : aussi sommes-nous devant la classe ouvrière le seul parti indépendant de la classe ouvrière ». ²⁰ Pour Trotsky, en définitive, et si on laisse de côté les divergences d'appréciations tactiques, les opposants à l'entrisme se rangent dans la catégorie des « sectaires » qui pensent que l'on peut construire une nouvelle Internationale sans tenir compte de l'existence des partis qui se partagent le contrôle de la classe ouvrière, en refusant donc d'utiliser les fractures qui s'y dessinent.

De tout autre nature est la condamnation que nous évoquions au début de cette introduction : celle des dirigeants des grandes organisations socialistes, s'indignant au nom de la « démocratie » et criant à la « manipulation » et au « noyautage ». « Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage », dit le proverbe : un volume entier ne suffirait pas pour citer les mille et une façons par lesquelles les appareils des grands partis manipulent et noyautent leurs propres organisations, voire les syndicats ! Faut-il rappeler à Pierre Mauroy que la S.F.I.O. de Guy Mollet, dont il a été, face aux « jeunes », un brillant défenseur, n'avait pas reçu mandat de ses membres pour engager avec le général Massu la « bataille d'Alger » au nom des « pouvoirs spéciaux » votés par la Chambre, ou de paver la voie au retour au pouvoir du général de Gaulle et à l'avènement de la V^e République ?

En 1920 la scission de Tours a signifié la tentative des travailleurs socialistes de reconquérir leur parti et de le restituer au combat révolutionnaire. La dégénérescence du parti communiste né de cette scission, le rôle outrageusement contre-révolutionnaire joué ensuite par le stalinisme, ont remis à l'ordre du jour une « nouvelle scission de Tours », la création d'un

20. Œuvres, 15, p. 157.

parti rompant avec la bourgeoisie et s'engageant véritablement dans la lutte pour le socialisme: ce sont les aspirations en ce sens qui se sont traduites pendant des décennies au sein des partis comme des jeunesse socialistes et qui continueront de se produire. Les hommes politiques comme Pierre Mauroy veulent bien négocier avec leurs partenaires staliens des « rééquilibrages », mais ils crient au voleur dès que de vrais socialistes tentent, dans les rangs de leur parti, de tirer les leçons de l'Histoire. Ne peuvent leur donner raison que ceux qui croient, en dépit d'expériences si longtemps, si souvent et si douloureusement renouvelées, que les appareils des formations traditionnelles ont, sur la classe ouvrière et notamment sur sa jeunesse, un droit de propriété.



Pierre Broué

Quand Carrillo était gauchiste... Les Jeunesses socialistes d'Espagne (1934-1936)

Polémiquant contre son camarade Sneevliet dans une lettre du 16 juillet 1936 à la direction du R.S.A.P. néerlandais, Trotsky écrivait au sujet de l'Espagne et des positions prises par Andrés Nin vis-à-vis des propositions d'entrée dans les Jeunesses socialistes :

« La magnifique Jeunesse socialiste est arrivée spontanément à l'idée de la IV^e Internationale. A l'insistance que nous avons mise pour que toute notre attention soit dirigée vers les Jeunesses socialistes, il n'a été répondu que par des dérobades [...]. La Jeunesse socialiste est alors passée presque tout entière dans le camp stalinien. Les gens qui s'intitulaient b[olcheviks]-l[éninistes] et qui ont tranquillement observé, ou, pour mieux dire, ont provoqué cela, devraient être pour toujours stigmatisés comme des traîtres à la révolution ».¹

Depuis 1934, dans les documents publiés dans les *Œuvres*, foisonnent les allusions et remarques concernant l'entrée préconisée par Trotsky dans les J.S. et le P.S.O.E. et le refus de la Izquierda comunista qui aboutit en 1935 à sa fusion avec le Bloc ouvrier et paysan de Maurin au sein du P.O.U.M. Dans la présentation de *La Révolution espagnole*, j'ai essayé d'éclairer de mon mieux le contenu des propositions de Trotsky — dont nous n'avons pas le texte — et les refus successifs des trotskystes espagnols, me contentant de mentionner, comme un important élément du contexte, la « radicalisation » qu'on a parfois même appelée « révolutionnarisation » du P.S.O.E., ainsi que quelques signes extérieurs de l'évolution à gauche, souvent même « gauchiste », de son organisation de jeunes, la Federación Nacional de Juventudes socialistas.

Les récents développements politiques de l'Espagne post-franquiste ont eu des conséquences positives dans le domaine de l'historiographie puisqu'elles ont donné enfin accès, non seulement aux collections de

1. Trotsky, *Œuvres*, 10.

livres et journaux des années trente, mais aussi aux documents d'archives saisis massivement par l'armée franquiste entre 1936 et 1939 et qui ont été conservés à Salamanque². Il est par conséquent désormais possible d'aborder en elle-même l'étude de l'évolution vers la gauche d'une importante fraction du parti socialiste ouvrier espagnol, sous l'autorité de Francisco Largo Caballero, et notamment de son aile marchante, la Federación de Juventudes socialistas, dont l'un des dirigeants était promis à une longue carrière politique puisqu'il s'agit tout simplement de Santiago Carrillo. Au cours des cinq dernières années, d'importants travaux ont été consacrés à cette question sous des angles divers³ et un premier état de la question, reposant sur des sources imprimées comme sur des archives jusqu'alors inconnues, est désormais possible.

La radicalisation de Largo Caballero

La poussée à gauche à l'intérieur des partis socialistes à partir de 1933 n'est bien entendu pas un phénomène proprement espagnol comme le croient plusieurs auteurs « hispanisants » et comme l'affirment certains politiques. Le phénomène, commandé de façon générale tant par la crise économique et ses conséquences socio-politiques que par le réflexe de défense provoqué par la victoire sans combat de Hitler en Allemagne, est

2. L'Archivo Historico Nacional, sección Guerra civil, de Salamanca, l'ancienne section d'archives de la Garde civile, qui a servi à la répression pendant et après la guerre civile, est passé aujourd'hui sous le contrôle du ministère de la culture et placé sous la direction d'une archiviste. Le classement antérieur, certainement commode pour les enquêtes policières, est pour le moment très insuffisant en vue de la recherche scientifique, mais la documentation est d'une quantité et d'une qualité exceptionnelles.

3. Parmi ces travaux, je citerai d'abord le travail de l'historien britannique Paul Preston, *La Destrucción de la Democracia en España* (1978), qui étudie de près la vie interne du P.S.O.E., de l'U.G.T. et des J.S. dans la dialectique du développement simultané de la C.E.D.A. et des J.A.P. Il faut mettre sur le même plan une étude capitale d'histoire des idées, le livre de Marta Bizcarrondo *Araquistáin y la Crisis socialista en la IIIa República. « Leviatán » (1934-1936)* (1975) (en attendant sa thèse sur le P.S.O.E. dans ces années), l'intéressant essai de Ricard Viñas, *La Formación de las Juventudes Socialistas Unificadas 1934-1936* (1978) auxquels il convient d'ajouter les deux ouvrages de Santos Juliá, *La Izquierda del P.S.O.E. 1935-1936* (1977) et *Orígenes del Frente Popular en España 1934-1936* (1980). Marta Bizcarrondo a présenté et éclairé une réédition reprint de *Leviatán*, la revue des socialistes de gauche et Paul Preston une anthologie de la même *Leviatán (Antología)*. Bien des textes capitaux pour cette étude ont été également réédités, et nous avons utilisé ici la réédition des *Discursos a los Trabajadores*, de Francisco Largo Caballero et l'anthologie de discours d'Indalecio Prieto préparée par Edward Malefakis sous le titre *Discursos fundamentales*, ainsi que l'anthologie des débats autour de la révolution d'Octobre 1934 préparée par Marta Bizcarrondo sous le titre *Octubre del 34: Reflexiones sobre una Revolución*, qui reproduit le texte de la brochure des J.S. *Octubre. Segunda Etapa*. Nous avons également utilisé d'autres ouvrages plus anciens, notamment le second volume des mémoires de l'ancien secrétaire du P.S.O.E. Juan-Simeón Vidarte, *El Bienio Negro y la Insurrección de Asturias* (1978) qui comporte nombre de documents et d'informations utiles.

un phénomène général. La particularité espagnole est que l'aile gauche radicalisée du parti socialiste aura comme porte-parole et principal dirigeant un homme considéré jusqu'alors à juste titre comme un des réformistes les plus endurcis de la II^e Internationale, Francisco Largo Caballero.

L'homme, un ancien ouvrier plâtrier qui n'a appris à lire et à écrire qu'à l'âge de vingt-quatre ans, est l'un des dirigeants les plus connus du parti et du syndicat qu'il contrôle, l'Unión General de Trabajadores (U.G.T.). Il a été l'un des adversaires les plus résolus de l'adhésion à l'Internationale communiste et un des artisans du maintien du P.S.O.E., puis, sous la dictature de Primo de Rivera, partisan décidé d'une collaboration qui permettait le développement de l'U.G.T. Partisan de l'alliance avec les partis républicains bourgeois pour le renversement de la monarchie, il a été, depuis l'avènement de la République, ministre du travail dans le gouvernement de coalition socialiste-républicain, acceptant la responsabilité de mesures de répression aussi sévères que, par exemple, la célèbre « loi de défense de la République ». ⁴

Mais, au milieu de 1933, au moment d'ailleurs où les socialistes vont être du gouvernement, plusieurs facteurs se combinent pour pousser Largo Caballero à employer un langage nettement plus à gauche — tant en direction de la bourgeoisie qu'en direction des travailleurs. Il est très amer de constater que la législation sociale dont il est l'auteur continue à être sabotée par des fonctionnaires de tout grade alors que le patronat reprend, partout et sur tous les terrains, l'offensive. En outre, il est très impressionné par la victoire hitlérienne et la destruction totale du mouvement ouvrier allemand et de ses conquêtes sociales, ainsi que par l'analyse qu'en donne son camarade Luis Araquistáin. ⁵ Comme il est, avec des milliers et des milliers d'autres, convaincu que le chef de l'Alliance populaire, José Maria Gil Robles ⁶, s'engage dans la voie du fascisme espagnol s'emparant du pouvoir par des voies légales, il pense que c'est l'existence même de son parti qui est désormais en jeu.

Le premier indice de son tournant vers la gauche est donné dans le discours qu'il prononce le 23 juillet, au cinéma Pardiñas de Madrid, devant les Jeunesses socialistes de la capitale. Justifiant la participation

4. Texte en français de cette loi répressive d'octobre 1931 en annexe de mon livre, *La Révolution espagnole 1931-1939*, pp. 105-106.

5. Marta Bizcarrondo, *Araquistáin...*, pp. 124-134.

6. José Maria Gil Robles (1898-1980), avocat, était le chef de l'Acción Popular qui avait la confiance de la hiérarchie catholique et le chef de file des « accidentalistas », partisans de jouer le jeu électoraliste dans le cadre constitutionnel pour bloquer les réformes et reprendre le pouvoir. Il fut à partir de 1933 le dirigeant — appelé « Chef » — de la C.E.D.A. (Confederación española de Derechas Autonomas), bloc des droites, dont l'organisation de jeunesse, la J.A.P. (Juventud de Acción Popular) se donnait des allures de milice fasciste.

des socialistes au gouvernement républicain, montrant que le fascisme est le dernier recours du capitalisme aux abois, il lance quelques formules audacieuses, affirmant notamment qu'il préfère « la dictature socialiste » à la « dictature bourgeoise ou au fascisme ». ⁷ Quelques semaines plus tard, il revient à la charge devant les étudiants de l'école d'été des Jeunesses socialistes qui se tient à Torreldones et où les interventions de Besteiro, puis Indalecio Prieto, ont provoqué bien des déceptions. ⁸ Largo Caballero, lui, ne déçoit pas ses jeunes auditeurs. Parlant de la participation au pouvoir, il dit qu'il n'en fait pas une question de principe, mais qu'aujourd'hui, moins que jamais, il ne croit à la possibilité de réaliser le socialisme dans le cadre d'une société bourgeoise. Il affirme que l'objectif des socialistes doit être de conquérir le pouvoir, et qu'une république socialiste devra supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme. Et il rappelle la formule d'Engels concernant « la dictature du prolétariat ». ⁹

S'agit-il vraiment, de la part du président du P.S.O.E., de la remise en question de ses vieilles mentalités et pratiques réformistes ? La plupart des auteurs d'aujourd'hui en doutent fort et assurent qu'en définitive Largo Caballero s'est contenté de suivre — d'assez loin et surtout en paroles — les masses ouvrières et la jeunesse dans une orientation toujours plus marquée vers la gauche depuis 1931. L'alliance en tout cas se noue de ce jour entre les Jeunesses socialistes et le vieux dirigeant du parti et de l'U.G.T. dont elles font leur « président d'honneur ». C'est à leur hebdomadaire, *Renovación*, qu'il donne son premier interview après le départ des socialistes du gouvernement. Il doute désormais, après l'expérience de ces années, de la possibilité de réaliser les revendications les plus minimes du prolétariat dans le cadre républicain bourgeois. Il pense que l'Espagne est à la veille de la révolution sociale et attribue aux jeunes la mission de conforter les indécis et de chasser du parti les éléments passifs qui ne sont pas utiles à la révolution. ¹⁰

7. *El Socialista*, 25 juillet 1933.

8. L'école socialiste d'été des Jeunesses socialistes réunit sous des tentes en août 1933 environ 150 stagiaires venus de tout le pays, dont une dizaine de jeunes filles. Dans l'Archivo Historico Nacional de Salamanca, Sección Guerra Civil, Politico-social, « Madrid », Legajo 1460, se trouve un important dossier consacré aux sessions de 1932 et 1933. Le niveau de formation théorique des jeunes stagiaires était très faible : la quasi-totalité des dix-sept interrogations écrites sur la question « Qu'est-ce que le socialisme ? » font du socialisme un idéal moral. Largo Caballero n'était pas prévu parmi les orateurs mais fut réclamé par les « étudiants » restés sur leur faim et assez mécontents des interventions de Besteiro et Prieto. Ce dossier nous a notamment appris que le jeune Santiago Carrillo, fils du largocaballeriste Wenceslao Carrillo, apprenti-typo, puis apprenti-journaliste à *El Socialista*, et qui commençait alors sa carrière politique, était le secrétaire de cette école d'été, chargé notamment d'inviter les orateurs.

9. Ce discours fut publié sous forme de brochure, avec comme titre *Posibilismo en la democracia socialista*. La partie dans laquelle le vieux social-démocrate se présente à ses jeunes auditeurs est reproduite dans *Discursos a los Trabajadores*, pp. 27-31 de la réédition de 1979.

10. *Renovación*, 23 septembre 1933.

C'est sur cette ligne que Largo Caballero se lance dans la campagne électorale en novembre, à la tête d'un parti socialiste qui, cette fois, n'a noué aucune alliance avec les partis républicains bourgeois. Sa tournée de meetings prend des allures plébiscitaires et, comme le souligne Paul Preston, « son langage se faisait plus révolutionnaire à mesure qu'il voyageait », en réponse, évidemment, aux charges furieuses de la droite, mais aussi et surtout « à l'enthousiasme sans limites des masses qui acclamaient ses discours bien avant qu'ils soient terminés ». ¹¹

Avec 58 sièges seulement, mais le résultat énorme de 1 627 000 voix — plus que jamais parti auparavant —, le P.S.O.E. est battu. Du fait de la loi électorale qui favorise les grandes coalitions et exige deux fois plus de voix pour un député socialiste. Du fait de l'abstention des anarchistes qui lui reprochent sa participation à des gouvernements répressifs. Mais aussi, incontestablement, parce que les classes possédantes, sûres de l'impunité, ont employé les grands moyens, pression sur les travailleurs, chantage au chômage dans les campagnes, violence et parfois terreur, en tout cas fraude organisée: autant de raisons pour persuader les socialistes qu'ils n'ont vraiment plus rien à attendre de la démocratie bourgeoise. Les J.S., qui s'identifient au nouveau cours et au président du parti, lancent une campagne de propagande et d'explication. C'est ainsi qu'ils publient sous forme de brochure un discours prononcé le 29 octobre 1933 par Araquistáin: le conseiller de Largo Caballero y démontre, à partir de l'expérience allemande, qu'il a partiellement vécue, que seule la révolution socialiste, en détruisant la bourgeoisie, peut véritablement barrer la route au fascisme. ¹²

11. P. Preston, *op. cit.*, p. 154. Selon le pamphlet dirigé contre Caballero en 1936 par le journaliste réformiste G. Mario de Coca, *Anti-Caballero. Una crítica marxista de la bolchevización del partido socialista obrero español* (réédition de 1975, présentée par Marta Bizcarrondo), c'est dès le début de sa campagne en province qu'il fut appelé « le Lénine espagnol », un surnom contre lequel il protestait gentiment (p. 86). Gabriel Mario de Coca présente également un résumé de la campagne de Largo Caballero: le 30 octobre, à Zafrá, il prédit l'ouverture d'une nouvelle période révolutionnaire qui n'est pas celle d'avril 1931 laquelle a culminé avec la République: « La nouvelle culminera avec l'implantation de la République sociale ». Le 9 novembre, à Don Benito, il affirme que l'Espagne va à la révolution sociale et qu'il faudra exproprier la bourgeoisie par la violence. Il faudra lutter jusqu'à ce que « le drapeau rouge de la révolution socialiste flotte sur tous les édifices officiels ». Le 10, à Azuaga, il dit que si un mouvement se produit dans l'armée, il ne sera pas un mouvement de généraux, mais « de soldats et de sergents », pour « instaurer la République sociale ». Le 13, à Albacete: « C'est vrai, si la légalité ne nous sert pas, si elle empêche notre avance, alors nous laisserons de côté la démocratie bourgeoise et irons à la conquête révolutionnaire du Pouvoir ». Le 14, à Murcie, où il est frénétiquement applaudi par les J.S., il conclut: « Il nous faudra une période de transition au socialisme et cette période, c'est la dictature du prolétariat à laquelle nous allons » (*op. cit.*, pp. 88-90).

12. L. Araquistáin, *Una lección de historia: El derrumbamiento alemán* (1933). Luis Araquistáin Quevedo (1886-1959), un brillant intellectuel qui avait évolué vers la gauche, avait été ambassadeur à Berlin de février 1932 à février 1933. Il concluait à la double faillite

C'est à la fin de décembre que Largo Caballero est arrivé à la conclusion qu'il faut préparer une insurrection pour « sauver la république ». Fort de l'accord de Prieto, il s'emploie, dès la fin de 1933 et dans les premiers mois de 1934, à écarter les obstacles situés au sein du P.S.O.E. même et à sa tête.

L'un des bastions de la résistance au nouveau cours est évidemment l'exécutif de l'U.G.T., présidé par Julián Besteiro¹³. Quand Gil Robles, chef parlementaire de la C.E.D.A. qui est sortie victorieuse des élections, annonce publiquement sa détermination d'implanter bientôt en Espagne « L'Etat corporatif », la bataille d'influence commence à la direction de l'U.G.T. Amaro del Rosal, membre dirigeant des Jeunesses socialistes et dirigeant du syndicat des employés de banque et de bourse, propose au comité national de l'U.G.T. une résolution en faveur de « l'organisation immédiate et urgente, d'accord avec le parti socialiste, d'un mouvement révolutionnaire de caractère national pour conquérir entièrement le pouvoir de la classe ouvrière ». Elle est repoussée par 28 voix contre 17. En revanche, la pression de Largo Caballero arrache la décision de créer une commission mixte P.S.O.E. — U.G.T. dont il est le président et qui reçoit la mission d'étudier les aspects pratiques du mouvement révolutionnaire à déclencher au cas où la C.E.D.A. accèderait au gouvernement. Le 27 janvier, le programme de ce soulèvement éventuel, rédigé par Prieto, est soumis au comité national de l'U.G.T. qui l'approuve¹⁴, une

du P.C. et du parti social-démocrate. Au fascisme, « franche dictature bourgeoise », on ne devait opposer pour le vaincre qu'une « franche dictature socialiste ». La démocratie bourgeoise n'avait d'intérêt pour le prolétariat que dans la mesure où elle permettait « le renforcement de ses positions dans sa lutte pour le pouvoir ».

13. Julián Besteiro Fernández (1870-1940), professeur d'université, vétéran du parti, avait la réputation d'un théoricien; il avait été président du comité de grève en 1917 et professait que les socialistes devaient abandonner aux seuls républicains les tâches gouvernementales et notamment celles de la « révolution démocratique », sans chercher à « brûler les étapes ». Président des Cortes en 1931, il avait son bastion dans le P.S.O.E. à Madrid et dans l'U.G.T. avec l'appui des cheminots et du syndicat des travailleurs de la terre. Il était considéré comme le chef de file de l'aile « réformiste ».

14. *Boletín de la Unión General de Trabajadores de España*, décembre 1933 - janvier 1934, pour l'ensemble des débats et de leurs péripéties. Le texte du programme rédigé par Prieto se trouve dans Dolorès Ibarruri et autres, *Guerra y Revolución en España*, I, pp. 52-54. Il comportait dix points : nationalisation de toutes les terres, priorité au financement des travaux d'irrigation, réforme de l'enseignement public, dissolution des ordres religieux et confiscation de leurs biens, dissolution de l'armée et nouvelle armée sur une base démocratique, dissolution de la Garde civile et formation d'une Milice populaire, réforme et épuration de la bureaucratie d'Etat, amélioration du sort matériel et moral des ouvriers d'industrie, réforme du système fiscal, application rapide de toutes ces mesures par les organes législatifs nouveaux que le peuple se donnerait. Ce programme ne fut connu que quinze mois plus tard, soit longtemps après l'échec de l'insurrection destinée à l'appliquer ! Largo Caballero avait en outre fait voter des décisions d'action (*ibidem*, p. 54) : 1) organisa-

décision qui provoque la démission immédiate de l'ancien exécutif, fermement opposé à ce qu'il appelle « l'aventurisme ». Il est aussitôt remplacé par une nouvelle équipe dévouée à Largo Caballero, redevenu secrétaire général sous la présidence de son camarade Anastasio de Gracia ¹⁵, dirigeant du syndicat du bâtiment. Les camarades d'idées du nouveau secrétaire général de l'U.G.T., qui tiennent déjà les importants syndicats des métallos, avec Pascual Tomás, du bâtiment, du transport, que dirige le J.S. Carlos Hernández Zancajo, et de la banque, prennent la majorité et la direction de la très importante Federación Nacional de Trabajadores de la Tierra, le syndicat d'ouvriers agricoles dont la direction est maintenant aux mains de l'équipe de l'enseignant largocaballeriste navarrais Ricardo Zabalza ¹⁶.

La direction « besteiriste » de l'Agrupación socialista de Madrid, dont le rôle a toujours été déterminant dans le parti, tombe également entre les mains des partisans de Largo Caballero, parmi lesquels nombre de jeunes socialistes ¹⁷.

La Fédération des Jeunesses socialistes

Au lendemain de la Révolution russe de 1917, ce sont les J.S. de l'époque, qui, comme dans bien d'autres pays, ont constitué les premiers noyaux du futur parti communiste. Depuis, dans les années vingt, les J.S.

tion d'un mouvement « franchement révolutionnaire », 2) déclenchement de ce mouvement au moment opportun, indépendamment des initiatives ennemies, 3) prise de contact du P.S.O.E. et de l'U.G.T. avec les éléments prêts à prendre part à ce mouvement, 4) en cas de victoire, formation d'un gouvernement P.S.O.E. - U.G.T. ouvert aux organisations qui auraient pris une part directe à cette bataille, 5) application par ce gouvernement du programme ci-dessus. Indalecio Prieto y Tuero (1883-1962), lié aux hommes d'affaires et de style très « libéral », était depuis des années le grand rival de Largo Caballero dans le P.S.O.E.

15. Anastasio de Gracia Villarubia (1890-1981), originaire de Tolède, était depuis des années un cadre du syndicat du bâtiment dont il était récemment devenu président. Il allait être ministre dans le gouvernement Largo Caballero en 1936-37. Il est mort récemment en exil au Mexique.

16. Les ouvriers agricoles étaient à la fois les salariés les plus misérables et ceux que le chômage frappait le plus durement. La F.N.T.T. (Federación nacional de Trabajadores de la Tierra) avait poussé comme un champignon depuis la proclamation de la République; en juin 1932, elle comptait 445 414 membres sur un total de 1 041 539 à l'U.G.T. C'était la très forte pression de sa base militante, très combative, qui avait chassé de sa direction le besteiriste Lucio Martínez Gil et allait dicter sa politique à son successeur Ricardo Zabalza (-1939), un des dirigeants du P.S.O.E. en Navarre.

17. *El Socialista*, 28 janvier 1934, Gabriel Mario de Coca, *op. cit.* p. 101, indique qu'il n'y eut à cette occasion aucune discussion politique, aucun affrontement d'idées, mais que les votes ne se firent que sur des questions de pure procédure. Il affirme en outre que la salle avait été « faite » d'avance par les J.S. Parmi les nouveaux dirigeants de l'Agrupación Socialista Madrileña, on relève notamment les noms de Wenceslao Carrillo, père de Santiago, et de Carlos Hernández Zancajo.

reconstituées n'ont brillé ni par leur audace ni par leur originalité: petite organisation, formée surtout d'enfants de responsables ou de militants, elle est dirigée jusqu'en 1932, sans problèmes, par des hommes connus pour leur modération et leur réformisme. Mais les choses changent du tout au tout à partir de 1932 et surtout 1933.

Alors que la décision du P.S.O.E. et de l'U.G.T. au début de 1934 est de déclencher une insurrection au cas où la C.E.D.A. arriverait au gouvernement, en somme, de défendre la République et l'œuvre des Cortes constituantes et du gouvernement socialiste-républicain, une importante composante du parti et surtout de son aile gauche, la F.J.S. — qui occupe aussi des positions dans l'U.G.T. — proclame ouvertement que cette insurrection ne saurait être qu'une insurrection pour le pouvoir, pour l'instauration de la dictature du prolétariat.

C'est à partir de 1932 qu'on peut déceler dans la fédération des J.S. l'action d'éléments « de gauche » dont l'état d'esprit commence à inquiéter certains. A partir de l'été 1933, de la conférence au cinéma Pardiñas et surtout de l'intervention de Largo Caballero à l'école socialiste d'été, le courant « gauchiste » qui va se placer dans le sillage de Largo Caballero acquiert une force considérable. Déjà, *Renovación*, l'hebdomadaire de la fédération, défend les positions les plus révolutionnaires qui s'expriment alors dans l'univers socialiste. Ce courant — qui présente tous les caractères d'une fraction organisée — s'empare de la direction au 5ème congrès des J.S. en avril 1934, au moment où cette organisation compte 20 000 membres, un effectif qu'elle doublera en quelques mois ¹⁸. Cette nouvelle direction a remporté une victoire écrasante en se comptant sur la base d'un rapport politique présenté au congrès par un ancien dirigeant étudiant, José Laín Entralgo, mettant l'accent sur la nécessité de la rupture avec la bourgeoisie et ses partis afin de passer immédiatement à la préparation de la prise du pouvoir par le prolétariat, c'est-à-dire par le parti socialiste. ¹⁹

Le nouveau président de la fédération, Carlos Hernández Zancajo, militant depuis des années, appartient à la « vieille » génération plus près des trente-cinq ans de la limite d'âge que des vingt ans que comptent la majorité des militants ²⁰; c'est un militant connu par ailleurs comme

18. Jusqu'en 1933, la direction des J.S. releva de l'aile dite « réformiste » du P.S.O.E. dont le chef de file était Basteiro. Les partisans de ce dernier à la tête des J.S. étaient Juan et Mariano Rojo, José Castro, Felix García. Pour les chiffres, cf. Santiago Carrillo, *Demain l'Espagne*, p. 31.

19. José Laín Entralgo avait été à Madrid l'un des principaux dirigeants de l'organisation étudiante F.U.E. Son rapport au congrès, intitulé « Posición política de las Juventudes », fut publié dans *El Socialista* du 21 avril 1934.

20. La limite d'âge supérieure pour l'admission dans les J.S. était de 35 ans. Mais l'écrasante majorité des membres étaient bien plus jeunes. Il y avait en réalité dans le

dirigeant de son syndicat du transport et de l'Agrupación de Madrid. Mais, autour de lui, les nouveaux dirigeants sont vraiment très jeunes. Santiago Carrillo, le nouveau secrétaire général, vient d'avoir dix-neuf ans; fils d'un fidèle de Largo Caballero, élevé dans le sérail, apprenti-typographe à treize ans, puis apprenti-journaliste à *El Socialista*, il était en 1933 secrétaire général de l'école d'été. A *Renovación*, qu'il dirigeait depuis un an, il est remplacé par un jeune militant étudiant, Segundo Serrano Poncela qui a vingt-deux ans. Autour de ce secrétariat, un bureau tout aussi juvénile: José Laín Entralgo, bien sûr, mais aussi Federico Melchor, José Cazorlá, Alfredo Cabello, Rafael Cuadrado.²¹

La nouvelle équipe ne dissimule ni ses intentions, ni ses ambitions: elle veut utiliser l'organisation de jeunesse comme une fraction dans la lutte interne du parti, comme la pointe avancée de la tendance «révolutionnaire» de Largo Caballero qui revendique toute la direction. On peut relever ce signe intéressant: tout en faisant constamment référence à l'autorité et au prestige de Largo Caballero, ses jeunes partisans à la tête de la fédération des J.S. n'en posent pas moins la question du pouvoir à l'intérieur du parti en termes de générations. Le congrès n'est pas clos que Serrano écrit dans *Renovación*, sous le titre significatif de «Crise de confiance», que les hommes de la génération qui tient les rênes du parti sont en réalité «écrasés par tant d'années d'interprétations réformistes erronées de la tactique marxiste»; il leur oppose la fermeté principielle des nouveaux arrivants:

«La nouvelle génération socialiste s'opposera à tout ce qui signifie une altération de la pureté marxiste dans la conception qui est la sienne du pouvoir.»²²

La pensée politique de ces jeunes gens est loin d'être certes parfaitement claire et leurs adversaires peuvent souvent et à peu de frais relever chez eux contradictions, et volte-faces brutales. L'axe de leur orientation est cependant très clair: ils considèrent que la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour immédiat en Espagne et qu'en fonction de l'histoire concrète et de l'état d'esprit présent des masses, l'instrument de cette révolution prolétarienne ne saurait être que le P.S.O.E., qu'ils estiment

P.S.O.E. une importante coupure entre générations, le recrutement de jeunes ayant été pratiquement tari pendant la dictature de Primo de Rivera et ayant repris sur un rythme accéléré dès 1930.

21. Segundo Serrano Poncela (1912-1976), alors étudiant en lettres, avait été (selon le dossier A.H.N. Madrid, Legajo 1460) élève de l'école d'été des J.S. en septembre 1932 à El Pardo. Federico Melchor appartenait à la promotion de l'école d'été de l'année suivante. Son interrogation écrite sur le devoir «Qu'est-ce que le socialisme» (cf. n.8), dans laquelle il étalait ses connaissances, mentionnant les utopistes, Hegel, Marx et la dialectique avec un peu de cuistrerie, tranchait sur la candeur et la modestie des travaux de ses condisciples.

22. *Renovación*, 18 avril 1934.

nécessaire cependant de nettoyer de ses éléments réformistes et de renforcer par l'appoint d'éléments révolutionnaires extérieurs.

Déjà en 1933, dans une série d'articles parus dans *Renovación*, le jeune Federico Melchor, frais émoulu de l'école d'été, soulignait les points de convergence importants avec les organisations qui venaient de se prononcer pour la IVe Internationale: «lutte contre le fascisme, conquête révolutionnaire du pouvoir politique, imminence de la révolution, nécessité de détruire le réformisme, démocratie interne du parti», et affirmait que leur rôle serait plus important à l'intérieur des Internationales existantes. Puis il affirmait que trotskystes et Jeunesses socialistes livraient le même combat en rupture avec «le stalinisme et le révisionnisme», mais qu'il ne croyait pas à la construction de la IVe Internationale et souhaitait le renfort des trotskystes pour faciliter la victoire sur la fraction réformiste du P.S. ²³

L'expérience allemande — d'abord popularisée par Araquistáin — leur avait à la fois fait connaître les positions de Trotsky en même temps que la double «faillite» de deux tactiques également erronées, «la tactique social-démocrate réformiste et petite-bourgeoise», «la tactique intransigeante et sectaire de l'Internationale communiste» ²⁴. C'est ce qu'explique Santiago Carrillo en juillet 1934 à une délégation des Jeunesses communistes. Le grand fait est à ses yeux que le mouvement des masses soit en train d'imposer aux organisations ouvrières la réalisation d'un front unique pour prendre le pouvoir à travers la formation, dans tout le pays, d'Alliances ouvrières ²⁵. Les J.S.

23. Fed-Mel, «Hacia la IVa Internacional?», *Renovación*, 30 septembre 1933; F. Melchor, «La IVa Internacional», *ibidem*, 11 novembre et 9 décembre 1933. On peut également se reporter à «Posición de los jóvenes trotskistas», *ibidem*, 27 janvier 1934, et «A los jóvenes trotskistas», 3 mars 1934, articles de discussion sur la politique de Front unique préconisée par la I.C.E. Dans son livre *Jalones de derrota, promesa de victoria* (1948), le trotskyste G. Munis souligne la grande influence que les trotskystes de la I.C.E. exerçaient dans les rangs des J.S. et du prestige dont jouissaient ses dirigeants. Il en donne plusieurs exemples, dont le vote d'une fédération provinciale, celle de Vieille Castille, pour l'adhésion à la IVe Internationale en construction, les références constantes à Trotsky de la part des dirigeants et leurs appels aux trotskystes à «entrer», ainsi que la pression qui fut exercée sur lui personnellement pour qu'il adhère aux J.S. sans rien renier de sa pensée politique. Andrade raconte qu'on trouvait des portraits politiques de Trotsky dans les bureaux des dirigeants J.S.

24. Pour l'exposé qui suit, synthèse des conceptions des dirigeants des J.S. au milieu de 1934, il est fait tout le temps référence au procès-verbal de la discussion avec la délégation des J.C. les 26 et 30 juillet, publié dans *Renovación* du 28 juillet, des 4, 11, 18 août 1934, texte reproduit en annexe de son travail par Ricard Viñas, auquel nous renvoyons. La délégation des J.S. était formée de Santiago Carrillo, Serrano Poncela et José Lain. Carrillo fut le seul membre de cette délégation à prendre la parole (Viñas, *op. cit.* p. 78).

25. *Ibidem*, p. 81. Les «Alliances ouvrières» étaient des organismes de front unique

refusent d'accepter les exclusives que les J.C. tentent de lancer contre les trotskystes dans le cours d'actions communes²⁶ et, en leur nom, Carrillo, sur ce point, ne ménage pas les J.C. Il se dit certain en effet que le mouvement des masses imposera au P.C.E. l'entrée dans ces Alliances ouvrières qu'il calomnie depuis des mois.

Les J.S. ne sont pas prêts non plus à entrer avec les J.C. dans un « bloc populaire antifasciste » comme le leur proposent ces derniers. Evoquant la conclusion récente en France du pacte d'unité d'action entre la S.F.I.O. et le P.C., Carrillo ironise :

« Ils disent qu'ils renoncent à la violence systématique. Mais nous autres, il nous faut nous unir pour organiser la violence ! »²⁷

Les J.S., d'ailleurs, admettent les critiques et refusent les injures et ce n'est pas l'usage de celles-ci, dit Carrillo qui pourra les décider à s'engager dans une politique dite de « front antifasciste », car ils estiment impossible de constituer contre le fascisme un front avec ceux qui, comme les radicaux, sont précisément en train de lui frayer la voie.

Pourtant, ils défendent — notamment contre les trotskystes, mais aussi contre d'autres formations — une conception au premier abord quelque peu surprenante du « front unique », apparemment seulement possible, selon eux, pour préparer la prise du pouvoir : tel est le rôle qu'ils attribuent, au moins théoriquement, aux Alliances ouvrières. En 1934, en tout cas, et dès que la décision de l'insurrection éventuelle, dont ils veulent faire le point de départ de la dictature, a été prise, ils subordonnent tout à cet objectif unique. « Le prolétariat, déclare S. Carrillo, à ses interlocuteurs des J.C., n'a rien à gagner dans des

dont l'initiative avait été prise en Espagne par le Bloque Obrero y Campesino de J. Maurín et la Izquierda comunista dirigée par Andrés Nin : l'alliance ouvrière de Catalogne était née à la fin de 1933. Celle de Madrid avait été créée en mai 1934, semble-t-il à l'initiative des J.S. C'était seulement dans les Asturies que la C.N.T. adhérait à l'alliance ouvrière. Le P.C. combattait les « alliances ouvrières » qu'il considérait comme la pire des formes du « social-fascisme » et appelait « la Sainte-Alliance de la contre-révolution », ce... jusqu'au mois de septembre 1934 où il décidait, *in extremis* d'y adhérer.

26. Entre autres, Victor Alba, *El Partido Comunista de España*, p. 170, indique que Trifón Medrano, secrétaire des J.C., ayant exigé d'avance l'exclusion de l'Alianza Obrera Juvenil en formation des jeunes trotskystes, Santiago Carrillo, au nom des J.S., suivi par les Jeunesses Libertaires, préféra renoncer à ce projet. Il semble pourtant que la direction madrilène des J.S. ne fut pas toujours ferme en face des exclusives de type stalinien et accepta des manifestations communes desquelles les trotskystes avaient été d'avance écartés. Ce fut notamment le cas de la grandiose manifestation du « Meeting du Stade » du 10 septembre 1934 où plus de 100 000 jeunes protestèrent contre un décret gouvernemental portant atteinte à leurs droits (interdiction aux moins de 23 ans de rejoindre une formation politique sans l'autorisation préalable de leurs parents).

27. Viñas, *op. cit.*, p. 80. Sur ce point, Carrillo était alors diamétralement opposé à la ligne de l'I.C.

escarmouches: il veut livrer bataille de façon définitive» 28. Il exclut donc avec acharnement toute action partielle, toute grève qui risquerait d'entraîner le prolétariat dans un combat prématuré, la grève générale même ne pouvant être, selon lui, que le complément «de l'action insurrectionnelle des cadres armés pour la conquête du pouvoir» 29.

Ce refus des actions partielles, baptisé «volonté de conserver les forces prolétariennes» pour le jour J., est présenté aux autres organisations ouvrières avec toute l'assurance d'une organisation qui prépare sérieusement, sinon «le grand soir», du moins une insurrection dans toutes les régions ouvrières d'Espagne et qui a conscience de bénéficier de l'immense popularité de celui qui incarne à cette époque les aspirations les plus profondes des ouvriers et des masses de travailleurs de la campagne, Largo Caballero, que les J.S. commencent à appeler «le Lénine espagnol».

Préparatifs militaires de l'insurrection

La préparation technique de l'insurrection comportait évidemment le délicat problème de l'armement et de la constitution et préparation de milices destinées à servir de fer de lance à l'insurrection. Nous disposons sur ces deux points d'un certain nombre de documents et de quelques précieux témoignages sur l'activité propre des J.S. notamment.

La recherche des armes semble avoir commencé assez tôt dans l'année 1934. La plus grosse affaire sera le rachat d'un important stock constitué par des conspirateurs portugais, et dont une partie sera saisie avec le vapeur *Turquesa* qui avait tenté de les débarquer sur la côte des Asturies 30. Un rapport de la direction générale de la Sûreté fait apparaître que les socialistes réussirent aussi quelques «achats» d'armes sous le couvert de gouvernements étrangers et notamment du gouvernement éthiopien, les cargaisons étant renvoyées clandestinement à un autre point d'Espagne peu après leur embarquement à destination de

28. *Ibidem*, p. 79. Malgré ces affirmations péremptoires et au moins en partie sous la pression de leur propre base, les dirigeants des J.S. acceptèrent l'organisation de grandes manifestations unitaires, facteurs de mobilisation extraordinaires dans cette période, lors des enterrements de la jeune militante socialiste Juanita Rico, assassinée le 10 juillet et du jeune dirigeant communiste Joaquín de Grado, assassiné le 29 septembre.

29. *Ibidem*, p. 104.

30. M. Tagüeña, *Testimonio de dos Guerras*, p. 52, donne l'explication de l'achat des armes par une organisation portugaise clandestine, de même que B. Diaz Nosty dans *La Comuna Asturiana* («El caso del «Turquesa»», pp. 108-113) et Santiago Carrillo dans *Demain l'Espagne*, p. 35. Tous indiquent que la Garde civile ne récupéra qu'une partie

l'Afrique orientale. Par ailleurs, un lot important de fusils furent acquis par des vols organisés par les ouvriers eux-mêmes dans les arsenaux où ils les fabriquaient (La Trubia, Tolède). A terme, on comptait, dans les premières heures de l'insurrection, s'emparer des armes contenues dans les magasins des arsenaux — ce fut réalisé pour les 17000 fusils asturiens —, de celles d'un certain nombre de postes de police, Asaltos ou Gardes civils, avec la complicité de militaires ou de policiers socialistes³¹.

du chargement. Il y a bien des aspects obscurs dans l'épisode du *Turquesa*, dont l'organisation fut attribuée à Prieto. Selon l'enquête judiciaire de 1934-1935 (A.H.N. «Madrid», Legajo 721), les armes avaient été payées par le dirigeant du syndicat U.G.T. des mineurs (S.M.A.) Amador Fernández : les enquêteurs pensaient que ce syndicat s'était procuré les fonds tout simplement par un emprunt bancaire contracté par la direction de la mine San Vicente qui lui appartenait précisément. Santiago Carrillo indique (*op. cit.*, p. 35) que, si sa mémoire ne le trahit pas, le parti socialiste obtint l'argent en question en réussissant à falsifier un chèque de la marquise de Villapadierna « pour un million de pesetas et des poussières » et à le faire toucher par un camarade bien habillé. Manuel Tagüena Lacorte (1913-1972), étudiant en mathématiques et physique à Madrid, avait d'abord adhéré aux J.C. Mais, membre des milices socialistes, il refusa de les quitter et abandonna les J.C. pour les J.S. et eut des responsabilités importantes dans les milices en 1934 à la veille d'Octobre. Emprisonné pendant plusieurs mois après l'insurrection, il fit son service militaire et était en 1936 à la direction des J.S.U. Organisateur des premières unités de milices des J.S.U. en 1936, il rejoignit le P.C.E. en 1937, commandant en 1938 sur le front de l'Ebre la 5e armée, forte de 70000 hommes. Emigré en U.R.S.S. en 1939, il y suivit les cours de l'académie Frounzé, puis enseigna dans une école d'officiers en U.R.S.S. jusqu'en 1946, puis en Yougoslavie jusqu'en 1951. A cette date, il devint chercheur dans un laboratoire médical en Tchécoslovaquie, pays qu'il quitta en même temps que le P.C., en 1955, pour aller s'installer au Mexique. Il refusa le retour en Espagne qui lui était proposé par le régime franquiste.

31. Tagüena mentionne, p. 53, un projet d'attaque de la caserne du groupe motorisé de la Garde civile de la Guindalera à Madrid, où les conspirateurs escomptaient la complicité du lieutenant Fernando Condés, membre du P.S.O.E., qui devait jouer en 1936 un rôle important dans l'enlèvement de José Calvo Sotelo qui conduisit à son assassinat, et fut tué au tout début de la guerre civile. Il semble que, parmi les officiers sur l'appui desquels Largo Caballero avait compté se trouvait Rodrigo Gil qui, en juillet 1936, jouera un rôle important, en tant que lieutenant-colonel commandant le Parc d'artillerie, dans la distribution de fusils. Tagüena (pp. 45-50) raconte par le menu une expédition lointaine — à Valladolid — pour s'emparer d'un dépôt d'armes de la droite et décrit (p. 52) le perpétuel démenagement des stocks d'armes qui ne pouvait qu'attirer l'attention et révélait, semble-t-il, un dangereux amateurisme, les précieux paquets étant parfois déposés... devant la porte du destinataire! Ainsi s'explique-t-il sans doute que tant d'armes aient été saisies avant le jour J., le stock le plus important ayant été découvert dans le cours d'une perquisition à... la Casa del Pueblo dont la presse de droite clamait quotidiennement qu'elle regorgeait d'armes. Parmi les dépôts d'armes découverts, mentionnés dans les ouvrages d'Amaro del Rosal (*Historia de la U.G.T.*, I, pp. 390-396) et Juan Simeón Vidarte (*El Bieno Negro*, pp. 214-219 et 158-159), dans des appartements loués par des députés socialistes ou autres personnalités, Gabriel Morón à Madrid, Juan Lozano, député de Jaen, Rodríguez Vera et le professeur Rafael de Buen. Certains aspects de cette préparation technique sont si évidemment improvisés par des amateurs qu'ils échappent totalement à l'entendement. En revanche, le problème des militaires liés aux préparatifs d'insurrection reste entier. Tous les auteurs parlent de complicités parmi les officiers, républicains ou socialistes, dont l'intervention dans l'insurrection armée,

En ce qui concerne les milices, le rapport déjà cité de la Sécurité comporte deux circulaires de la direction provinciale des J.S. de Murcie, datées respectivement du 6 juin et du 28 juillet, ainsi qu'un rapport général du 30 mai 1934 sur les préparatifs militaires des Jeunesses et des « Milices » socialistes, 32

La circulaire J.S. du 6 juin rappelle les directives antérieures en vue de la création immédiate de milices dont elle indique que beaucoup existent déjà et fonctionnent parfaitement. Elle insiste sur la nécessité pour les miliciens de n'être pas porteurs d'armes sans nécessité, de faire disparaître tous les documents éventuellement compromettants, et de constituer sur-le-champ une direction clandestine de rechange. Elle rappelle que la préparation proprement dite — exercice et maniement des armes — doit se pratiquer le plus possible à la campagne sous la couverture de sorties champêtres de type « scout » afin de mettre les miliciens à l'abri de toute surprise de la part de la police. Elle insiste sur l'importance des activités de « surveillance » et même d'« espionnage » dans le camp ennemi — organisations « fascistes » et forces de police — dont elle exige qu'elles soient entreprises, partout où ce n'est pas encore fait, dans les meilleurs délais, et bien entendu le plus grand secret. Elle indique enfin qu'il est nécessaire de créer dans toutes les localités une section de « chimie », chargée de la fabrication de bombes et d'engins explosifs, et rigoureusement séparée du reste de l'organisation. Elle rappelle enfin la nécessité d'une discipline de fer et la décision déjà prise auparavant de punir de mort les traîtres éventuels ou les informateurs démasqués.

L'organisation des milices elle-même fait l'objet d'un rappel en onze points. Y sont admis les membres des J.S. et ceux du P.S.O.E. et de l'U.G.T., les deux dernières catégories pouvant être « contingentées » pour ne pas mettre en question la direction des milices par l'organisation des Jeunesses. Les miliciens sont organisés en groupes de dix — parfois « dizaines » — commandés par un « chef » nommé, de même que le « chef

à la tête de leurs troupes, aurait été décisive. On prononce souvent des noms, ceux des officiers d'*asaltos* Moreno et Castillo, des capitaines Benito Sánchez et Carlos Faraudo, du lieutenant de Gardes civils Fernando Condés, et bien entendu, des sous-officiers. Il est peu vraisemblable cependant que Prieto, qui était chargé de la liaison avec les militaires, n'ait pas pris contact sur ce point avec les officiers généraux appartenant à la franc-maçonnerie divisionnaire comme Miguel Cabanellas, Riquelme, Nuñez del Prado, Gómez Caminero ou les généraux de brigade Llano de Encomienda, Miaja, Pozas, Martínez Cabrera, Martínez Monje, etc. Alvarez del Vayo indique que le mouvement comptait sur « certains officiers » qui devaient entraîner leurs troupes et ne bougèrent pas. Mais aucune explication de cette « carence » n'a été proposée par personne : elle est peut-être l'un des facteurs de la violente animosité ultérieure entre Prieto et Caballero. Le seul militaire vraiment compromis, le sergent Vásquez, fut fusillé le 1er février 1935.

32. A.H.N. «Madrid», Legajo 721, Salamanca.

local » par le comité local des J.S. La préférence doit être donnée à des militants ayant effectué leur service militaire, éventuellement reçu une formation d'officiers et de sous-officiers. Les hommes des dizaines apprendront dans ce cadre le maniement du fusil. La préparation, le stockage et éventuellement le maniement des explosifs sont réservés à une section spécialisée. Les hommes admis dans les rangs des milices doivent disposer chacun d'une arme. Le comité local des J.S. a toute initiative pour les nominations, l'instruction et éventuellement le jugement et la punition des traîtres. En revanche, l'ordre de mobilisation, ainsi que les directives stratégiques, relèvent du comité fédéral provincial et du « chef supérieur » désigné par lui ³².

La circulaire du 28 août du même comité provincial, plus laconique, sent déjà la poudre. Les comités locaux et provinciaux des J.S. sont dissous. L'autorité locale revient à la réunion hebdomadaire des chefs de dizaines autour du chef local lequel est désormais responsable devant le chef supérieur provincial qui doit disposer du moyen d'atteindre tous les chefs locaux. Les J.S. sont-ils ainsi véritablement dissous dans leur propre organisation militaire et devenus ainsi semi-clandestins ? On peut légitimement douter du caractère radical de cette transformation dans un cadre où les activités politiques publiques — diffusion de *Renovación*, meetings de masse — et l'activité syndicale se poursuivaient légalement. Il a existé sans doute au moins une certaine division du travail.

Le responsable national des milices est José Laín. Nous disposons sur les milices madrilènes d'un témoignage assez complet, celui du jeune militant, J.C. à l'époque, Manuel Tagüena, étudiant en sciences de 21 ans. « Aux premières assemblées de masse, presque publiques qui se tinrent dans le cercle socialiste de l'Ouest, succédèrent de petites réunions en escouades de dix hommes qui étaient membres d'une organisation clandestine » ³³. C'est dans un local même de la Casa del Pueblo qu'il apprend de son chef d'escouade le maniement d'un Mauser. Les premières interventions de ces milices s'effectuent lors de la grève générale à Madrid en riposte à la concentration prévue par la C.E.D.A. à l'Escorial le 22 avril ³⁴. Ayant quitté les J.C. qui voulaient lui faire abandonner les milices

32. A.H.N. « Madrid », Legajo 721, Salamanca.

33. Tagüena, *op. cit.*, p. 47. Les « dix commandements » du jeune socialiste expliquent que le groupe de dix doit se déplacer en trois rangs de trois, le chef marchant seul à gauche (*Renovación*, 17 février 1934).

34. La Juventud de Accion Popular, organisation de jeunesse de la C.E.D.A., au style et aux méthodes fascistes, avait décidé d'organiser le 22 avril un gigantesque rassemblement à l'Escorial. Les organisations socialistes s'opposèrent pendant plusieurs semaines, à l'alliance ouvrière de Madrid, aux propositions d'action contre ce rassemblement émanant du délégué de la Izquierda comunista, G. Munis (Munis, *Jalones...*, pp. 114-115). Finalement Munis et ses alliés arrachèrent à l'alliance ouvrière un mot d'ordre de grève de 24 heures, dans la soirée du 21. La grève fut un succès total et les travailleurs s'opposèrent par tous les moyens

socialistes, Tagüëña reçoit bientôt de l'avancement : avec ses amis militants, l'étudiant en médecine Federico Coello et l'étudiant en droit Francisco Ordoñez, il entre dans « l'état-major » du véritable chef militaire des milices, avec José Lain et l'employé de banque Victoriano Marcos Alonso, le militant italien Fernando De Rosa ³⁵. Au début de septembre, il reçoit le commandement d'une « compagnie » formée de dix escouades de dix hommes, plus une de commandement, dont les hommes habitent le quartier de la Glorieta de Quevedo. Ordoñez, au début de septembre, l'a informé que l'insurrection était désormais inévitable et serait vraisemblablement déclenchée au début d'octobre ³⁶.

C'est dans ce cadre de la préparation d'une insurrection dont la majorité des dirigeants du P.S.O.E. souhaitaient sans doute ardemment faire l'économie, mais à laquelle les Jeunesses se préparaient avec conscience et ardeur, que se situe la discussion à l'intérieur de l'U.G.T., du P.S.O.E. et de l'Alliance ouvrière de Madrid sur la situation des ouvriers agricoles et leur grève du début de l'été — discussion que Paul Preston a située pour sa part dans un cadre politique indépendant en fait des préparatifs d'insurrection ³⁷.

1934 fut en effet l'année de la grande offensive des propriétaires de grands domaines pour baisser les salaires et éliminer les ouvriers agricoles syndiqués, suivant la fameuse formule : « Vous avez faim ? Mangez donc la République ! ». Nous avons vu que, le 28 janvier 1934, sous une poussée d'une base qui veut se battre, la direction du puissant syndicat U.G.T., la Federación Nacional de Trabajadores de la Tierra — un

— y compris avec l'intervention de miliciens socialistes armés — à la concentration à l'Escorial où ne parvinrent finalement qu'une dizaine de milliers de personnes dont nombre de paysans enrôlés par leur cacique. Devant ce succès, la direction des J.C. et celle des J.S. se mirent à revendiquer chacune pour son compte l'initiative qui n'était venue ni de l'une ni de l'autre (sur ces prétentions, cf. Viñas, *op. cit.*, pp. 73, 81, 83) !

35. Tagüëña, *op. cit.*, p. 48. Fernando De Rosa (1908-1936) avait effectué son service militaire et était sous-lieutenant de réserve de l'armée italienne. Emigré en Belgique, il avait organisé — et manqué — un attentat contre le prince héritier Umberto d'Italie. Il était membre du P.S.I. maximaliste. Il avait émigré en Espagne et milité dans les J.S. Dans le plan d'insurrection, il avait reçu de Largo Caballero et du « comité révolutionnaire » la mission d'arrêter le président de la république. Il fut condamné à 19 ans de prison. Libéré par l'amnistie en février 1936, il reprit la tête de l'organisation des milices socialistes avec les officiers liés à la conspiration de 1934, le capitaine du génie Faraudo, le lieutenant *asalto* José Castillo et le Garde civil Condés. Organisateur en juillet 1936 du bataillon *Octubre 11* des J.S.U. dont José Lain était commissaire, il était en conflit avec Santiago Carrillo. Il fut tué d'une balle dans la tête le 15 septembre 1936. Parmi les autres chefs de milice, J.S. Vidarte cite Enrique Puente.

36. Tagüëña, *op. cit.*, p. 52. Le comité révolutionnaire, qui était formé de six personnes (Largo Caballero, Enrique de Francisco, Juan-Simeón Vidarte, Felipe Pretel et les dirigeants des J.S. Carlos Hernández Zancajo et Santiago Carrillo) avait approuvé la formation d'un gouvernement dont il n'avait pas encore été décidé s'il serait formé de « ministres » ou de « commissaires du peuple ».

37. Voir récit et analyse dans Preston, *op. cit.* pp. 188-198.

demi-million de membres — est passée aux mains de l'équipe de Ricardo Zabalza. Après avoir épuisé tous les moyens légaux et de propagande, accumulé les preuves des violations de la légalité, des violences et des provocations des propriétaires, les dirigeants syndicaux, sous peine d'être balayés par leur base, finissent par se décider à la grève.

Et pas à la légère, comme le souligne Paul Preston. Un premier avertissement est lancé le 31 mars par le journal *El Obrero de la Tierra*. Mais la C.E. de l'U.G.T. déconseille à la direction de la F.N.T.T. de lancer ce mot d'ordre de grève : la récolte n'est pas simultanée dans tout le pays, les petits fermiers risquent d'être atteints et surtout, cette grève conduit à un affrontement inévitable. Pendant mars et avril, Largo Caballero et la C.E. de l'U.G.T. font tout leur possible pour convaincre Zabalza et ses camarades de ne pas lancer une grève des ouvriers agricoles que l'U.G.T. ne pourrait pas soutenir dans les autres secteurs. Le comité P.S.O.E.—U.G.T. chargé d'étudier l'insurrection multiplie les mises en garde aux organisations de province, souligne que la grève des travailleurs de la terre n'a rien de commun avec l'action projetée et en indique ainsi le caractère prématuré !

Or la base du syndicat est en train de mourir de faim lentement et elle exige la grève qu'elle impose finalement à des dirigeants impuissants à lui tenir tête. Après une ultime tentative de négociation, le comité national de la F.N.T.T., réuni les 11 et 12 mai, annonce la grève qui commencera le 1er juin sur un programme de revendications véritablement minimales³⁸. La riposte du gouvernement consiste en un décret qui fait de la moisson un « service public national » et de la grève un « conflit révolutionnaire » : toute réunion, manifestation, propagande en rapport avec la grève est interdite et une censure sévère imposée pour plusieurs semaines. Il y a des milliers d'arrestations, et les dirigeants locaux sont condamnés dans la plupart des cas à des années de prison ferme. Demeurés seuls, les ouvriers agricoles ont été écrasés et c'est l'armée qui a fait la moisson : il faudra presque deux ans et la victoire électorale de 1936 pour que le syndicat relève la tête et revive...

Or la politique qui a été celle de Largo Caballero et de la direction U.G.T. est lourde de responsabilités : en mettant en garde les grévistes, elle a, de fait, prévenu le gouvernement qu'elle lui laissait les mains libres pour frapper. L'attitude du parti socialiste provoque de vives discussions à l'Alliance ouvrière de Madrid. Le soir du 1er juin, Munis, représentant de la I.C.E. à l'Alliance ouvrière de Madrid propose une grève de solidarité de 48 heures, pour démontrer au gouvernement que les paysans ne sont pas seuls. Les délégués des organisations socialistes, P.S.O.E., U.G.T. et J.S. rétorquent que l'affaire est du ressort des seuls paysans,

38. *El Obrero de la Tierra*, 19 mai 1934.

dûment prévenus en temps utile, affirment que le « moment d'agir n'est pas encore venu » et qu'il est impossible de courir le risque que le gouvernement décide de fermer la Casa del Pueblo. Pour mieux se faire comprendre et sans doute faute d'arguments, le dirigeant socialiste et ugétiste Rafael Henche de la Plata sort sans mot dire de sa ceinture un pistolet qu'il pose ostensiblement devant lui sur la table ³⁹. Le 31 juillet, au comité national de l'U.G.T., Ramón Ramírez, le jeune secrétaire de la Federación de Trabajadores de la Enseñanza — qui, mieux que les enseignants, peut ressentir la nécessité de l'alliance ouvriers-paysans ? — critique vigoureusement la direction de l'U.G.T., qu'il accuse d'avoir voué à la défaite et livré à la répression les ouvriers agricoles en grève. C'est Largo Caballero en personne qui se charge de la réponse, ironise sur le « gauchisme infantile » et le « révolutionnarisme verbal » de son jeune camarade qui cite Marx et Lénine, et lui explique que l'Espagne de 1934 n'est pas la Russie de 1917 ⁴⁰..

Pour Paul Preston, l'analyse du comportement de Largo Caballero face à la grève déclenchée par la F.N.T.T. démontre clairement que le vieux dirigeant n'avait pas en définitive rompu avec son réformisme de toujours. Ce comportement constitue en outre l'argument décisif de ceux qui pensent que le président du P.S.O.E. et secrétaire général de l'U.G.T. ne parlait d'insurrection prochaine que pour effrayer ses adversaires politiques et surtout impressionner suffisamment le président de la République pour que ce dernier ne fasse pas appel à la C.E.D.A. L'interprétation semble bonne. Peut-on appliquer les mêmes conclusions, donner les mêmes explications de l'attitude des Jeunesses socialistes, lesquelles, à l'époque, ne se privaient pas de prendre des postures « gauchistes » et de jouer au « révolutionnarisme verbal », pour employer les expressions de Largo Caballero, mais ont pourtant été inconditionnellement du côté de Largo Caballero contre son critique enseignant et contre les travailleurs de la terre coupables de grève « inopportune » ? Je ne le pense pas. Entièrement axés sur les préparatifs techniques de l'insurrection à venir, convaincus qu'une grève de solidarité conduirait à un affrontement prématuré dans lequel la force armée du prolétariat n'aurait pu être suffisamment préparée, les dirigeants des J.S. pêchent par ce qu'on peut appeler « un gauchisme militaire » — lequel, il est vrai, vient à point pour couvrir une politique profondément opportuniste ⁴¹.

39. Munis, *op. cit.*, pp. 120-122.

40. *Boletín U.G.T.* août 1934; résumé dans Preston, *op. cit.* pp. 197-198.

41. Juan-Simeón Vidarte parle de la « rage » éprouvée par Largo Caballero contre Zabalza, l'instituteur navarrais qui dirigeait la grève (qu'il tient lui-même pour un « mouvement insensé »), mais souligne néanmoins qu'elle fut approuvée par plus de 90% des travailleurs intéressés. On peut se référer aux déclarations de Santiago Carrillo lors de sa rencontre avec les dirigeants des J.C. (Viñas, *op. cit.* pp. 78-79); selon lui, il ne faut pas

Telles qu'elles sont pourtant en cet été 1934, avec leur refus absolu de toute collaboration de classe, leur rejet de toute alliance durable avec les partis républicains bourgeois, leur double condamnation de la politique de la II^e et de la III^e Internationale, les Jeunesses socialistes d'Espagne constituent tout de même l'un des secteurs les plus avancés qui se dégagent de la social-démocratie européenne en crise. Et l'on comprend que Trotsky, estimant à juste titre que l'organisation des J.S. ne faisait qu'exprimer, de façon déformée certes, mais directement, les aspirations révolutionnaires de la jeunesse ouvrière d'Espagne, ait pris sur lui de conseiller à ses camarades de la I.C.E. d'imiter l'exemple français et d'entrer dans le P.S.O.E. et particulièrement dans les J.S. En d'autres termes, qu'il ait envisagé une opération qui pouvait, dans le meilleur des cas, permettre de gagner à la IV^e Internationale les meilleurs éléments des Jeunesses socialistes, et, au pire, vacciner la grande majorité de ces dernières contre le virus stalinien contre lequel elles se croyaient à tort prémunies.

Les J.S. en Octobre et ses lendemains

Il n'est pas question, dans le cadre de cet article, de retracer le déroulement de la « révolution d'Octobre en Espagne » depuis le combat des Asturies jusqu'à l'échec catalan, en passant par l'insurrection avortée dans les autres centres du pays, qui démontrait une fois de plus la primauté de la politique dans le cadre de la politique militaire prolétarienne.

Trotsky avait pensé qu'une politique hardie des révolutionnaires catalans en faveur de la république indépendante de Catalogne aurait pu constituer le premier pas de la révolution prolétarienne dans la

« déchaîner des batailles partielles dont l'objectif immédiat ne soit pas la prise du pouvoir ». « Les paysans, explique-t-il, ont fait un très gros sacrifice pour obtenir très peu, parce que, pour arracher leurs revendications, il aurait fallu que la lutte soit axée sur l'objectif de la prise du pouvoir ». L'histoire du mouvement ouvrier au XX^e siècle montre au moins un autre exemple dans lequel les dirigeants ouvriers ont cru bon de freiner des « luttes partielles » afin de « préserver les forces intactes » pour un « grand soir » en préparation: il s'agit des chefs du P.C. allemand en septembre 1923 dans le cours de la préparation à une insurrection — d'Octobre également — qui avorta aussi (Cf. P. Broué, *La Révolution allemande (1919-1923)*, pp. 729-741). L'idée sous-jacente à la politique militaire des J.S. n'était-elle pas qu'il fallait se battre « pour » les masses, dont le mouvement propre n'était ainsi pas pris en compte, même pour les plans d'insurrection? Ainsi les paysans furent-ils abandonnés et, quelques semaines plus tard, les officiers qui avaient accepté d'entraîner leurs troupes dans la rue ayant fait défection, le chef des milices socialistes, del Rosal, vint expliquer aux dirigeants de l'insurrection que « les choses allaient mal, les troupes des casernes n'étant pas descendues dans la rue » (Alvarez del Vayo, *op. cit.*, pp. 174-178). On avait fait attendre les ouvriers jusque là. Ils attendaient encore. Mais ils n'avaient plus désormais qu'à attendre la répression qui allait les frapper!

péninsule ⁴². La timidité et l'opportuniste des organisations qui composaient alors l'Alliance ouvrière de Catalogne expliquent l'échec sans combat au moins autant que l'abstention d'une C.N.T. restée en dehors de l'alliance. Aux Asturies, la réalisation de l'unité ouvrière totale avec l'adhésion de la C.N.T. à l'Alliance ouvrière et le ralliement de dernière minute du P.C. donnèrent au contraire au combat ouvrier un élan extraordinaire ⁴³. L'insurrection des Asturies fut, comme l'écrivit Araquistáin, « l'œuvre des jeunes ouvrières, mouvement irrésistible, parti d'en bas, d'une masse qui n'était pas disposée à laisser échapper sa bataille contre le fascisme (...), (où) ce prolétariat, jusque-là pacifique, exigeait le baptême du feu comme le début d'une nouvelle attitude historique ⁴⁴.

Dans le reste de l'Espagne, le grand dessein des J.S. avorta. Manuel Tagüeña nous a laissé le récit de ses pérégrinations de commandant de compagnie. Ses hommes mobilisés le 4 octobre, il reçut à 9 heures l'ordre de se transférer dans un bar du quartier de la Prosperidad qu'ils ont beaucoup de peine à atteindre... du fait de la grève générale: ces hommes en armes croisent des patrouilles de gardes d'assaut ou de gardes civils qui ne leur demandent pas de comptes. Plusieurs compagnies se retrouvent sans instructions dans le même local. A minuit, il prend l'initiative d'occuper le cercle socialiste du quartier et de placer des sentinelles en armes. Peu après, un messenger leur donne l'ordre de rejoindre Cuatro Caminos où ils doivent revêtir des uniformes de Gardes civils avant d'aller attaquer la caserne de Guindalera dont un garde socialiste leur facilitera l'entrée: un ordre, écrit-il, quarante ans après, impossible à exécuter dans une ville en grève générale et sous le régime de l'état de guerre. C'est au moment où il préparait à partir néanmoins qu'il fut surpris par l'arrivée d'un camion d'Asaltos: après une brève fusillade, complètement encerclés, les miliciens se rendent. ⁴⁵

42. *Œuvres*, 4, pp. 182-186. Ce texte de l'été ou du début de l'automne 1934 que nous avons titré « Le Conflit catalan et les tâches du prolétariat » contient des remarques fulgurantes, y compris une extraordinaire anticipation sur 1936, le rôle du comité central des milices, etc.

43. On retrouve dans A.H.N. Madrid, Legajo 721, un rapport du gouverneur civil des Asturies, Fernando Blanco Santamaria, intitulé « Notes sur ma gestion », plaidoyer de l'homme limogé. Il y note: « Les énormes contingents ouvriers qui peuplent les Asturies — pas moins de 120 000 — tous encadrés dans les organisations, U.G.T., P.S.O.E., P.C. et C.N.T., en se mettant d'accord pour une action commune au sein de ce qu'on a appelé l'« alliance ouvrière », faisaient de cette province un cas unique en Espagne de dangerosité extrême ».

44. L. Araquistáin, « La Revolución de Octubre en España » *Leviatán*, février 1936, p.33.

45. Tagüeña, *op. cit.*, pp. 53-55. Il semble que les événements auxquels Tagüeña a

L'analyse donnée par G. Munis ne diffère guère de l'impression que dégage le récit de Tagüeña : les travailleurs, écrit-il, étaient prêts à se battre et disposaient d'une quantité suffisante d'armes pour commencer l'insurrection. Le 4 au soir, les rues étaient pleines d'une foule de grévistes attendant des mots d'ordre de « grève pacifique ». Il y eut le 5 quelques échanges de coups de feu, des opérations-éclair de commandos de milices socialistes, contre le ministère de l'intérieur, la compagnie Telefónica, la Capitania General. Dans l'après-midi du 5, plusieurs milliers d'ouvriers tentèrent de leur propre initiative de s'emparer de la caserne de la Moncloa, mais, faute d'armement, furent repoussés par les seuls officiers 46..

Pourtant, l'élan révolutionnaire du prolétariat espagnol était tel en ces années que ni la défaite sans gloire des insurgés de Madrid et ailleurs, ni l'écrasement, après une bataille acharnée, des mineurs asturiens ne l'interrompirent, bien au contraire. Octobre 1934 était pour le prolétariat une défaite riche de promesses, la garantie que la force prolétarienne résidait dans son unité et que cette dernière exigeait que les organisations ouvrières mettent fin à leurs divisions. En ce sens, les Jeunesses socialistes qui s'étaient faites entre autres les champions des « alliances ouvrières » et leurs défenseurs contre le parti communiste purent revendiquer pour elles-mêmes ce qui était effectivement une victoire politique.

Mais le déroulement concret de la révolution ne leur avait en revanche guère apporté de satisfactions. Les héros de l'insurrection des Asturies étaient les dirigeants traditionnellement modérés des mineurs asturiens comme Ramón González Peña 47. Les J.S. n'avaient pas joué de rôle en Catalogne, ce qui était assez normal, du fait de la faiblesse de leur implantation. Mais dans les régions où les militants avaient pris en charge les préparatifs de l'insurrection — à Madrid où elle devait être « commandée » par Amaro del Rosal 48, mais pas seulement à Madrid — celle-ci avait fait long feu de façon parfois piteuse. Une partie de leur direction

participé dans le quartier de la Prosperidad soient ceux que Munis (*op. cit.*, p. 135) situe dans la Guindalera, soit l'essentiel de cette insurrection avortée dans la capitale.

46. Munis, *op. cit.*, pp. 134-139.

47. Ramón González Peña (1889-1952), ouvrier mineur, avait été en 1910 l'un des fondateurs du syndicat des mineurs des Asturies (S.M.A.), avait dirigé en 1920 la fameuse grève des mineurs de Peñarroya, puis organisé ceux de Rio Tinto. Condamné à mort pour son rôle en 1934, il fût gracié en 1935 après une campagne internationale. C'était lui qui, de sa prison, avait lancé la première attaque publique contre les J.S. dans une interview. Il devint président de l'U.G.T. en 1937 lors de l'élimination de Largo Caballero et de ses partisans.

48. Amaro del Rosal Díaz (né en 1904) était dirigeant des J.S., de la Fédération de la Banque et membre de l'exécutif de l'U.G.T. C'est lui qui était le principal dirigeant des milices socialistes selon Álvarez del Vayo (*op. cit.*, p. 175) et c'est en cette qualité qu'il se rendit au logement du peintre Quintanilla où se cachaient les membres du comité révolutionnaire, pour leur rendre compte de l'avortement de l'entreprise. Munis (*op. cit.*, pp. 136-137) est particulièrement sévère à son égard, et, selon certaines informations non vérifiées, Largo Caballero ne l'était pas moins.

avait en outre été arrêtée et emprisonnée au *Carcel modelo*, Carrillo, De Rosa, del Rosal, Hernández Zancajo, sans compter Largo Caballero lui-même. D'autres s'étaient enfuis, en France, comme Serrano Poncela, en U.R.S.S., comme José Laín.

La fraction dont nous avons décrit en 1934 la force et les faiblesses était incontestablement menacée maintenant par la contre-offensive politique inévitable de la droite et du centre utilisant la déstabilisation provoquée par une répression qui avait frappé surtout à gauche. Les responsables des classes dirigeantes en avaient une conscience très claire. Un haut fonctionnaire envoyé en mission en mars 1935 aux Asturies écrivait dans son rapport :

« Les jeunesses de toutes les organisations révolutionnaires sont unies dans un désir de subversion et les dirigeants et les hommes mûrs de la C.N.T. et de l'U.G.T. s'engagent dans des ruptures et des changements de tactique tout à fait dignes d'être pris en considération et qui peuvent donner d'excellents résultats ».

Il ajoutait par ailleurs :

« Le potentiel dangereux de la classe ouvrière nous semble devoir être combattu très vite, au moyen de la division ».⁴⁹

C'est probablement cette situation délicate qui est prise en compte par la direction des Jeunesses — ou plus exactement la partie de cette direction qui est emprisonnée dans le *Carcel modelo* de Madrid : elle passe en effet à l'offensive publique avec une brochure intitulée *Octubre. Segunda Etapa* (Octobre. Deuxième étape) signée, lors de sa deuxième édition, par le président de la fédération, Carlos Hernández Zancajo, mais œuvre, semble-t-il, de Santiago Carrillo en collaboration avec son camarade de détention Amaro del Rosal⁵⁰. En quelques pages, les auteurs brossent une histoire de leur cru : la révolution de 1917, vaincue en Espagne, triomphant en Russie, une scission qui s'expliquait évidemment par l'ardeur révolutionnaire des J.S. de l'époque, mais surtout était de la responsabilité de l'I.C. de Lénine posant les « 21 conditions » à un parti socialiste ouvrier espagnol qui refusait alors très légitimement de renoncer à son indépendance et à sa démocratie interne et qui poursuivait, seul à l'extrême-gauche de la IIe Internationale, une politique révolutionnaire — y compris dans le gouvernement Azaña des premières années de la République⁵¹..

49. Ce rapport, signé de D. Vicente Santiago, daté du 9 mars 1935, se trouve dans A.H.N., « Madrid », Legajo 721. Nous ignorons s'il était adressé au ministre de l'intérieur ou au chef du gouvernement.

50. Marta Bizcarrondo (cf. son introduction d'*Octubre del 34*, p. 50) précise qu'Amaro del Rosal, en mai 1976, lui a affirmé être l'auteur de 36 des 98 pages de la brochure.

51. J'ai déjà touché cette question dans un article intitulé « Santiago Carrillo, la

Or les Jeunesses socialistes, qui se sentent le plus beau fruit de ce parti révolutionnaire, viennent de constater, à travers Octobre et sa préparation, qu'il est menacé de l'intérieur. Rappelant l'attitude de Besteiro et de ses camarades du courant «réformiste» en 1930 et leur hostilité aux projets révolutionnaires pour abattre la monarchie, rappelant aussi leur rôle à la tête de l'U.G.T. à partir de 1932 pour s'opposer à la politique préconisée par Largo Caballero, les auteurs d'*Octubre* s'attachent à démontrer comment ceux qu'ils appellent «les chefs et les petits chefs» ont combattu la ligne insurrectionnelle, ignoré, dans le meilleur des cas, et le plus souvent saboté, les directives: de l'U.G.T., aux structures trop rigides pour les besoins de l'époque, au groupe parlementaire, qui a semé la confusion en défendant aux Cortes sa propre politique, opposée à celle du parti, en passant par les responsables locaux qui n'ont pas levé le petit doigt en octobre, ces «socialistes modérés», qu'une circulaire gouvernementale prescrit de ménager, doivent être tous démasqués, chassés de leurs postes de responsables et, à terme, exclus. Cette épuration, que les J.S. appellent, d'un mot vraiment provoquant pour l'époque, «bolchevisation», doit être menée de la base au sommet, sans faiblesse et surtout sans crainte d'une scission, car les réformistes n'ont pas de véritable base dans le parti — en dehors du moins de son appareil.

Mais il n'en va pas de même avec les «centristes» ou «équidistants» dont chacun connaît le rôle que ses chefs de file, Indalecio Prieto et González Peña ont joué avant et pendant l'insurrection, et qui en ont tiré un immense surcroît de prestige. Dans la période qui commence au lendemain de la défaite d'Octobre, il est clair que le «centrisme» se prépare, au nom de l'«unité», à défendre systématiquement les réformistes contre les révolutionnaires. En outre, il va s'efforcer de mettre en

U.R.S.S. y la Historia», paru dans le n° 9 de 1979 de *Nueva Política* de Mexico. Cette étude portait sur les explications données à cette époque par le secrétaire général du P.C.E. sur l'histoire du mouvement communiste depuis 1917 et surtout les «antécédents historiques» de ce qu'il appelait l'«eurocommunisme». Ce double examen portant sur des écrits premières et sans doute des dernières années de sa carrière révèle qu'il existe au moins une constante chez cet homme qui n'a jamais hésité à se contredire, ni à nier qu'il se contredisait: c'est un mépris phénoménal de l'Histoire qu'il accommode en réalité à une présentation ou une autre en fonction de ses besoins politiques du moment et avec ce qu'on ne peut considérer autrement que comme du cynisme. Il paraît difficile en 1935 de se prétendre «bolchevique» et de dénoncer en même temps les «21 conditions» alors qu'on se plaint de l'«indépendance» du groupe parlementaire, voire de l'absence de contrôle sur la presse du parti, de qualifier de «révolutionnaire» la politique du P.S.O.E. de collaboration avec le régime dictatorial du général Primo de Rivera, puis dans le gouvernement républicain d'Azaña de 1931 à 1933, d'affirmer enfin simultanément que le P.S.O.E. est un parti révolutionnaire, le seul de la IIe Internationale, et qu'il faut le bolcheviser. Notons qu'en 1933-35, Carrillo ose critiquer Lénine, mais ne mentionne jamais Staline. Le point commun entre Carrillo de 1935 et celui de 1978 est l'identification qu'il opère — comme tous les anticommunistes — entre bolchevisme et stalinisme. Il fut dans l'intervalle, un authentique «stalinien» pour employer le mot de Thorez qui revendiquait cet «honneur».

avant, avec la perspective de nouvelles élections, le renouvellement de l'alliance avec les partis bourgeois républicains, ce « bloc populaire anti-fasciste » qui vient de prendre place au centre de l'agitation du parti communiste. Sur ce point, les partisans de la « bolchevisation » sont nets et sans ambiguïté :

« Ce mot d'ordre trouvera ses défenseurs au sein de notre parti : les centristes. Tous les militants doivent être prêts à empêcher sa victoire. Le centrisme essaiera à cette occasion de livrer bataille à la fraction révolutionnaire et de devenir l'axe du parti. La lutte sera dure. Notre capacité révolutionnaire sera mise à l'épreuve (...) Il nous faut désarmer les communistes qui s'identifient sur cette question à la droite du parti, en démontrant que, comme les vrais bolcheviks, c'est nous qui, contre le mot d'ordre de bloc populaire antifasciste, lançons celui de l'Alliance des prolétaires »⁵².

Les auteurs d'*Octubre* poléminent longuement et âprement contre les dirigeants des P.C. qu'ils appellent — comme Trotsky — les « épigones », rappelant leurs calomnies et leurs injures, leur lutte acharnée contre les Alliances ouvrières et leur ralliement final, à la onzième heure.

Mais ils s'attachent plus longuement encore peut-être à ce qu'ils appellent « la seconde étape de la bolchevisation », à savoir la question de l'Internationale.

« Notre objectif, rappellent-ils, n'est pas seulement la révolution espagnole, mais la révolution mondiale, la dictature du prolétariat dans tous les pays »⁵³. Ils se prononcent pour la rupture immédiate non seulement avec l'Internationale de la Jeunesse socialiste, mais pour la rupture du P.S.O.E. avec la IIe Internationale qu'ils tiennent pour un « cadavre ». Un premier élément de réponse devrait être, selon eux, la construction d'un nouveau centre de regroupement international des jeunesses socialistes, qu'ils peuvent rapidement constituer avec les J.S. de France, les J.G.S. belges, les jeunesses italiennes et autrichiennes.

La IVe Internationale — dont ils n'avaient pas été très éloignés en 1933 — est en revanche à leurs yeux un « mot d'ordre malheureux »,

52. *Octubre*, d'après Bizcarrondo, *op. cit.*, p. 126. Caballero et Prieto avaient été d'accord, semble-t-il, durant toute la période de préparation de l'insurrection, dont le second avait accepté qu'elle soit organisée par le P.S.O.E. avec la seule collaboration de formations ouvrières. Sur les raisons invoquées ensuite par les deux tendances, Vidarte (*op. cit.*, p. 409) résume en ces termes : « Nous (Prieto, Negrín, etc.) avions tiré du mouvement d'Octobre les conclusions suivantes : contre un Etat organisé, il n'était pas possible de vaincre, et nous devions créer, comme unique chemin, un bloc électoral pour reconquérir la République (...) Les amis de Caballero en tiraient d'autres, très différentes : les Asturies avaient enseigné que le peuple pouvait vaincre, même contre une armée et toute l'organisation d'Etat ». Bien entendu, d'autres facteurs jouaient : la défection des officiers avec qui Prieto avait assuré la liaison, certaines déclarations de ce dernier à l'étranger, ses critiques contre le refus des dirigeants emprisonnés de revendiquer la responsabilité de la grève, décision prise auparavant avec sa voix, etc.

53. *Ibidem*, p. 126.

dénué de toute base réelle donc de toute possibilité de développement, depuis précisément que la III^e Internationale a abandonné sa politique sectaire qui a conduit au désastre allemand. En outre, ils pensent que Trotsky lui-même y a « tacitement renoncé » — vraisemblablement depuis qu'il préconise la politique de l'« entrisme » dans la social-démocratie.

Pour autant, les J.S., en dépit d'un accord programmatique fondamental, ne pensent pas qu'il soit possible pour le P.S.O.E. de rejoindre la III^e Internationale. Ils sont en effet non seulement en désaccord total avec sa politique de « bloc populaire antifasciste » en Espagne et ailleurs, mais, plus encore, avec ses statuts qui signifient « la dictature de l'exécutif », l'étranglement de toute vie démocratique interne. Une évolution est certes possible et souhaitable et elle permettrait alors au P.S.O.E. de rejoindre la III^e Internationale puisque, soulignent les auteurs d'*Octubre*, « la Russie est le premier pays socialiste, la Mecque du prolétariat et que c'est en elle et en elle seule que peut résider le centre du prolétariat mondial tant que la révolution n'aura pas vaincu dans d'autres pays » 54. On peut relever que le mot « stalinisme », assez fréquent sous la plume des rédacteurs de *Renovación* en 1933 et 1934 ne figure pas une seule fois dans *Octubre*. *Segunda Etapa*.

Il ne manque pas d'intérêt, par ailleurs, au moment où se prépare à Moscou le tournant général vers la politique de Front populaire, dont l'une des premières conséquences — ou si l'on préfère l'un des premiers aspects — va être en France le ralliement à la défense nationale française préconisé par Staline dans son entretien avec Pierre Laval 55 et l'abandon du travail antimilitariste, de reproduire les conclusions de la brochure des J.S. bolchevisateurs incarcérés au *Carcel modelo* :

« Pour la bolchevisation du parti socialiste !

Pour la transformation de la structure du parti dans le sens de la centralisation et avec un appareil illégal !

Pour l'unification politique du prolétariat espagnol dans le parti socialiste !

Pour la propagande antimilitariste et la pénétration dans les Forces de l'Etat !

Pour l'unification du mouvement syndical !

Pour la défaite de la bourgeoisie et la victoire de la Révolution sous la forme de la dictature du prolétariat !

Pour la reconstruction du mouvement ouvrier international sur la base de la Révolution mondiale !

Pour réaliser ces mots d'ordre, les Jeunesses socialistes doivent montrer leur

54. *Ibidem*.

55. Pierre Laval, ministre français des affaires étrangères, était allé à Moscou signer le pacte de non-agression franco-soviétique, y avait rencontré Staline et avait déclaré à la presse le 15 mai 1935 : « M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force au niveau de sa sécurité ». Le P.C., résolument hostile jusqu'alors à l'idée même de la « défense nationale », avait couvert Paris d'affiches titrées « Staline a raison ».

supériorité et leur esprit de sacrifice pour que les ouvriers leur confient les responsabilités de direction.

La Fédération des Jeunesses socialistes d'Espagne, aujourd'hui plus unie et plus forte que jamais, s'inspire, pour lancer ces mots d'ordre, de l'histoire révolutionnaire du prolétariat de notre pays, dans les meilleures traditions du bolchevisme russe et les deux grands paladins du socialisme classique : Marx et Lénine.

Les Jeunesses socialistes considèrent comme le chef et l'inspirateur de cette renaissance révolutionnaire le camarade Largo Caballero, aujourd'hui victime de la réaction qui voit en lui son ennemi le plus décidé.⁵⁶

Toute l'ambiguïté des Jeunesses socialistes se trouve, au fond, dans ce texte : l'ambition légitime comme la manœuvre politicienne, la puissante poussée des masses comme les soucis d'hommes d'appareil. Rien pourtant n'est encore tranché et le sort historique de la direction et des Jeunesses socialistes d'Espagne n'est toujours pas scellé. Le militant trotskyste Enrique Fernández Sendón⁵⁷ qui, en septembre 1934, avait présenté au C.C. de la I.C.E. la résolution qui repoussait avec hauteur les propositions d'« entrisme » de Trotsky et avait été votée à l'unanimité, se retrouve emprisonné au *Carcel modelo* avec les militants des J.S. et leurs dirigeants. Convaincu par ses contacts quotidiens avec eux, il se fait à son tour l'avocat de l'entrisme, et parvient à convaincre la majorité de l'exécutif, Nin compris, que cette solution devrait prévaloir pour toute l'organisation, moins la Catalogne où se prépare la fusion avec le Bloc de Maurín et une série de petites organisations. Mais, à la demande de l'organisation de Madrid qui voit dans une telle décision une scission de fait, la question est soumise à un référendum qui repousse la solution de l'exécutif : en septembre, la Izquierda comunista de España se fond dans le P.O.U.M. Il n'y aura pas d'« entrisme » en Espagne.

Pourtant les développements des mois suivants peuvent renforcer encore les arguments de ses partisans. Les centristes contre-attaquent. Prieto, exilé en Belgique, écrit dans *El Liberal* de Bilbao et *La Libertad* de Madrid, à la fin de mai, une série d'articles dans lesquels il conteste aux J.S. le droit de s'exprimer publiquement comme elles l'ont fait, les accuse à la fois d'indiscipline vis-à-vis du « parti » et de « culte du chef » à l'égard de Largo Caballero⁵⁸. Les journaux même qui ont publié les articles en question refusent le droit de réponse aux prisonniers du *Carcel modelo* :

56. *Octubre*, pp. 155-156.

57. Enrique Fernández Sendón militait dans la Izquierda comunista sous le pseudonyme de L. Fersen.

58. Les principaux de ces articles, « Posiciones socialistas. Mi derecho a opinar » (*El Liberal*, 22 mai), « Posiciones socialistas. La amnistia, base de la coalición electoral », (*ibidem*, 23 mai), « Posiciones socialistas. El Valor de la acción parlamentaria », (*ibidem*, 24 mai), « Posiciones socialistas. Los Roedores de Derrotas », (*ibidem*, 25 mai), « Posiciones socialistas. La Planta exótica del caudillismo », (*ibidem*, 26 mai), sont reproduits dans l'anthologie *Discursos fundamentales*, pp. 228-254.

les dirigeants des J.S. ne pourront répondre que grâce à l'hospitalité que leur offrent les colonnes de *La Batalla*, l'hebdomadaire de Maurín à Barcelone.

Une fois de plus, Santiago Carrillo lance un appel à l'aide à l'égard des communistes oppositionnels du Bloc et de la I.C.E. qui se préparent à s'unifier dans une organisation nouvelle. En conclusion d'un article sur « La Bolchevisation du parti socialiste », il écrit en effet le 28 juin :

« Nous avons une théorie juste et nous avons la foi. Mais, pour vaincre, il nous faut l'aide de tous les marxistes authentiques. Sans cette aide, nos efforts risquent de devenir stériles. Selon nos classiques, il faut aller chercher les masses là où elles sont. Et aujourd'hui, elles sont dans le parti socialiste qui a une histoire et une capacité de combat sans égales. Il faut venir dans nos rangs pour combattre ceux qui, si nous ne les arrêtons pas, mèneraient ces masses sur la voie de la défaite. Les messieurs de la révolution qui regardent du haut des gradins la façon dont nous travaillons, au lieu de prendre part à notre tâche, ceux-là assument une responsabilité historique bien lourde ». ⁵⁹

On pressent ici la contradiction entre l'ampleur et l'urgence de la tâche à réaliser et les obstacles auxquels se heurtent ces dirigeants des J.S. en majorité emprisonnés ou exilés — voire réduits à une semi-clandestinité. Maurín, qui polémique contre Carrillo parce que ce dernier repousse l'idée d'une « unification » et invite les « marxistes » à entrer dans le P.S.O.E. pour s'y battre, ne comprend visiblement pas que l'enjeu de cette bataille entre fractions internes du P.S.O.E. qui se mène au grand jour est tout simplement l'indépendance de classe du prolétariat espagnol à travers l'orientation de son principal parti. Dans un autre article de *La Batalla*, il revient à Carlos Hernández Zancajo de démontrer très clairement le lien qui existe entre les accusations lancées par Prieto contre les J.S. et sa volonté d'imposer au P.S.O.E. la politique d'alliance avec les républicains reprise de son côté par Manuel Azaña. ⁶⁰ Pour la réussite de cette politique, il y a deux conditions : le P.S.O.E. doit « enterrer ses armes » et il doit également museler sa jeunesse.

Vers les J.S.U.

C'est le parti communiste qui réalisera à son profit cette opération que le P.S.O.E. peine à réaliser. Désarmés par la faiblesse de leur formation politique et en particulier leur totale méconnaissance de l'histoire et leur profonde incompréhension de la nature du stalinisme, les Jeunesses socialistes — plus encore que Largo Caballero, mais de façon identique —

59. Santiago Carrillo, « Habla el secretario de la Juventud socialista », *La Batalla*, 28 juin 1935.

60. C. Hernández Zancajo, « En defensa de las Juventudes socialistas : posiciones "colistas" », *La Batalla*, 12 juillet 1935.

sont prises au piège du tournant de l'Internationale communiste en 1935 qui impliquait, pour toute une période, l'alliance entre le P.C. et la droite socialiste dont elles prétendaient devoir se débarrasser à travers la « bolchevisation ». En outre, concrètement, l'argument sentimental puissant de la nécessité d'une amnistie pour la libération des quelque 30 000 prisonniers politiques d'octobre 1934, ⁶¹ va assurer l'acceptation, par toutes les formations, même si c'est du bout des lèvres, de ce « bloc populaire antifasciste » qui allait avoir en Azaña son porte-drapeau et de nouveau les partis ouvriers comme auxiliaires et les travailleurs comme fantassins.

Les J.S., à elles seules, et malgré leur position de principe, n'étaient sans doute pas en mesure d'empêcher ce développement que Largo Caballero n'envisagea jamais de combattre de front. Pourtant une opposition de leur part, une scission sur cette question, la scission à gauche du P.S.O.E. dont ils auraient été la force motrice, aurait constitué un obstacle terrible sur la voie de la nouvelle politique de Staline et de la généralisation du Front populaire. Du côté de l'I.C. en tout cas, aucun effort ne fut épargné pour gagner, d'une façon ou d'une autre, les dirigeants les plus importants des J.S. A cet égard, la petite colonie de réfugiés socialistes en U.R.S.S. semble avoir joué un rôle important. Il semble que Margarita Nelken y ait été gagnée au P.C. ⁶² qu'elle allait rejoindre ensuite de façon officielle. José Laín, l'ancien responsable des milices socialistes, membre de la direction des J.S. s'est réfugié en U.R.S.S. Il assiste successivement au 7^e congrès de l'I.C. puis à celui de l'Internationale communiste des jeunes. Du premier dont l'ancien dirigeant des J.C., Fernando Claudín, écrira, trente-cinq ans plus tard, qu'il donna confirmation éclatante « de la subordination absolue de la politique des sections nationales de l'I.C. à la politique de l'Etat soviétique », que le point de départ de la nouvelle politique de Front populaire était « une réponse pragmatique aux exigences péremptoires de la politique extérieure soviétique », ⁶³ José Laín écrit

61. Quelques exemples pris au hasard dans le Legajo 2371, donnent une idée de l'ampleur et de la sévérité de la répression y compris dans des régions où l'on a le sentiment qu'il ne s'est rien passé. D'après une lettre d'un détenu de la prison de Pamplona du 17 août 1935, il y a dans cette ville 173 inculpés dont 145 sont emprisonnés. Le même correspondant parle des lourdes peines infligées par le tribunal de Saint-Sébastien : deux condamnations à 20 ans, deux à 14 ans, deux à 10 ans de prison, et sept acquittements après dix mois de préventive.

62. A.H.N. « Madrid », Legajo 2371, contient notamment un échange de lettres entre Indalecio Prieto, alors exilé à Ostende, et un militant socialiste de Bilbao réfugié en U.R.S.S., Miguel Segura Jauregui. Dans une lettre datée du 23 août, ce dernier se fait l'écho d'un violent incident qui vient de se produire entre Virgilio Llanos et Margarita Nelken, cette dernière s'étant vantée d'avoir empêché que Prieto soit invité en U.R.S.S. Prieto répond le 26 août qu'il n'est absolument pas étonné et sa réponse laisse entendre qu'il pense que Margarita Nelken est déjà gagnée au P.C. et qu'elle joue dans le P.S.O.E. le rôle de « sous-marin ». Margarita Nelken, élue députée en février 1936, rejoignit officiellement le P.C. en décembre de la même année.

63. Fernando Claudín, *La Crisis del Movimiento comunista*, t. I pp. 144 et 149. Ricardo Viñas, dans un livre par ailleurs très intéressant, renvoie sur ce point au travail de Fernando

pour le nouvel hebdomadaire de la gauche largocaballeriste que le congrès a définitivement répondu aux espoirs des J.S. en la transformation de l'I.C. en reconnaissant les « voies nationales » et en ouvrant la perspective de l'unité organique dans tous les pays.⁶⁴

Les pressions que subissent en U.R.S.S. jeunes dirigeants et parfois vieux militants se lisent entre les lignes de la correspondance qu'ils expédient de Moscou en Occident ou en Espagne. Tandis que les lettres de 1935 parlent en langue « espagnole » des problèmes de l'Espagne et du P.S.O.E., celles de 1936, écrites en « langue de bois », ne songent plus qu'à célébrer « la patrie du socialisme et son phare » et font de l'attitude à l'égard de l'U.R.S.S. prise en bloc — stalinisme compris — la pierre de touche de la qualité de « révolutionnaire ». ⁶⁵

En Espagne même, les conditions de détention assez souples du *Carcel modelo* pour les « politiques » permettent un rapprochement également car les jeunes socialistes et les prisonniers partisans de Largo Caballero sont l'objet de l'attention des dirigeants du P.C. Son secrétaire général, José Díaz vient rendre visite à Largo Caballero et lui proposer que leurs deux partis revendiquent ensemble la responsabilité de l'insurrection. ⁶⁶ Codo-

Claudín et fait en même temps du 7^e congrès de l'I.C. une analyse dont le mieux que l'on puisse dire est qu'elle est stupéfiante de ...candeur, sans même prendre en outre la peine de réfuter l'analyse de Claudín, à laquelle il fait référence alors qu'elle est à l'opposé de son interprétation à lui (*op. cit.*, pp. 39-43).

64. Cf. les commentaires envoyés de Moscou par José Laín sur le 7^e congrès, dans *Claridad* du 17 août. 12 et 19 octobre 1935.

65. José Laín et ses camarades écrivent le 2 février 1935 à Álvarez del Vayo — pour Largo Caballero — qu'il faut immédiatement engager l'épuration du P.S.O.E. et constituer l'Alliance ouvrière à l'échelon national. Le 20 mars 1935, reprenant ces deux points, ils insistent sur la nécessité d'une campagne pour l'unification syndicale qui engloberait U.G.T., C.G.T.U. et C.N.T. Le même dossier (A.H.N., « Madrid », Legajo 2371) comprend deux lettres du même groupe de réfugiés socialistes en U.R.S.S., de Moscou et de Vorochilovgrad, datées de janvier 1936, dont l'une parle de « la direction du parti bolchevique qui en a fait le centre et le phare lumineux », et dont l'autre affirme que « la révolution, l'Union soviétique et la ligne politique bolchevique sont indivisibles ». A cette époque, il n'y a plus d'alliance ouvrière, et le P.C., avec l'aile droite socialiste, a imposé le Front populaire avec les républicains. Mais les lettres des « bolchevisateurs » d'hier ne font que chanter les louanges de l'U.R.S.S. et de ses dirigeants. Notons également qu'un correspondant de Prieto mentionne en août 1935 un séjour du Dr Juan Negrín à Moscou et en Crimée. Une liste non datée, mais qui doit être de janvier 1936, donne les noms des 36 socialistes réfugiés en U.R.S.S. dont 14 n'appartiennent qu'au P.S.O.E., 13 qu'aux J.S. et dont 9 appartiennent aux deux. Le chiffre est confirmé par une lettre d'U.R.S.S. d'Enrique de Francisco, un largocaballeriste de stricte obédience, qui précise, à propos de la « Lettre ouverte à Largo Caballero » — publiée dans *Mundo Obrero*, mais pas dans *El Socialista* — signée de 28 noms, que huit membres de la colonie socialiste avaient refusé de signer : cette lettre était une apologie de l'U.R.S.S. dans le style stalinien le plus plat.

66. D. Ibarruri, *op. cit.*, t.I, p. 62. Les dirigeants socialistes, dont Largo Caballero, avaient nié devant leurs juges le rôle qu'on leur imputait et refusé de prendre la responsabilité de l'insurrection.

villa, le représentant de l'I.C. en Espagne,⁶⁷ qui compte, dit-on, sur l'appui inconditionnel du beau-frère d'Araquistáin, Julio Álvarez del Vayo, membre de l'entourage de Largo Caballero, va rendre visite à Santiago Carrillo au Carcel modelo et a avec lui une longue discussion politique. Le dirigeant du P.C. français Jacques Duclos a-t-il réellement, comme on l'assure, convaincu Largo Caballero de ne pas s'opposer au « bloc électoral des gauches » qui préfigurait le Front populaire — réédition à peine couverte d'un vernis nouveau de la politique de collaboration préconisée par Prieto et que le vieux « Lénine espagnol » avait voulu rejeter pour toujours ? Dans un livre qu'il a écrit à Paris et que publient à Barcelone les éditions du P.O.U.M., *El Partido Socialista y la Conquista del Poder*, S. Serrano Poncela, membre du secrétariat des J.S., montre qu'il voit dans le tournant de l'I.C. la plus grande partie de ce que José Lain y a vu de Moscou, mais pas ce qu'Araquistáin a deviné de Madrid.⁶⁸

Enfin, Andrés Nin a tout à fait raison, qui juge parfaitement « incongrue » l'attitude des socialistes de gauche à l'égard du 7^e congrès de l'I.C. dont ils approuvent et même célèbrent les résultats en vantant une démocratisation qu'ils imaginent de toutes pièces et sans apparemment se rendre compte qu'il a repris, pour des raisons propres à la politique extérieure de l'U.R.S.S., la politique de collaboration de classes qu'eux-mêmes combattent depuis des années et qui est celle de leurs irréductibles adversaires de la droite du P.S.O.E.⁶⁹

67. Vittorio Codovilla (1894-1970), né en Italie, dirigeant du P.C. d'Argentine, travaille pour l'I.C. dans les années trente, notamment en Espagne, sous le nom de Melina. Sur ses visites à Carrillo en prison, Viñas, *op. cit.*, p. 36 n. 30, mentionne les témoignages de Pere Ardiaca et Fernando Claudín. En fait, Carrillo l'a raconté lui-même dans *Demain, l'Espagne*, pp. 43-46. Il dit : « Codovilla a très bien travaillé avec moi. Je lui suis en partie redevable d'être devenu communiste. Mais je n'avais encore eu aucun contact avec les dirigeants du Parti, sauf avec Uribe. [...] C'est l'Internationale, qui, avec les dirigeants de la J.C., entretenait directement des relations avec nous ». Il ne mentionne qu'une seule visite de Codovilla en prison, mais indique qu'il eût avec lui plusieurs discussions entre sa sortie et son départ pour l'U.R.S.S. Sur sa « transition » politique, il dit : « Nous étions, comme beaucoup de jeunes, gauchistes. Notre voyage en Union soviétique marqua un tournant décisif dans notre orientation ».

68. S. Serrano Poncela pensait que l'I.C. pouvait accueillir les « socialistes de gauche » sans modification immédiate de ses statuts parce que sa nouvelle politique répondait à leurs aspirations ; Araquistáin estimait pour sa part que le congrès avait accru la liberté des P.C. nationaux et diminué la centralisation dans l'I.C. : il pensait pourtant que la nouvelle politique était inspirée par les intérêts immédiats de l'U.R.S.S.

69. Cf. Andrés Nin, « El Congreso de la Internacional comunista y las socialistas de izquierda. Una incongruencia », *La Batalla*, 30 août 1935. Analysant la politique des socialistes de gauche comme positive et progressiste et le tournant stalinien comme un recul considérable et un tournant à droite, Nin se demandait comment les premiers pouvaient envisager l'unité organique avec les partis communistes qui étaient précisément en train de rejoindre les positions de leurs adversaires « réformistes » et « centristes » dans le P.S.O.E. L'analyse était excellente, mais il n'y avait pas de proposition susceptible d'aider à la clarification.

Mais peut-être faut-il chercher ailleurs que dans l'analyse politique les raisons d'une attitude incongrue que ne peut expliquer la seule ignorance. D'abord, il est clair que la détention de Largo Caballero et l'exil ou l'emprisonnement de nombre de ses partisans ont permis à Prieto et à ses amis politiques de refaire une partie du chemin perdu et que le projet J.S. de « bolchevisation » apparaît bien irréaliste au fur et à mesure qu'il devient clair que la politique de Prieto va de plus en plus coïncider avec celle du P.C. qui est plus que jamais à la recherche d'un « bloc populaire antifasciste ». Pour les dirigeants des J.S. en tout cas, la raison mise en avant, c'est ce qu'ils considèrent comme une nouvelle donnée du problème : selon eux, le 7^e congrès de l'I.C., en ouvrant la perspective de l'unité organique, permet de surmonter de façon positive la scission historique du mouvement ouvrier survenue au début des années vingt. Sur ce point, Santiago Carrillo écrit en octobre 1935 :

« Notre ambition ne peut se borner à l'unification circonstancielle pour la lutte : il faut aller plus loin. Il faut nous projeter vers l'unité organique, vers la réunion, en un seul parti et une seule jeunesse, du prolétariat marxiste. Il nous faut reconnaître avec joie que, sur ce terrain, on a fait ces derniers mois des pas de géant [...] Dans notre pays, cette unité doit se faire au sein du vieux et glorieux Parti socialiste. Parce qu'il a la force, parce qu'il a la qualité, parce qu'il a le prestige [...] Il faut la fusion des travailleurs marxistes sur le terrain national, sous nos drapeaux. Sur le terrain international, où ensuite nous déciderons tous, librement et démocratiquement. Sur ce point, j'ai mon critère. C'est en Russie que se trouve la base de l'unification mondiale, tant que la classe ouvrière n'aura pas posé le pied sur les institutions bourgeoises et commencé à édifier le socialisme dans d'autres pays ». ⁷⁰

Carrillo peut parler haut : le congrès des J.S. tenu à Ruzafa le 1^{er} septembre a approuvé à une écrasante majorité la perspective de la fusion pour l'unité organique des Jeunesses et donné son aval à la brochure *Octubre*. L'élément nouveau est ce qu'il appelle son « critère personnel ». Déjà, de Paris, Serrano Poncela avait écrit que les statuts de l'I.C. ne devaient pas constituer un obstacle à l'union entre socialistes de gauche et III^e Internationale. Marta Bizcarrondo note fort justement à ce propos que « la Révolution russe et l'U.R.S.S. jouaient désormais un rôle mythique qui était absent d'*Octubre* ». ⁷¹

En septembre, dans la foulée du 7^e congrès de l'I.C., se tient le congrès de l'Internationale communiste des jeunes. José Laín y assiste, bien entendu. Le congrès se prononce pour l'unité organique en vue de la constitution d'une organisation de jeunesse très large, « une organisation de masses de jeunes sans parti », selon la formule officielle. La majorité de

70. « Unidad de acción y unidad organica », *Asturias*, 25 octobre 1935.

71. M. Bizcarrondo, *op. cit.*, p. 62.

la direction des J.S. d'Espagne est acquise à cette proposition, mais à la condition que l'unification se fasse sous la forme de l'entrée des J.C. dans leurs rangs. Parallèlement se prépare le retour de la C.G.T.U., centrale syndicale contrôlée par le P.C.E., dans les rangs de l'U.G.T. Le 6 décembre 1935, dans *Claridad*, Santiago Carrillo célèbre en fanfare la « marche forcée vers l'unité organique » : la III^e Internationale s'est enfin « ralliée » !

« Nous ne pouvons pas perdre de vue que ce tournant, ce retour aux postulats du marxisme à travers les rectifications de la III^e Internationale nous place sur le même plan politique que les communistes [...] Nous ne pouvons hésiter à définir notre position. Nous avons l'unité organique ; nous la voulons et nous l'aurons, à marches forcées, parce que nous sommes aussi communistes, comme Marx, Engels et Lénine, parce que les murailles de Chine qui nous séparaient de l'Internationale communiste se sont écroulées et que nous allons parachever leur destruction définitive en extirpant les résidus bureaucratiques et petits-bourgeois qui les cimentaient ». ⁷²

Les jeux sont-ils faits, et le « critère personnel » affiché par Carrillo en septembre l'a-t-il emporté définitivement dans les J.S. ? Sans doute pas encore. La discussion est vive, même à la direction et les opposants critiques vont s'exprimer publiquement. Ainsi, Serrano Poncela, revenu d'exil, s'en prend-il avec pas mal de vigueur aux propositions du congrès de l'I.C.J. :

« Fusion des Jeunesses socialistes et communistes en un organisme qui mette sa force au service du socialisme, mais qui soit structuré de façon que d'autres organisations, qui ne sont pas encore au service de la classe ouvrière, s'y fondent [...], qu'il lutte pour la démocratie et contre le fascisme, mais en même temps pour le pouvoir ouvrier, éminemment antidémocratique. Une Jeunesse sans parti, sans programme, sans objectifs concrets [...] Il est bien que le prolétariat forme un cercle de fer autour de la ceinture de l'Union soviétique, s'apprête à la lutte contre ses ennemis, mais c'est sans rapport à une interprétation matérialiste de l'histoire que ces efforts énormes pour faire tourner le mouvement ouvrier international autour de la défense de l'U.R.S.S., quelle que soit son importance [...] Pour moi, le congrès de l'Internationale et son appendice jeune ont répondu en premier lieu à la défense de l'U.R.S.S. et en second lieu aux intérêts du prolétariat étranger à la patrie du socialisme. Cela veut dire que la Russie est dans son rôle quand elle crée en Occident des alliances démocratiques et petits-bourgeois à défaut d'ouvrières, compte tenu de la menace du front Europe centrale-Japon, mais la classe ouvrière internationale est aussi dans le sien quand elle fait son possible pour défendre les intérêts sacrés du pays du socialisme sans nuire à ses propres intérêts sacrés de type national ». ⁷³

72. « Hacia la unidad orgánica a marchas rapidas », *Claridad*, 7 décembre 1935.

73. *Rebelión*, 11 janvier 1936. *Rebelión* était l'organe des J.S. d'Elda. L'article est produit dans Viñas, *op. cit.*, pp. 140-143. Directeur du quotidien *Ahora* pendant la guerre vile, Serrano Poncela, après la guerre, a enseigné dans des universités américaines. En fait,

Au moment où la lutte s'envenime à l'intérieur du P.S.O.E. entre largocaballeristes et prietistes, notamment marquée le 15 décembre 1935 par la démission de Largo Caballero de la présidence et de l'exécutif du parti, la campagne pour un congrès qui lui redonnerait une direction homogène, l'orientation des J.S. vers l'« unité organique » avec les J.C. les éloigne en fait du combat interne au P.S. et donne à ses adversaires des arguments solides.⁷⁴

Peu après sa libération, au début de mars, Santiago Carrillo se rend en U.R.S.S. pour une semaine, avec Trifón Medrano, dans une délégation commune J.S.-J.S. destinée à régler avec l'I.J.C. les derniers détails du texte commun intitulé « Bases d'unification ».⁷⁵

Le « meeting d'unification » — en attendant un congrès prévu, mais qui n'aura jamais lieu à cause de la guerre civile — va avoir lieu à Madrid, Plaza de Las Ventas, le dimanche 5 avril 1936, sous la présidence effective de Largo Caballero dont on sait qu'il avait exprimé en privé de vives réserves sur l'unification des jeunesses et en tout cas qu'il avait totalement exclu la rupture du P.S.O.E. avec la II^e Internationale, mais qui était également sur la ligne de « l'unité organique ». La nouvelle organisation — appelée de façon un peu impropre Juventudes Socialistas unificadas — dispose de toute évidence — et c'est un fait nouveau important — de moyens matériels beaucoup plus importants que ceux dont elle avait disposé jusque là, ce que ne peut expliquer le doublement rapide de ses effectifs.⁷⁶ Le premier numéro de son hebdomadaire *Juven-*

à cette époque, était en train de se constituer dans les J.S. une tendance qui relevait le drapeau du « gauchisme », avec José Bullejos, Luis P. García Lago (ancien partisan de la « IV^e Internationale » en 1934), Grigorio López Raimundo, ultérieurement dirigeant clandestin du P.C.E.

74. Sur les raisons encore très discutées de cette démission, cf. Preston, *op. cit.* pp. 237-239 et Santos Juliá, pp.81-86. Largo Caballero avait démissionné une première fois le 1^{er} octobre, mais repris ensuite sa démission. Le 16 décembre, il la maintint. Le prétexte était technique, mais il semble qu'il ne voulait plus de partage du pouvoir dans l'exécutif et pensait qu'un congrès lui donnerait la direction homogène dont il avait besoin. Les masses étaient-elles pour Largo Caballero comme il le croyait ? C'est probable. Mais l'appareil, lui, était pour Prieto. Les J.S. étaient-ils toujours partisans de la « bolchevisation » qui impliquait qu'ils restent au sein du P.S.O.E. ? C'est douteux. Certains éléments manifestaient des tendances scissionnistes que Paul Preston entrevoit derrière l'attentat contre Prieto à Ecija, qui aurait été alors une sorte de provocation à scission.

75. Le secrétaire du parti, Juan-Simeón Vidarte, dans *Todos fuimos culpables*, I., p. 58, raconte qu'à la fin de 1935, Jacques Duclos avait rendu visite en prison à Hernández Zancajo et lui avait fait des avances pour qu'il rejoigne le P.C., mentionnant une invitation en U.R.S.S. dès sa libération. Hernández Zancajo s'était indigné. C'est pour cette raison qu'en mars 1936 et bien que président des J.S., il refusa l'invitation et fut alors remplacé par Federico Melchor qui alla à Moscou avec Carrillo.

76. Viñas, *op. cit.*, p. 61. Curieusement, l'auteur ne se pose pas la question de savoir pourquoi les moyens matériels des J.S.U. ont été tout de suite — comme il le remarque — infiniment supérieurs à ceux des J.S. auparavant : il se contente de noter que les J.S. étaient

tud, dans un style nouveau et très peu politique, abondamment illustré, est tiré à 100 000 exemplaires. L'histoire des J.S. se termine, l'histoire des J.S.U. commence. Ce n'est pas seulement un nouveau chapitre, c'est un livre nouveau.

En guise de conclusion

Les J.S.U. étaient-elles à leur naissance déjà gagnées à la politique stalinienne? De toute évidence, Trotsky le pensait — ou estimait du moins que le contrôle de la direction était devenu une réalité aux mains des hommes de l'I.C., ce qui impliquait l'adhésion clandestine d'un certain nombre au moins des anciens dirigeants des J.S. La version officielle de l'histoire du P.C.E. veut que Carrillo et les autres dirigeants de la J.S.U. se soient présentés pour demander leur entrée en bloc au parti communiste au moment le plus dramatique du siège de Madrid, lors du départ pour Valence du gouvernement Largo Caballero et de la formation de la Junta de Defensa de Madrid: c'est la date qui convient le mieux à l'explication selon laquelle les vaillants combattants des J.S.U. ont rejoint la formation de combattants la plus courageuse et la plus clairvoyante. En fait, nous savons que Santiago Carrillo, des mois auparavant, prenait déjà part aux travaux du comité central du P.C.⁷⁷ Et dans un discours prononcé à la veille de la tenue du meeting d'unification, le secrétaire général des Jeunesses socialistes, en mettant en garde ses militants contre les critiques de l'intérieur inspirées par les « trotskystes », donnait, à quelques mois du premier procès de Moscou, sa véritable carte de visite et annonçait la couleur politique.⁷⁸

L'histoire de la J.S.U. reste à faire. Manuel Tagüeña, qui revint au

« boycottés » par la presse du P.S.O.E., *Claridad* exceptée. On comprend le légitime souci de Ricard Viñas de ne pas expliquer le ralliement des dirigeants J.S. au stalinisme par de « sombres manœuvres », la trahison politique, la déloyauté, la corruption, etc., mais son manque de curiosité à propos de cette question capitale étonne. Il semble probable que les J.S.U., instrument privilégié de la pénétration stalinienne en Espagne, ont reçu de Moscou une aide matérielle importante.

77. P. Preston, *op. cit.*, p. 308, donne plusieurs références quant à cette participation, en tant qu'invité. Quel était le statut réel de Carrillo à cette époque? J.S. Vidarte (*op. cit.*, pp. 58-59) écrit que Carrillo « commença à travailler pour la fusion » dès son retour d'U.R.S.S. C'est évidemment faux: Carrillo travaillait à l'unité organique des organisations de jeunesse depuis des mois. Ce qui est vrai et dont il témoigne dans son *Demain, l'Espagne*, p. 45, c'est que c'est au cours de ce séjour à Moscou au début de 1936 qu'il acheva de basculer définitivement. Vidarte, *op. cit.*, p. 59, assure que les dirigeants des J.S. devenues J.S.U. étaient déjà à cette époque « devenus communistes et fidèles serviteurs de Moscou ».

78. *Mundo Obrero*, 1er mai 1936. Santiago Carrillo avait professé beaucoup d'admiration pour Trotsky dans le passé, mais il n'ignorait plus ce que signifiait en U.R.S.S. d'être qualifié de « trotskyste »

P.C. avec ses camarades, indique la vive tension qui existait entre dirigeants à l'échelon national, Carrillo et Cazorlá d'un côté, Laín, Melchor, avec Fernando De Rosa de l'autre. On connaît la carrière politique de Santiago Carrillo dans l'appareil du P.C.E. Nombre des autres dirigeants de la période 1934-1936 ont tous été plus ou moins rapidement mis à l'écart⁷⁹. En 1937, quand, Largo Caballero éliminé par ses soins, la coalition des socialistes modérés et des stalinien rassemblée autour du gouvernement Negrín entreprend la liquidation des positions largocaballeristes notamment dans la presse et dans l'U.G.T., une résistance prend forme dans les J.S.U. Son porte-parole est l'ancien président Carlos Hernández Zancajo, et il regroupe autour de lui un certain nombre de responsables de province qui ont refusé d'aller au P.C., José Grigorí, Juan Tundidor López, de Valence, Rafael Fernández, de la fédération des Asturies. En réalité, un dernier carré largocaballeriste manifeste sa fidélité personnelle au vieux chef renié par tous et exprime son refus de la stalinisation sous couleur d'antifascisme. Sans doute cette opposition n'était-elle pas aussi dangereuse que semblent l'avoir cru les dirigeants du P.C. eux-mêmes⁸⁰.

Ce sont en réalité les derniers sursauts d'un courant finalement tari par capture et qui a constitué la «base de masses» du P.C. espagnol.

79. Tagüña, *op. cit.*, p. 90, signale l'existence de ces rivalités au sommet. Il précise par ailleurs, p. 98, qu'après la mort de Trifón Medrano, l'ex-dirigeant J.C., Carrillo occupa sans conteste la première place, suivi d'assez près par Claudín. Parmi les dirigeants ex-J.S. dont il mentionne la mise à l'écart, citons José Cazorlá (après son bref passage comme adjoint de Santiago Carrillo à l'ordre public dans la Junte madrilène), José Laín (d'abord directeur de l'école des commissaires, puis gouverneur civil), Federico Melchor. Serrano Poncela resta journaliste, à la direction du quotidien *Ahora*. Tagüña lui-même est l'unique chef militaire important issu des rangs des J.S. On en trouve en revanche plusieurs dans les services policiers, l'avocat Ordoñez et surtout Santiago Garcès, qui fut le chef du Servicio de Investigación Militar (S.I.M) qui avait la réputation d'être lié aux services secrets soviétiques. Réfugié au Mexique, il fut inquiété après l'attentat du 24 mai 1940 contre Trotsky, puis mis hors de cause. Tagüña n'insiste pas sur le rôle des ex-J.S. dans la répression contre les autres organisations ouvrières. Son animosité personnelle contre Carrillo fausse parfois son jugement : ainsi il n'est pas exact que tous les autres dirigeants des J.S. aient été mis à l'écart. José Cazorlá, adjoint, puis délégué à l'ordre public dans la Junte de Madrid, occupait un poste de confiance ; il entra au C.C. dès 1937. On sait qu'il ne put quitter Madrid en 1939 et y dirigea quelque temps dans la clandestinité une «délégation» du C.C., ce qui ne lui laissait pas d'espoir quand il fut arrêté et condamné à mort. En outre, à l'époque où Tagüña achevait ses mémoires, Federico Melchor Fernández, l'ex-admirateur de Trotsky devenu l'un des spécialistes de la dénonciation des trotskistes, était encore membre du secrétariat du P.C.E. Segundo Serrano Poncela a pris ses distances. Un cas de «chute» est indiscutable, celui de José Laín, qui se réfugia une seconde fois en U.R.S.S. et y fut... instituteur. Il devait rentrer en Espagne du vivant de Franco.

80. Dans A.H.N. «Madrid», Legajo 2371, on trouve un rapport de Manuel Delicado, au nom du C.C., devant les militants des cellules des collaborateurs du C.C. le 1er septembre 1937 dans lequel il affirme : «Les caballeristes et les trotskystes, les mécontents et les capitulards (...) peuvent arriver à constituer un bloc, ce qui créerait une situation difficile».

Coup de maître que cette capture, dont la possibilité n'était pas évidente au départ. Peut-on penser, comme Trotsky en était convaincu, que le destin des J.S. aurait été différent si, en 1934 et même encore en 1935, les militants de la Izquierda comunista avaient effectué le pas que Trotsky leur suggérait? Personnellement, je le pense au terme de cette étude. Les contradictions, les oscillations, les incertitudes manifestées par le courant Carrillo n'ont en effet à aucun moment subi le feu d'une critique interne sérieuse, l'épreuve d'une contradiction cohérente — ce qui eût été le cas si les trotskystes étaient entrés, ce qui n'a dépendu que d'eux. Il me semble surtout que les compagnons de Carrillo manifestaient, en ce qui concernait l'histoire de l'Union soviétique et le stalinisme lui-même, une incompréhension et une méconnaissance si profondes qu'on peut à bon droit supposer qu'elles n'auraient pas opposé aux analyses des trotskystes un barrage infranchissable

Il est bien entendu vain d'imaginer ce qui aurait pu être et qui ne fut pas. Il faut donc se contenter de constater que, dès 1934, les dirigeants de la Izquierda comunista avaient fait une croix sur les J.S., dont ils tenaient les dirigeants pour de parfaits petits bureaucrates ayant appris très tôt dans le sérail la manœuvre politicienne, le mensonge, voire la calomnie. Persuadés — et à juste titre — que la « radicalisation » de Largo Caballero relevait avant tout du domaine de la phrase et de la menace, n'ont-ils pas compris à quelle puissante poussée de la base ouvrière répondait ce « révolutionnarisme verbal »? Ne savaient-ils pas que, pour construire un parti « qui veuille et puisse faire la révolution », comme l'écrivait en 1934 Esteban Bilbao, il fallait être capable d'aller chercher, là où ils étaient, les éléments qui, par dizaines de milliers, se laissaient abuser par un parti socialiste seulement capable d'en « brandir la menace ». ⁸¹

C'est en tout cas ce que Trotsky reprochait au premier chef à ses camarades espagnols, d'avoir observé et commenté, sans intervenir, et d'avoir ainsi permis que cette force militante considérable, généreuse, dévouée, prête à tous les sacrifices, ait pu finalement être entre les mains de Staline et de jeunes staliniens tout neufs l'instrument de la trahison de la révolution espagnole au nom de la « défense de la démocratie » que, précisément, elle avait commencé par refuser comme une duperie!

Juan Andrade, qui fut un adversaire de l'« entrisme », écrit des Jeunesses socialistes qu'elles étaient « un courant jacobin confusionniste », dont la propagande ne fut que « cris et phrases », mais qui eurent une

81. Esteban Bilbao, « Algunas consideraciones ante la situación » *Comunismo*, avril 1934, p. 168. Esteban Bilbao Urruza (1896-1954) militant des J.S. en 1913, un des fondateurs du P.C. à Bilbao en 1920, avait été exclu en 1929 et avait organisé l'opposition de gauche à Bilbao et Astillero. Il avait été le premier à préconiser l'« entrisme » dans le P.S. et les J.S. Il entra lui-même dans le P.S.O.E. mais y resta isolé. Pendant la Guerre civile il se rallia au G.B.L. de Munis. Il est mort en France en exil.

« extraordinaire importance », un grand écho dans la jeunesse. Il admet ne pas savoir pourquoi les dirigeants des J.S. se « bornèrent » à la fusion des organisations de jeunesse. Mais il souligne également que les J.S. apportèrent au P.C. la « grande force complémentaire dont il manquait » et que cet apport fut fondamental. Il relève enfin que ce furent les anciens militants des J.S., « plus que les vieux communistes, qui conduisirent la répression contre les autres tendances ouvrières ». Il remarque : « Le phénomène de la conversion des jeunes socialistes, leur action et leur conduite pendant la guerre civile, vaudraient la peine d'être traités à fond de tous les points de vue ». ⁸²

Cet article n'a d'autre ambition que d'inciter à répondre à son appel en ouvrant un débat.

82. Juan Andrade, *Apuntes para la Historia del P.C.E.*, pp. 72-74. Il s'agit pour l'essentiel de la reprise d'une conférence prononcée à Paris le 25 mai 1966. Juan Andrade Rodríguez (1898-1981), socialiste en 1916, fut en 1919/20, l'un des organisateurs du Partido comunista español, membre de son exécutif et directeur de son hebdomadaire *El Comunista*. Un des principaux dirigeants du P.C.E., il en fut exclu en 1928 et fut ensuite l'un des animateurs de l'Opposition de gauche, puis de la Izquierda comunista, membre du C.C. du P.O.U.M. à sa fondation. Arrêté en juin 1937, il fut condamné lors du procès du P.O.U.M. à 15 ans de prison en 1938. Il s'évada en 1939, rejoignit la France et fut condamné en 1941 à 5 ans de prison par un tribunal militaire, mais libéré par des maquisards espagnols. Après un long exil à Paris, revenu à Madrid en 1980, il y est mort le 1er mai 1981.

Grande-Bretagne : L'« Entrisme » et le Labour Party

La section britannique de l'Opposition de gauche fut formée vers la fin de 1931, après la visite de Naville, Glotzer et Shachtman à plusieurs militants qui discutèrent des problèmes posés par le stalinisme de différents points de vue. Le premier groupe trotskyste, le « Balham Group », était entièrement prolétarien, attirant des communistes qui cherchaient à venir à bout des obstacles qui, pendant la « troisième période », avaient empêché la croissance de l'influence communiste. Ils devaient beaucoup à la Communist League of America, aux éditeurs du *Militant* et aux Pioneer Publishers.

L'appareil stalinien les exclut du parti communiste à l'automne 1932. En 1933, une quarantaine de militants se mirent à discuter des difficultés qu'ils rencontraient pour asseoir leur position au sein du mouvement ouvrier. Le premier numéro de *Red Flag* parut en mai. Ils étaient d'accord avec le « tournant » international pour former de nouveaux partis et une nouvelle Internationale, et se déclarèrent Communist League.

Le parti communiste avait toujours été un petit parti, manquant de maturité théorique, d'homogénéité politique et subissant le poids du développement tardif du Labour Party. En 1924-1925, il fut la victime impuissante du stalinisme. En 1931, bien peu des militants chevronnés de

1. John Archer (né en 1909), enseignant aujourd'hui à la retraite a milité notamment dans le Marxist Group de l'I.L.P., à partir de 1934, dans le Bolshevik-Leninist Group dans le Labour Party à partir de 1936. Il a été militant de la Revolutionary Socialist League de 1938 à 1944, du Revolutionary Communist Party de 1944 à 1950, de la Socialist Labour League de 1950 à 1963. Il a été en 1973 l'un des fondateurs du groupe du *Bulletin* devenu aujourd'hui le Socialist Labour Group, dont il est membre. Il a soutenu en 1979 à Londres une thèse d'Histoire (Ph D) intitulée *Trotskyism in Britain: 1931-1937*. L'article ci-dessus, écrit pour les *Cahiers Léon Trotsky*, a été traduit par Andrée Broué et annoté par la rédaction.

ses premières années étaient encore actifs et la plupart avaient été absorbés dans l'appareil.

Les premiers trotskystes britanniques étaient jeunes et, de ce fait, coupés de l'expérience réelle de l'Internationale communiste du vivant de Lénine. Ils n'avaient pas non plus les moyens d'analyser les expériences et les débats des organisations antérieures au parti communiste en Grande-Bretagne.

Leurs débats, le seul moyen dont ils disposaient pour déterminer la façon de pénétrer le mouvement de masse, étaient inévitablement marqués de « gauchisme » et de syndicalisme, en dépit de leurs sérieux efforts pour maîtriser les écrits de Lénine qu'ils arrivaient à se procurer, et ceux de Trotsky, principalement ceux sur le front unique en Allemagne. Les travaux antérieurs de Trotsky, que le P.C. avait publiés ou diffusés jusqu'en 1926, étaient devenus rares.

Néanmoins les efforts des trotskystes, au cours des années trente, leur ont valu une place à part dans l'histoire du mouvement ouvrier, qui ne peut être niée et dont témoignent d'abondants documents. Ils ont mis sur pied une opposition principielle à la social-démocratie et au stalinisme, à une époque où personne ne le faisait. Où sont aujourd'hui les héros de l'« Opposition communiste » de Brandler, du « Bureau de Londres » ou de « L'internationale socialiste militante » qui se mirent sur leur chemin ?

Les problèmes posés par l'Independent Labour Party ²

La Communist League contribua en 1933 à détruire dans l'I.L.P. une fraction brandlérienne. C'était le Revolutionary Policy Committee, dont certains membres vinrent à la IV^e Internationale. Elle contribua également à la formation des cadres qui, plus tard, fondèrent le L.S.S.P. à Ceylan. ³

Toutefois, la League se scinda à la fin de 1933, après avoir été mal informée, de façon malhonnête, par un représentant du secrétariat international, Vitte, ⁴ qui devait quitter le mouvement quelques semaines plus tard. La « majorité », incapable de résoudre le problème de la mise en

2. L'Independent Labour Party au début des années trente était une des formations affiliées au Labour Party. Les communistes — dont les trotskystes — la caractérisaient comme une formation « centriste » : l'I.L.P. avait refusé les 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste en 1920.

3. Parmi les étudiants originaires de Ceylan attirés par ce groupe se trouvait notamment le jeune historien Colvin *Da Silva* (né en 1907).

4. Mitsos *Yotopoulos*, dit *Vitte* (1901-1965) était depuis plusieurs années le dirigeant incontesté de l'organisation archéiomarxiste de Grèce qui avait rejoint l'Opposition de gauche. Il avait assumé les fonctions de secrétaire international à partir de 1932 en Allemagne, puis à Paris et il semble bien qu'il ait informé de façon tendancieuse les membres de la section anglaise en leur présentant les propositions de Trotsky et du S.I. comme des directives obligatoires.

application de la proposition de Trotsky pour l'« entrée » dans l'I.L.P. du gros des forces de la League, suivit une ligne différente de celle de la « minorité », une quinzaine des trotskystes les plus jeunes et les plus inexpérimentés qui rejoignirent l'I.L.P. au début de 1934. Le S.I. reconnut alors les deux groupes comme « sympathisants » afin de protéger ceux qui entraient à l'I.L.P. contre des attaques en tant qu'« agents d'un organisme étranger ». La « majorité » considéra à tort cette « rétrogradation » comme une « punition » pour n'avoir pas tenu compte des conseils de Trotsky, un malentendu qui persista et conduisit à des difficultés en 1936-1937.

La « minorité » espérait vérifier dans la lutte si elle pouvait s'allier aux militants à l'intérieur de l'I.L.P. qui avaient déjà montré qu'ils prenaient une orientation révolutionnaire. Ils espéraient briser les compromis boiteux entre les stalinien et la direction centriste de Maxton et Brockway⁵ et, au mieux, gagner l'I.L.P. et l'amener à chercher un nouveau rapport avec la base du Labour Party et des Trade-unions, dans une lutte contre le réformisme et pour détruire l'influence du stalinisme qui paralysait les militants de l'I.L.P. en les isolant du mouvement de masse.

En novembre 1934, la « majorité » entraîna ses proches, une centaine environ, dans le Marxist Group de l'I.L.P. Ce groupe publia huit numéros de son *Marxist Bulletin*, adressé aux membres de l'I.L.P., dans les quatorze mois suivants. Certains de ceux qui adhéraient n'étaient pas convaincus d'avance de la nécessité de demander à l'I.L.P. de se prononcer pour la IV^e Internationale, mais le travail de ce groupe s'appuyait sur les documents de la Ligue communiste internationale.⁶ Il attira quelques militants qui avaient auparavant participé à la lutte en 1931-1932 pour la désaffiliation de l'I.L.P. du Labour Party⁷ que Trotsky approuvait. Qui-conque s'opposait à la désaffiliation était automatiquement aligné sur le réformisme et l'acceptation de l'« état d'urgence » imposé au groupe parlementaire par la direction réformiste. Quelques-uns connaissaient déjà le *Red Flag* et se réjouirent de l'entrée de la « minorité ». Ils étaient une avant-garde d'un mouvement bien plus large dans la classe ouvrière qui avait brutalement réalisé en 1933 que les conséquences de la victoire de Hitler étaient bien plus sérieuses que les banalités reconnues par la social-démocratie et le stalinisme. « Les illusions démocratiques » n'étaient

5. James Maxton (1885-1946) était à cette époque président de l'I.L.P. dont il incarnait l'aile droite et député de Glasgow depuis 1922. Archibald Fenner Brockway (né en 1888) était, lui l'animateur de la gauche de ce parti.

6. L'Opposition de gauche avait adopté à l'été 1933 le nom nouveau de Ligue communiste internationale.

7. Après la scission du Labour Party et le ralliement à l'union nationale des conservateurs de ses dirigeants historiques MacDonald et Snowden, un mouvement à « gauche » dans l'I.L.P. conduisit à la décision, prise en 1932, de ce dernier de mettre fin à son affiliation en tant que parti au Labour Party.

nullement détruites par la victoire du nazisme? Au contraire, le sentiment de défendre les conquêtes passées du mouvement ouvrier et les institutions démocratiques était considérablement renforcé. En 1933 et 1934, le Labour Party regagne aux élections le gros du terrain perdu devant la « coalition nationale »⁸ en 1931.

A la fin de 1934, l'appareil stalinien international lança des attaques d'une férocité sans précédent contre les groupes trotskystes hors de Russie. Elles reposaient sur les rapports soviétiques à la suite de l'assassinat du patron du parti à Leningrad, S.M. Kirov: les trotskystes étaient présentés comme complices de Hitler dans les complots pour renverser l'Etat soviétique et on préparait le terrain pour les attaques plus sérieuses encore qui suivirent les « procès de Moscou » en 1936-1938.

Le Marxist Group riposta aussitôt en publiant sa propre traduction de la brochure de Trotsky *L'Assassinat de Kirov* et atteignit le sommet de son influence au printemps 1935. L'I.L.P. cependant avait atteint un degré avancé de décomposition auquel contribuèrent les rapports de Russie. Ils encourageaient l'illusion que la seule façon de défendre la révolution et les résultats de la construction soviétique était de se rallier au stalinisme de façon a-critique. Ils nourrissaient aussi le scepticisme anti-marxiste qui assurait que, si des actes de terrorisme se produisaient en Russie, ils étaient la conséquence inéluctable du léninisme, les trotskystes devaient en partager la responsabilité et les victimes étaient à blâmer autant que leurs bourreaux. L'une et l'autre de ces conclusions contribuèrent à la démoralisation des militants.

Puis on se mit à spéculer si l'on pouvait appeler l'Union soviétique un capitalisme d'Etat, à suggérer que les rapports de production ne différaient pas, au sens historique, de ceux des pays impérialistes. On ne trouvait cette idée que dans les cercles centristes hostiles au marxisme.

A l'été 1935, le Marxist Group commença à discuter la question de son départ de l'I.L.P. et de son entrée dans le Labour Party. Toutefois dans la perspective des élections générales de novembre 1935, le groupe décida de tenter de s'allier aux dirigeants centristes de l'I.L.P. Jusqu'alors, il avait demandé à l'I.L.P. de soutenir tous les candidats de Labour Party sauf à certains endroits de la circonscription de Glasgow où l'I.L.P. avait des prétentions historiques⁹ et où les travailleurs considéraient les candidats du Labour comme des diviseurs. Sans l'espoir d'éviter le social-patriotisme, le Marxist Group prit alors la décision d'appeler au soutien de tous les candidats de l'I.L.P. et de quelques très rares candidats du Labour pacifistes.

8. La coalition nationale de 1931 regroupait les conservateurs, les libéraux et les « travaillistes nationaux » de J.R. MacDonald qui demeura au pouvoir comme Premier Ministre avec les voix de la droite.

9. Traditionnellement le député de Glasgow appartenait à l'I.L.P. A l'époque, c'était Maxton.

Ce soutien conditionnel aux candidats du Labour (contenu dans la formule : « Le Labour au pouvoir sur un programme socialiste »), impliquant le soutien de certains mais pas d'autres, était une erreur qui devait avoir des conséquences sérieuses bien que le groupe fût petit et incapable d'influer sur les résultats d'une élection.

La direction du Labour Party fit piètre figure, ne remportant que 120 sièges, mais le Marxist Group s'isola du mouvement général pour se débarrasser du gouvernement réactionnaire, laissant un espace dans le Labour Party dans lequel les staliniens s'engouffrèrent.

Ces résultats renforcèrent l'aile droite réformiste. Ils nourrirent également l'idée opportuniste selon laquelle une opposition efficace au gouvernement nécessitait un « Front populaire » du Labour Party, du parti communiste et de certains libéraux. Les dirigeants du Labour s'opposèrent véhémentement à ces propositions, non parce qu'ils avaient des objections de principe à une collaboration avec des partis bourgeois, mais parce qu'ils ne voyaient pas de raison de partager leur contrôle du mouvement ouvrier et les bénéfices personnels d'être les négociateurs uniques pour les masses avec la bourgeoisie. Avant les élections, ils avaient été d'accord avec les conservateurs pour renforcer les pouvoirs de la police et amorcer les préparatifs de réarmement. Leurs condamnations tapageuses des staliniens masquaient toutes les questions de principe et permettaient à ces derniers de se faire passer pour « progressistes ».

Peu après les élections, le Marxist Group conclut que sa politique avait été erronée, mais le problème ne fut pas sérieusement discuté et sa perspective resta obscure. Des tendances gauchistes commencèrent à poser la question, non seulement de savoir si des révolutionnaires devaient en principe soutenir des candidats du Labour, mais s'ils devraient entrer dans les partis réformistes. Et la capitulation du Marxist Group devant les centristes ne leur valut non plus aucun respect de la part de ces derniers.

La « Majorité » en 1934

Le *Red Flag* paru au printemps 1934 faisait une critique sérieuse de l'ultra-gauchisme du parti communiste et de la direction de l'I.L.P. Groves ¹⁰ y saluait le succès du Labour Party qui avait pour la première fois remporté la majorité au City Council de Londres, présentant l'événement comme la riposte prolétarienne à la violence révolutionnaire qui avait enlevé à la social-démocratie le contrôle de Berlin et, il y avait quelques jours seulement, de Vienne ¹¹. Un autre de ses articles commen-

10. Reg Groves (né en 1907), un ancien cadre jeune du P.C., avait dirigé le Balham Group puis la « majorité anglaise » qui s'était opposée à l'entrée dans l'I.L.P.

11. Allusion aux combats de février 1934 et à l'écrasement, dans la capitale autrichienne, des milices ouvrières socialistes, par les hommes du chancelier Dollfuss.

çait une évaluation de la signification de Palme Dutt ¹², le théoricien du parti communiste et de sa conception mécanique et boukhariniste du marxisme.

La « majorité » essaya alors d'étendre son influence en empruntant une ligne tournée vers le « liquidationnisme ». Ses membres devaient être libres de choisir leur propre perspective et d'agir dans quelque secteur que de ce soit du mouvement ouvrier qu'ils préféreraient. Ils se réuniraient, non pour élaborer une ligne commune, mais « entre amis », pour un échange d'idées.

Groves entra au Labour Party. Le *Red Flag* cessa de paraître et la Communist League disparut. Groves rejoignit la Socialist League, un rassemblement hétérogène de réformistes et de centristes de gauche, dirigés par un riche avocat, Sir Stafford Cripps ¹³. La Socialist League, constituée à l'automne 1932 et reconnue par le Labour Party, était formée surtout par des adversaires de la désaffiliation de l'I.L.P.. Elle avait toutefois évolué vers la gauche en 1934 et fait plusieurs déclarations rejetant la politique officielle du Labour Party qui s'appuyait sur la Société des nations comme une agence de paix. Elle refusait d'avance de soutenir la Grande-Bretagne impérialiste dans une future guerre impérialiste qui, annonçait-elle, serait présentée comme « une défense de la démocratie », voire « une défense de la Russie soviétique ». La direction était petite-bourgeoise, mais elle était une organisation nationalement reconnue de quelques 4000 membres, qui ne manquait pas de racines dans la classe ouvrière. En 1934-36, elle aurait pu jouer un rôle décisif comme centre de l'opposition ouvrière à la guerre impérialiste.

La Labour Party League of Youth

Pendant que ceux qui restaient dans l'ancienne « majorité » continuaient, presque sans contact avec le S.I. ou le Marxist Group, apparut une troisième tendance trotskyste, dans la Labour League of Youth, vers la fin de 1935. La Labour Youth League avait connu un développement étonnant, auquel n'avait pas contribué simplement la haine des conservateurs, mais la peur de la guerre et du fascisme également. A l'été 1934, la Young Communist League y gagna une large influence en dénonçant la signification de la politique extérieure des réformistes, à savoir que les jeunes travailleurs allaient devoir combattre leurs camarades de travail

12. Rajani *Palme Dutt* (né en 1896), fils d'un médecin indien, était entré au C.P.G.B. en 1920 et à son C.C. en 1922. Il avait été considéré comme un « théoricien » pendant la « troisième période ».

13. Sir Stafford *Cripps* (1889-1952) avocat et député, avait fondé la Socialist League en 1932 pour réunir les éléments « de gauche » qui ne voulaient pas quitter le Labour avec l'I.L.P.

dans les rangs des forces de l'impérialisme britannique, dans une guerre sanctionnée comme « juste » par la Société des nations.

Et voilà qu'en septembre 1934, l'Union soviétique rejoignit la Société des nations. La fraction anti-guerre dans la Labour League of Youth éclata et les trokystes, dirigés par Roma Dewar, ¹⁴ gagnèrent à eux des forces importantes. Charles van Gelderen, ¹⁵ d'Afrique du Sud et Kenneth Alexander ¹⁶ du Canada les rejoignirent vers la fin de 1935 et ils travaillèrent avec un petit groupe dirigé par Harber ¹⁷ qui avait quitté un peu avant le Marxist Group pour adhérer au Labour Party. Avec l'aide de membres du Marxist Group ils commencèrent à publier le journal trotskyste pour la jeunesse, *Youth Militant*, à l'intention de la Labour Youth.

Ils pensaient que l'« entrée » dans la Labour League of Youth ne serait nécessairement que brève. Les réformistes et les staliniens ne pouvaient tolérer leur activité et les trokystes devaient être vigilants pour saisir le meilleur moment pour devancer les inévitables exclusions et prendre la tête d'une rupture.

Printemps 36 : la Crise du Marxist Group

En novembre 1935, Alexander et un autre camarade canadien, Robertson, ¹⁸ rendirent visite à Trotsky en Norvège et y discutèrent une proposition selon laquelle le Marxist Group devait lancer une campagne pour établir avec précision son influence dans l'I.L.P. afin de pouvoir trancher dans les deux ou trois mois s'il devait ou non se préparer à entrer immédiatement dans le Labour Party. Il fallait réunir des signatures pour un manifeste. Il comprendrait plusieurs paragraphes et l'on demanderait aux membres de l'I.L.P. de ne signer que ceux avec lesquels ils étaient d'accord. ¹⁹ Robertson a raconté que Trotsky croyait que le Marxist Group avait eu raison d'agir avec prudence, mais que la situation avait été modifiée par le refroidissement des relations entre l'I.L.P. et les staliniens et les graves divergences que l'approche de la guerre provoquait entre pacifistes

14. Roma Dewar (née en 1910) était la sœur d'un militant de la majorité, ancien du Balham Group, Hugo Dewar et elle était entrée en 1934 dans la Labour League of Youth.

15. Charles van Gelderen (né en 1913), infirmier psychiatrique spécialisé en Afrique du Sud, était venu en Grande-Bretagne en 1935 et avait pris la tête des partisans trotskystes de l'entrée dans le L.P.

16. Kenneth Alexander était le pseudonyme de Kenneth Johnstone (1910-1978), un Canadien venu en Europe avec son beau-frère E. Birney en 1935 et qui avait avec lui visité Trotsky à Hønefoss en 1936.

17. Denzil D. Harber (1909-1966), entré au P.C. en 1929, avait été déçu par un séjour en U.R.S.S. et avait pris contact en 1933 avec la Communist League, dans laquelle, quelques mois plus tard, il dirigea le groupe favorable à l'entrée dans l'I.L.P. Il avait quitté ce dernier en 1935 estimant toutes les possibilités dans l'I.L.P. et pris l'initiative de proposer l'entrée dans le Labour Party.

18. E. Robertson était le pseudonyme d'Earle Birney (né en 1904, un membre canadien de la C.L.A., section américaine de l'Opposition de gauche, venu en Grande Bretagne en 1934 avec une bourse de doctorat, qui avait milité dans le Marxist Group de l'I.L.P. et pris l'initiative de proposer l'entrée dans le Labour Party.

19. Houghton Library, « Exile Papers », b MS Rus. 13.1, 16326 et 16359.

et révolutionnaires. Les articles du *Manifeste* appelaient l'I.L.P. à :

— créer des fractions dans le Labour Party, les Trade-Unions et les organisations coopératives.

— envoyer sa petite section jeune dans la Labour League of Youth.

— rejeter le pacifisme dans une conférence particulière; cet article ne devait pas mentionner la IV^e Internationale.

— reconnaître la faillite du « bureau de Londres » et déclarer la IV^e Internationale.

Si la direction centriste tentait de supprimer le Marxist Group, il riposterait en luttant pour la démocratie interne. Robertson a rapporté l'opinion de Trotsky :

« Le stalinisme retranché dans les jeunesses du Labour Party sera l'ennemi le plus impitoyable que nous puissions affronter ... Même si le travail principal au sein des masses, comme vous le pensez, peut maintenant être mené au sein des syndicats et du mouvement coopératif sans qu'on appartienne véritablement au Labour Party, cette situation ne durera pas : et le Marxist Group ne devra pas non plus trop compter sur des scissions à gauche du Labour Party rejoignant l'I.L.P. »²⁰

Trotsky suggérait également que les quatre députés I.L.P. au Parlement devaient utiliser le Parlement non pour s'y livrer à des improvisations individuelles, mais en porteurs des mots d'ordre et de la plate-forme du parti. Des déclarations internationalistes faites par eux auraient un impact à l'échelle mondiale. Le Marxist Group devrait aussi reprendre une suggestion de Fenner Brockway (pendant la brève période où Maxton lui permit d'appeler à la mobilisation des ouvriers britanniques pour empêcher la bourgeoisie de soutenir l'agression italienne en Abyssinie²¹ en lui fournissant du matériel de guerre) qui proposait la formation de « comités d'action » qui soient des passerelles entre grèves officielles et grèves sauvages et entre les groupes révolutionnaires et les organisations de masse.

Certains membres du Marxist Group espéraient toutefois demeurer indéfiniment dans l'I.L.P. Affirmant qu'il offrait une base pour la propagande anti-guerre, ils posaient la question de savoir si, « dans le principe », ils devaient rejoindre le Labour Party et sa direction ouvertement social-patriote. D'autres espéraient gagner un soutien plus important dans l'I.L.P. voire le gagner dans son ensemble. Quelques-uns croyaient que les centristes allaient rapidement les chasser de l'I.L.P. et voulaient constituer un nouveau groupe « ouvert ». D'autres encore oscillaient entre ces deux positions.

20. Notes de Birney sur son entrevue avec Trotsky, Birney Papers, Université de Toronto.

21. Le 3 octobre 1935, l'armée italienne avait attaqué le royaume d'Éthiopie, déclenchant la « guerre d'Abyssinie » et une sérieuse crise internationale.

Les racines politiques de ces divergences résident en premier lieu dans le conflit entre l'« attraction » des luttes dans le Labour Party et les méthodes « gauchistes » encouragées pendant la « troisième période » et, deuxièmement, dans l'atmosphère même de l'I.L.P., failli et désintégré, et dans leurs espoirs déçus.

Le 18 décembre 1935, le comité exécutif du Marxist Group se mit d'accord « après en avoir longuement discuté » pour préconiser le lancement d'une campagne sérieuse jusqu'à la conférence annuelle de l'I.L.P. de Pâques 1936, l'envoi en Ecosse et en Galles du Sud d'organiseurs, la constitution d'une fraction disciplinée dans la Labour League of Youth, et l'ouverture de négociations de Robertson avec Harber et Groves pour mettre sur pied un comité élargi²². Les membres furent d'accord mais adoptèrent aussi une motion de James²³ précisant : « Nous ne recommandons pas que tous les contacts aillent dans la Labour League of Youth ». ²⁴

En février 1936, Peter J. Schmidt²⁵ vint à Londres. C'était un ancien dirigeant de la gauche du parti social-démocrate hollandais et un membre du secrétariat d'Amsterdam. Comme Trotsky le craignait, il découragea les préparatifs du passage des forces trotskystes au Labour Party. Robertson proposa de nouveau, peu après son retour au Nouveau Monde, à la fin de février, que les membres du Marxist Group adhèrent individuellement au Labour Party, y rejoignent les trotskystes, créent le comité de rédaction d'un journal « indépendant » et, avec ces objectifs en vue, continuent la campagne autour du manifeste. La discussion de cette motion fut refusée et il semble qu'il n'ait pas été fait grand chose pour organiser la « campagne ». ²⁶

Les conférences de Pâques 1936

Pendant que le Marxist Group hésitait, les « entristes » dans la Labour League of Youth et le Labour Party formèrent le « Bolshevik-Leninist Group in the Labour Party » clandestin, à la mi-mars 1936. Ils définirent son objectif comme étant :

22. Houghton Library, « Exile Papers », bMSRus 13-1, 16328.

23. Cyril L.R. James (né en 1901, venu de Trinidad en 1933, journaliste sportif, venait de rejoindre le Marxist Group. Ce militant noir était un rassembleur d'Africains et un orateur exceptionnel en même temps qu'un historien de qualité.

24. « Exile Papers »..., 16328.

25. Peter J. Schmidt (1896-1952), ancien chef de file de la gauche du parti social-démocrate néerlandais, avait dirigé depuis 1932 le parti O.S.P. qui venait de fusionner avec le R.S.P. pour constituer le R.S.A.P. dont il était, avec Sneevliet, l'un des principaux dirigeants. Schmidt avait signé la Lettre ouverte pour la IVe Internationale l'année précédente. Il faisait partie du « secrétariat d'Amsterdam », en fait secrétariat de la commission de contact des signataires de cette lettre.

26. « Exile Papers »..., 16335.

« de propager dans le mouvement ouvrier soi-disant « organisé » les principes du trotskysme, de former un groupe plus large autour de certains points et de constituer une aile « militante » qui soutienne ouvertement la IVe Internationale et l'ensemble de son programme ». ²⁷

Youth Militant comptait quatre délégués à la conférence de la Labour League of Youth à Pâques et quatre autres délégués étaient des partisans de Groves. Leurs perspectives semblaient bonnes ; dans les élections à la direction, un réformiste arriva en tête du scrutin avec 160 voix sur 180, Ted Willis ²⁸ (alors agent stalinien de premier plan, élevé au bon moment à la Chambre des Lords) obtint 120 voix et Roma Dewar 90, ce qui, écrivit Alexander à Trotsky, « illustre assez bien le rapport des forces » ²⁹.

Les bureaucrates réformistes, inquiets des tendances d'opposition influencées par le trotskysme et le stalinisme au sein de la Labour League of Youth, demandèrent à la conférence que l'âge maximal d'appartenance soit ramené à 21 ans et que ses membres ne fassent aucune déclaration politique. Ces propositions furent soumises à la conférence annuelle du Labour Party, six mois plus tard, et acceptées, mais elles obscurcirent toute la conférence des Jeunesses où les staliniens purent présenter leur capitulation politique devant le réformisme comme un pas vers « l'unité », à la lumière de quoi les propositions de la droite n'étaient pas une initiative politique mais « déraisonnable ». La conférence accepta une proposition de « lutte pour la paix » au moyen de « conseils » réunissant des représentants de la Labour Youth avec ceux de la Youth Communist League ainsi que d'organisation bourgeoises comme les boy-scouts.

Le Marxist Group au contraire subit une lourde défaite à la conférence de l'I.L.P. qui se tint au même moment. Le débat politique central portait sur une motion qui soutenait l'activité indépendante de la classe ouvrière pour empêcher l'impérialisme italien de recevoir du matériel de guerre et de l'utiliser contre l'Abyssinie. Le premier orateur fut C.L.R. James dont le talent oratoire mit en valeur la signification internationale des luttes des peuples opprimés pour leur indépendance et les devoirs des travailleurs des pays impérialistes. La motion fut adoptée, contre la direction, par 70 voix contre 50, une défaite politique pour les pacifistes dont le mot d'ordre « Maudites soient vos deux maisons ! » refusait la responsabilité de défendre l'Abyssinie et leur permettait de déplorer la guerre sans s'y opposer, autrement qu'en paroles, à ceux qui la faisaient ou en tiraient profit.

Le résultat était important, non parce qu'il apportait une aide effec-

27. *Ibidem*, 2083.

28. Willis, qui travaillait probablement en liaison avec le P.C. collaborait au journal *Advance* qui répétait les thèmes de la politique du Front populaire.

29. « Exile Papers »..., 2084.

tive pour laquelle il arrivait trop tard, mais parce qu'il montrait qu'un « bloc » des trotskystes avec des centristes anti-trotskystes pouvait gagner l'I.L.P. à « résister à la guerre » non par une abstention pacifiste intellectuelle, mais en lançant un défi à l'emprise des dirigeants réformistes sur les organisations ouvrières.

Maxton connaissait bien ce qui était l'enjeu. Il déclara aussitôt que les quatre députés quitteraient le parti s'ils avaient à soutenir cette décision. Brockway sauva alors la situation : afin de « préserver l'unité du parti », qu'on renvoie la question à un « plébiscite » de tous les membres du parti. Ce procédé était depuis longtemps de tradition dans l'I.L.P. pour éviter de prendre des décisions difficiles. Il était de toute évidence destiné à mobiliser les membres passifs, arriérés et vieux jeu contre les trotskystes, mais les centristes de gauche refusèrent de rompre avec les pacifistes et la proposition fut adoptée à une large majorité.

Les trotskystes subirent alors de nouvelles défaites dont la plus sévère fut le soutien écrasant du « bureau de Londres »³⁰ contre la IV^e Internationale. Une « couverture » démocratique leur ayant été offerte pour submerger les principes de l'I.L.P., les députés pouvaient désormais se dispenser d'avoir à s'excuser de tolérer les trotskystes dans leur parti. On adopta une motion qui interdisait les fractions organisées ou la distribution de littérature fractionnelle dans l'I.L.P. destinée directement à empêcher les trotskystes de présenter leur point de vue lors du plébiscite. Les staliniens s'étaient montrés incapables de conserver leur masque d'opposants « loyaux » et avaient quitté l'I.L.P. Les centristes pouvaient maintenant se passer des trotskystes dont ils n'avaient désormais plus besoin comme contrepoids aux staliniens.

Aussitôt le Marxist Group proposa aux centristes de gauche (qui soutenaient avec enthousiasme l'« interdiction » des groupes) une campagne commune pour l'emporter lors du plébiscite, dans l'espoir que leur travail d'organisation dans le pays tout entier ferait d'eux un centre de ralliement. En fait, il y avait peu de monde à rallier. Brockway formula les questions du plébiscite de façon à obscurcir les problèmes et la direction l'emporta par une majorité des deux tiers dans un vote d'environ 1750 voix, autrement dit, par 740 voix contre 555.

La conférence « de Genève » et les discussions de l'automne 1936

La « première conférence internationale pour la IV^e Internationale », dite « conférence de Genève », se tint du 29 au 31 juillet 1936. Le Marxist

30. On appelait alors « bureau de Londres » le bureau international pour l'unité révolutionnaire, formé de partis « centristes », dont l'I.L.P. était l'âme, qui avait été renforcé par le S.A.P. et dont le P.O.U.M. fut membre.

Group était représenté par James (qu'il avait élu de préférence à Matlow³¹ parce que ce dernier préconisait un retrait organisé de l'I.L.P.); Harber représentait le Bolshevik-Leninist Group in the Labour Party, et la délégation britannique comprenait également Nicholls et May Matlow.

Trotsky avait fait de son mieux, sans succès, pour assurer la présence d'un représentant du groupe Groves.³² Après la conférence, Braun, membre du S.I., lui écrivit, mi-figue, mi-raisin :

« D'après ce qui s'est passé, il me faut déclarer que le groupe Groves afin de donner une impression de sincérité, utilise en fait vos articles aux seules fins de décoration, à la Nin. Ce n'est pas réellement pour des raisons financières que le groupe Groves n'a pas réussi à envoyer un représentant puisque l'un d'entre eux, au même moment, se rendit à l'Olympiade à Barcelone. »³³

Le groupe bolchevik-léniniste présenta à la conférence une déclaration sur « La Perspective britannique » : elle contenait la formulation la plus élaborée de la perspective « entriste » à ce moment-là, probablement rédigée par Harber :

« La situation économique actuelle en Grande-Bretagne se caractérise par une conjoncture de boom, due en partie à la tendance à la montée inévitable qui a suivi la crise de 1929-1933 et en partie à la grande expansion des armements.. Il ne faut pas s'attendre à un retour immédiat aux conditions de crise, il semble probable que nous sommes au seuil d'une vague de grèves... due à l'accroissement du militantisme qui accompagne généralement un mouvement économique ascendant.. [ce qui] amènera une orientation décisive à gauche dans le mouvement politique, renversant ainsi le cours des événements en France. Sur la pression de la base, les dirigeants du Labour seront forcés de faire preuve d'un semblant de combativité et de « conduire » les ouvriers de manière à les trahir. Les premiers résultats d'un tel tournant à gauche... ce sera l'afflux de masses de travailleurs dans les syndicats et dans le Labour Party... Dans la mesure où les masses perdent confiance dans la direction du Labour Party à la lumière de ces trahisons nombreux seront ceux qui se tourneront vers ce qui leur apparaît comme l'alternative révolutionnaire, le parti communiste.. Il ne semble guère probable que la Socialist League jouera le rôle important dans ce tournant à gauche.. Son influence s'accroît dans les régions industrielles.. cette évolution n'est pas assez rapide.. Le travail dans l'I.L.P. est maintenant devenu totalement improductif.. Notre lutte ne peut être victorieuse si elle reste confinée dans un minuscule « parti » centriste et à attendre que les masses perdent leurs illusions sur le réformisme et le stalinisme de leur propre mouvement.. Il nous faut aller aux masses, leur expliquer leurs

31. Albert *Matlow* (né en 1898) était membre de l'I.L.P. quand il avait participé à la fondation du Marxist Group. Très séduit en 1935 par Fenner Brockway, il était en 1936 partisan d'un départ « en ordre » de l'I.L.P. pour le L.P., alors que James de toute évidence continuait à miser sur Brockway et se refusait à quitter l'I.L.P.

32. Cf. *Œuvres*, 10, pp. 228-229.

33. « Exile Papers »..., 5998. C'était Hugo Dewar qui s'était rendu à la Spartakiade de Barcelone.

propres expériences jusqu'à ce que soit venu le moment de rompre pour former... la section britannique de la IV^e Internationale».

C.L.R. James fit une énorme impression personnelle sur la conférence de «Genève», mais la résolution, qui émana de la commission britannique et qui fut approuvée, parlait de :

«...la nécessité la plus urgente d'effectuer, dans le laps de temps le plus court possible, l'unification des trois groupes anglais... Il fallait mettre un terme à l'expérience au sein de l'I.L.P. et le groupe qui fonctionnait maintenant à l'intérieur de cette organisation devrait transporter son champ d'opérations vers les organisations de masse, précisément vers le Labour Party et la Labour League of Youth. Les bolcheviks-léninistes dans l'I.L.P. pourrait poursuivre le travail syndical, mais cela se ferait de manière beaucoup plus efficace s'ils n'étaient pas associés dans l'esprit des travailleurs à la banqueroute de l'I.L.P. L'appartenance à l'I.L.P. érige un mur impénétrable entre les bolcheviks-léninistes et le mouvement de masse des jeunes [...] Le moyen concret d'effectuer le départ de l'I.L.P. et l'entrée dans le Labour Party et l'organisation de jeunesse, comme celui de réaliser l'unification des forces de la IV^e Internationale en Angleterre à l'intérieur du Labour Party devrait être laissé aux soins des camarades anglais dans son élaboration...»³⁵

A Londres, deux conférences, les 10 et 11 octobre 1936, discutèrent la résolution de «Genève» et là on commença à examiner les divergences politiques réelles latentes dans la discussion et qui allaient bien au-delà de tout désaccord personnel entre les trois tendances. James réunit le 10 octobre une conférence du Marxist Group, au nombre de 34, dont il pensait qu'ils étaient tous opposés à une entrée totale dans le Labour Party. Il proposa très largement aux trois groupes de fusionner et que le groupe qui serait issu, qui ne serait pas assez puissant pour travailler totalement à découvert, ferait un travail de fraction à la fois dans le Labour Party et dans l'I.L.P. La perspective de travail de ces fractions n'avait pas, semble-t-il, été envisagée au-delà d'un «rassemblement des forces» pour ce nouveau groupe «indépendant». Le Labour Party était le principal champ d'action, mais on ne demanderait à personne de quitter l'I.L.P. s'il ne souhaitait pas le faire. Ce nouveau groupe adopterait et vendrait le nouveau journal que James s'était arrangé pour présenter de sa propre initiative et qui appellerait ouvertement à la IV^e Internationale.

Contre James, Sam Collins, le chauffeur de taxi qui avait rendu visite à Trotsky au cours de l'été et avait présenté la célèbre «Entrevue sur les problèmes britanniques»³⁶ soutenait à la lettre les propositions de «Genève». Cooper, qui désirait que les efforts portent principalement sur

34. *Ibidem.*, 16357.

35. *Ibidem.*

36. Cf. *Œuvres*, 11 pp. 56-64.

une appartenance prolongée à l'I.L.P., força James à admettre qu'il ne pensait pas que l'I.L.P. s'effondrerait bientôt et qu'il le considérait comme la meilleure plate-forme pour la propagande révolutionnaire.

Harber, qui était là comme délégué fraternel de son groupe, força alors James à admettre que, bien qu'il eût pris part à la rédaction de la résolution de Genève, il ne lui donnait pas le même sens que ceux qui l'avaient rédigé y mettaient. Un grand pas était fait vers la clarté. Les voix pour sa proposition furent de 11 contre 10. L'assemblée élut alors une nouvelle direction pour le Marxist Group qui fit un effort inutile pour lier tous ceux qui étaient présents dans un soutien aux propositions de James à l'assemblée commune de tous les groupes le lendemain, qu'ils soient ou non d'accord avec eux.

Le 11 octobre, la « conférence de tous les bolcheviks-léninistes britanniques » s'ouvrit par un rapport du groupe Harber-Alexander. Il revendiquait une soixantaine de membres à Londres, dont quarante dans la Labour League of Youth. les ventes du *Youth Militant* avaient atteint le chiffre de 800 pour le numéro d'octobre. L'augmentation des adhésions provenait de la base du Labour Party avec quelques-uns du Marxist Group et treize anciens membres du parti communiste. La déclaration était :

« Nous sommes tombés d'accord sur le principe de la fusion [...] sur la base de la conférence de Genève [...] Nous avons contacté la Marxist League (groupe Groves) pour une réunion commune [...] Ces efforts ont été vains [...] Par respect pour le Marxist Group, nous avons entrepris d'organiser une activité commune sur des points spécifiques, en reconnaissant l'impossibilité de la fusion étant donné les divergences politiques existantes. La résolution James [...] en insistant sur le fait que le principal terrain d'action se trouve dans le Labour Party, offre une base pour au moins une discussion de la possibilité de fusion de tous les groupes... »³⁷

Le groupe Groves ne donnait aucun renseignement sur son importance ou son activité. Il exprimait l'opinion que « la période pour un travail exclusif au sein du Labour Party touche à sa fin », et suggérait aux « camarades dans l'I.L.P. de définir un programme d'action pour le travail dans l'I.L.P. et se mettre à l'ouvrage pour en convaincre les membres de l'I.L.P... »

Ce serait fou pour les camarades de l'I.L.P. de rompre avec cet organisation parce qu'elle refuse son soutien à la IV^e Internationale, et puis de rejoindre le Labour Party [...] Nous devons assurer une reconversion effective d'autant de membres de l'I.L.P. que possible vers un travail unifié et un contact étroit avec le Labour Party et les membres des syndicats... »³⁸

37. Archer, *Trotskyisme in Britain*, p. 224 sq, sur la base du compte rendu conservé à la Bibliothèque de l'Université de Hull.

38. *Ibidem*, p. 225.

Le Marxist Group affirmait avoir une quarantaine de membres à Londres, soit 80 au total, avec les groupes de province. Il était « responsable » d'environ 1800 exemplaires de *Fight*. Certains de ses membres étaient aux conseils de syndicats, etc.

La conférence constitua un comité de coordination qui, on l'espérait, « servirait de force de cohésion pour tous les groupes », dans la perspective d'une fusion organisationnelle et de dispositions pour que les journaux soient complémentaires au lieu de se recouper ou d'être concurrents, de la préparation d'un plan de travail commun et de l'élaboration d'une thèse politique et d'un bulletin intérieur communs. Le comité, en fait, ne réalisa rien de tout cela et, après sa première réunion, le groupe Harber désigna la difficulté sous-jacente dans une déclaration qui demandait : le Marxist Group restait-il attaché à l'I.L.P. comme terrain d'action principal, tout en soutenant en paroles la nécessité d'un travail accru dans le Labour Party ? La fusion ne pouvait être réalisée sans accord sur une tactique commune.

Le numéro 1 de *Fight* parut juste avant le 10 octobre. Il dénonçait en première page les dirigeants de l'I.L.P. Ces derniers exclurent aussitôt James et menacèrent d'exclure quiconque apporterait son soutien à *Fight*. Maxton et les autres députés envisageaient un pacte avec l'opposition libérale au Parlement. Brockway était aussi engagé dans une négociation avec les dirigeants du P.C. et de la Socialist League sur une « campagne d'unité » — plan destiné à mobiliser la gauche pour persuader les réformistes d'admettre les staliniens dans le Labour party sur la base de leur accord de ne pas critiquer le social-patriotisme. Il semble aussi que Brockway, de façon caractéristique, ait joué avec l'illusion qu'il pourrait d'une certaine manière détourner l'hostilité des staliniens envers le P.O.U.M., s'il pouvait démontrer que ce dernier et l'I.L.P. n'étaient pas « réellement trotskystes » !

Le S.I. écrivit au Marxist Group le 7 novembre pour le presser de contre-attaquer politiquement et de se préparer à la rupture. Il écrivait en particulier : « Nous regrettons vivement que vous n'ayez pas pris publiquement position en relation avec le congrès de la Paix de Bruxelles... une telle résolution, issue de la base même de l'I.L.P. aurait été d'une immense valeur pour combattre les centristes du bureau de Londres ». ³⁹ C'était le « congrès international » réuni par le bureau international pour l'unité socialiste révolutionnaire de Brockway à la fin d'octobre 1936. Les fonctions de ce congrès étaient de dissocier les participants centristes, en particulier le P.O.U.M., de toute vague idée d'association avec la IV^e Internationale ; de présenter le P.O.U.M. comme l'avant-garde de la révolution européenne, de jouir du reflet de sa gloire et de soulever dans

39. *International Internal Bulletin* n° 1, 1936 & Archer, *op. cit.*, p. 283-285.

les esprits de ses dirigeants des espoirs d'aide que les autres participants ne pouvaient en rien remplir.

Le 15 novembre, des membres du Marxist Group se réunirent à Londres et se mirent d'accord, par 16 voix contre 6, sur la nouvelle proposition de James : le Marxist Group quitterait l'I.L.P. et se déclarerait nouveau groupe indépendant et « ouvert ». Cooper et certains de ceux que l'I.L.P. n'avait pas exclus, voulaient y rester encore.⁴⁰ Alors, le 13 décembre, le bureau international se réunit. Alexander était présent. Le bureau envoya une longue lettre explicative au Marxist Group se référant à l'expérience d'« entrée » en France et en Belgique avec cette mise en garde :

« ..Si nous restons au-dehors, nous serons considérés comme des sectaires impuissants et inguérissables qui redoutent le contact avec les masses, mais qui veulent s'imposer à elles en tant que sages conseillers, de l'extérieur ».⁴¹

Le groupe Harber, voyant trop de choses dans cette lettre qui affirmait que le S.I. pourrait « se considérer comme obligé de reconsidérer ses relations avec une minorité qui s'opposait à la volonté de la majorité », écrivit alors au S.I. le 29 décembre. Il relatait le fait exact que la Marxist League était en train d'organiser la distribution du bulletin du P.O.U.M. en Grande-Bretagne et s'opposait à *Youth Militant* dans la section jeune de la Socialist League. Il disait aussi que James était en train de s'éloigner du marxisme dans une direction ultra-gauchiste. Il préconisait, comme meilleur moyen d'arriver à une section britannique unifiée, le retrait par le bureau de la reconnaissance des autres groupes, afin qu'ils se désintègrent et que leurs meilleurs éléments rejoignent le groupe Harber. Le bureau n'accepta pas. James aussi était préoccupé par la possibilité d'être répudié par le bureau et il écrivit à Vereeken lui demandant à lui et à Lesoil⁴² d'intervenir pour lui. Vereeken répondit qu'il était peu probable que les membres du bureau traitent ce problème de cette façon.

La guerre civile en Espagne et les divergences sur le rôle du P.O.U.M.

Il semble que la principale préoccupation de Groves ait été d'éviter de s'engager à travailler soit avec le S.I. soit avec le groupe Harber-Alexander. Déjà le 28 mai 1936, son groupe, la Marxist League, avait écrit en réponse à un appel de Trotsky :

« Vous dites que « nous avons besoin d'entrer immédiatement en association suivie avec le S.I. » Si par association vous entendez échange de documents, nous

40. *Ibidem*, p. 225.

41. « Exile Papers », ..., 16505.

42. Georges Vereeken (1898-1978), chauffeur de taxi à Bruxelles, et Léon Lesoil (1892-1942), géomètre des mines à Charleroi, tous deux anciens membres du C.C. du P.C. belge, étaient deux des principaux dirigeants de la section belge.

sommes d'accord sans réserves. Mais nous avons le sentiment que nous ne pouvons pas nous engager à accepter les décisions prises par un organisme sur lequel nous n'avons aucune information sur la façon dont il a été élu, etc. et c'est pourquoi nous préfererions ouvrir la discussion avec eux avant de nous lier». ⁴³

En mai 1936, le *Red Flag* reparut. Il répondait à des calomnies précises contre Trotsky mais ne se disposait pas à organiser la résistance à la pénétration stalinienne que la Socialist League était en train de connaître. En même temps, les jeunes qui soutenaient la Marxist League et contrôlaient *Socialist Youth*, organe mensuel des jeunes de la Socialist League, s'opposaient aux avertissements de *Youth Militant* qui disait qu'on préparait un *coup* contre la gauche.

Au début de la guerre civile en Espagne en juillet 1936, les dirigeants de la Socialist League soutinrent la lutte révolutionnaire des milices ouvrières et des comités ouvriers, ainsi que la saisie des terres par les paysans. A l'automne cependant ils battirent en retraite sous la pression stalinienne et bourgeoise et Groves dut faire face à leur capitulation sur toute la ligne, ce à quoi il n'était pas préparé et qui l'isola politiquement. L'appareil stalinien monta contre lui une campagne sauvage meurtrière, cependant que ses collègues dans la direction petite-bourgeoise de la Socialist League refusaient de le défendre alors que la base ne comprenait pas ce qui arrivait.

Après les procès de Moscou en août 1936 cependant Harry Wicks, ⁴⁴ un proche collaborateur de Groves, et C.L.R. James participèrent activement au comité de défense de Trotsky et à la défense de l'honneur politique de Trotsky. La Marxist League et le Marxist Group, cependant, étaient en train de s'adapter politiquement au centrisme de l'I.L.P. et de son corollaire espagnol, le P.O.U.M., en prenant la défense de ce dernier dans son échec à mettre sur pied une opposition consistante au gouvernement bourgeois de Front populaire, et prenant ainsi sa défense contre les critiques de Trotsky, une attitude dont bénéficia Brockway.

A la fin de 1934, la plupart de ceux qui, en Espagne, s'étaient considérés comme partisans de Trotsky avaient décidé, après une longue discussion, de ne pas tenir compte de son conseil d'entrer dans le parti socialiste. Au lieu de cela, ils avaient fusionné avec le soi-disant « Bloc ouvrier et paysan », dirigé par Joaquín Maurín, ⁴⁵ pour former le P.O.U.M. Le groupe Maurín avait une conception du stalinisme bien différente de celle de Trotsky. Ils pensaient que Staline et Boukharine

43. « Exile Papers », ...2061.

44. Harry Wicks (né en 1905), cheminot, un des fondateurs des J.C. britanniques révoqué après la grève générale, avait séjourné à Moscou plusieurs années et avait été l'un des fondateurs du Balham Group. Il avait ensuite milité avec Groves.

45. Joaquín Maurín Julia (1895-1973) était un ancien dirigeant de la C.N.T. et de la Fédération catalano-baléare du P.C. d'Espagne. Il avait été exclu en 1930.

avaient eu raison de subordonner le P.C. chinois au Guomindang en 1925-1927 et ne critiquaient que les aspects ultra-gauchistes du stalinisme qui avaient été mis en avant de 1928 à 1935. Ce qui pourrait apparaître superficiellement comme un débat sur l'histoire eut de très sérieuses conséquences pratiques. Au début de 1936, le P.O.U.M. signa le programme du Front populaire qui s'opposait à la nationalisation de la terre et des banques. Un de ses dirigeants, Andrés Nin, entra dans le gouvernement bourgeois de Catalogne comme ministre de la Justice. Le P.O.U.M. était désormais enfermé sans espoir dans ses propres contradictions. Il n'arriva pas à reconnaître que la politique de Staline et de ses agents en Espagne consistait à abattre les mouvements révolutionnaires des ouvriers et des paysans (dans l'espoir d'amener les gouvernements de Grande-Bretagne et de France à garantir les frontières de l'Union soviétique contre Hitler). Ses efforts pour apaiser le gouvernement de Front populaire et en même temps défendre les milices, les saisies de terres et le contrôle ouvrier dans l'industrie étaient submergés par la calomnie qui en faisait un parti « trotskyste » et un allié de Hitler pour abattre le Front populaire et assurer la victoire de Franco.

La politique préconisée par le P.O.U.M. et défendue par Groves et James a été baptisée ultérieurement « Front populaire de combat ». Elle consistait en références, dans un langage très radical, au « socialisme » et à « la révolution », associées à des appels à « pousser en avant le Front populaire », à « l'obliger à aller à gauche », ou à « aller au-delà » de la coalition des partis ouvriers avec les partis bourgeois, dans laquelle le P.O.U.M. avait contribué à subordonner les intérêts du prolétariat à la défense de l'Etat bourgeois.

Au début de mai 1937, le Front populaire, avec l'aide des agents du G.P.U. en Espagne, enleva aux ouvriers anarchistes le contrôle du central téléphonique de Barcelone dont ils étaient maîtres, ce qui leur permettait de suivre les intrigues au sommet du gouvernement. Les dirigeants anarchistes et les partisans de la direction du P.O.U.M. les appelèrent à arrêter les combats au nom de l'« unité » avec le gouvernement. Cette capitulation, comme les efforts de la direction du P.O.U.M. pour prendre ses distances vis-à-vis du « trotskysme » ne réussit pas à les protéger de la persécution sans pitié du G.P.U.

Quand, en mai et juin 1937, le P.O.U.M. se montra incapable de se sauver lui-même de la destruction des mains des forces armées du Front populaire et du G.P.U. la démoralisation de ceux qui, en Grande-Bretagne, avaient foi en lui, n'en fut que plus grande. Le dernier numéro de *Red Flag* parut en mai 1937 : le *Fight* de James tint jusqu'en novembre.

Les travailleurs britanniques plaçaient de grands espoirs dans le Front populaire en Espagne. La destruction du P.O.U.M. et l'échec des mesures révolutionnaires prises par les ouvriers et les paysans au début de la guerre, contribuèrent à renforcer les dirigeants réformistes du Labour

Party dans leurs efforts pour protéger l'Etat bourgeois contre les initiatives de la classe ouvrière cherchant à s'opposer aux préparatifs de guerre ou à la tolérance des activités fascistes. Alors que la droite manœuvrait pour garder son emprise sur les organisations locales du parti, les staliniens cherchaient à « faire pression » sur le gouvernement conservateur en présentant une « union de la gauche » sur un programme acceptable par les libéraux au Parlement, comme leur alternative « progressiste » à la politique de la direction du Labour.

Dans ce cadre, les trotskystes subirent deux coups au printemps de 1937. A la conférence de Pâques de la Labour Party League of Youth, Ted Willis, le dirigeant de la fraction stalinienne, infligea une sévère défaite au *Youth Militant* et à *Socialist Youth* dans une atmosphère où la répression bureaucratique avait eu un effet de démoralisation. A partir d'août 1936, les staliniens avaient concentré leur tir sur la gauche de la Labour League of Youth, utilisant deux arguments :

« La guerre est imminente : la possibilité d'une opposition révolutionnaire à la guerre est une utopie ; elle peut être retardée par une alliance entre la Grande-Bretagne et l'Union soviétique pour protéger les frontières occidentales de la Russie ».

Quiconque mettait en garde contre le fait que cette ligne conduisait la jeunesse dans une « union sacrée » avec la bourgeoisie britannique devenait un allié de Hitler contre la « défense de la démocratie ». ⁴⁶

A la mi-mai 1937, les agents staliniens dans la Socialist League parvinrent à un accord avec ses dirigeants pour y mettre fin. Il priva ainsi la gauche d'un point d'appui dans l'espoir d'amener les dirigeants réformistes à conseiller au gouvernement de garantir les frontières occidentales de l'U.R.S.S. en échange d'un soutien politique dans la guerre qui venait, débarrassant ainsi la voie du parti communiste de ce qui aurait pu devenir un sérieux obstacle politique et un centre de ralliement pour les militants qui se rapprochaient de la IV^e Internationale.

Conclusion

D'après les documents du S.I. et du groupe Harber-Alexander, il ne fait aucun doute que ce groupe avait développé une conception bien plus élaborée de l'entrée dans le Labour Party que les autres groupes. Sa déclaration à la conférence « de Genève » avait déjà esquissé l'idée de rallier à la IV^e Internationale celles des forces du prolétariat qui ne pouvaient à l'époque lutter que dans l'appareil réformiste et dont les luttes tendaient par conséquent à provoquer des luttes de dislocation.

Ce n'était qu'en combinant l'expérience des trahisons réformistes

46. Il s'agit du résumé d'arguments, pas de citations, malgré les guillemets.

avec la politique trotskyste que ces militants pouvaient être conduits à reconnaître qu'ils ne pouvaient réaliser leurs aspirations sans se joindre à la construction de la IV^e Internationale. «L'entrisme» ne serait pas une opération à court terme destinée à amener une poignée de militants dans quelque minuscule groupe «indépendant», mais un élément de sauvegarde de militants pour le bolchevisme, dans la crise historique de l'appareil réformiste.

Les bases sur laquelle la résolution «de Genève» recommandait l'entrée, étaient solides en elles-mêmes mais relativement limitées. Ni cette résolution, ni aucune des lettres du S.I. à l'automne 1936 n'analyseraient les particularités historiques du Labour Party et la toile de fond des discussions sur l'entrisme en Grande-Bretagne au cours des premières années de l'Internationale communiste. Elles ne rappelaient pas non plus que le «tournant» vers l'I.L.P. deux ans auparavant était destiné à ramener l'avant-garde vers une juste relation avec les masses ouvrières qui avaient mis leur confiance dans le Labour Party. Toutefois, pendant l'hiver 1936-1937, les dirigeants du groupe et le S.I. collaborèrent étroitement.

En janvier 1937, le groupe sortit de la clandestinité et se présenta ouvertement comme le Militant Group. Il commença à publier son mensuel, le *Militant*, qui continua à paraître régulièrement comme organe des entristes jusqu'à la fin de 1939. Le *Militant* tentait de présenter le programme trotskyste en termes concrets à des travailleurs orientés vers le Labour Party. Il attaquait la social-démocratie et le stalinisme dans le contexte de la résistance aux plans de guerre de l'impérialisme britannique et publiait des nouvelles du mouvement en faveur de la IV^e Internationale. Il consentait à ne pas appeler directement à la IV^e Internationale parce que les bureaucrates réformistes saisiraient ce prétexte pour exclure le groupe prématurément, sur un point que les travailleurs qu'il fallait le temps d'influencer ne comprendraient pas immédiatement. Pendant que la Socialist League continua d'exister, les membres du groupe firent tous les efforts possibles pour s'opposer à sa dissolution. Après mai 1937, ils essayèrent de collaborer avec les partisans de Groves en la remplaçant par un nouveau groupe périphérique, la Socialist Left Federation. Groves essaya de couper d'eux ses contacts et la S.L.F. Puis ils essayèrent de construire une nouvelle organisation périphérique, la Militant Labour League, basée sur une opposition de classes aux préparatifs de guerre. Elle attira quelques militants qui rejoignirent plus tard le trotskysme, mais ne fit pas beaucoup de progrès. Le Labour Party la proscrit au début de la guerre.

Ces tentatives d'organisation de leur périphérie n'apportèrent guère d'expérience politique et, pour cette raison, ne posèrent pas le problème de devenir un obstacle pour les trotskystes aux mains d'une tendance centriste, bien que Harber ait admis cette possibilité dans l'un de ses écrits.

« L'entrisme », sur ces bases, aurait été impensable sans s'identifier au désir des membres du Labour Party qui voulaient battre aux élections les candidats des partis bourgeois. Leur travail pour que Labour Party l'emporte leur permettait de soulever la question d'obliger les réformistes à rompre avec la bourgeoisie et de les priver de leur excuse pour leur inactivité quand ils n'étaient pas au gouvernement.

Il ne pouvait, bien entendu, être fait la moindre suggestion que l'« entrée » pourrait « transformer » le Labour Party en agence par l'intermédiaire de laquelle on parviendrait au socialisme, ni que les trotskystes devraient présenter leurs idées de manière à suggérer que le Labour Party devrait être « transformé » plutôt que détruit.

Il ne fut jamais proposé non plus, après la débâcle du Marxist Group dans l'élection générale de 1935 que le soutien aux candidats du Labour puisse être conditionnel ou qu'il ne puisse être accordé au Labour Party qui si son programme pouvait être interprété comme un programme socialiste. Le mot d'ordre électoral du groupe était « Le Labour au pouvoir » et on n'entendait pas encore celui de « Le Labour au pouvoir sur un programme socialiste ».

Il y avait cependant dans la presse des indices que des divergences apparaissaient dans le groupe sur la façon de se comporter avec les réformistes de gauche. Harber, sans aucun doute influencé par la « troisième période », avait tendance à les dénoncer brutalement, tandis qu'Alexander trouvait à cette pratique un léger goût d'ultimatisme.

L'inexpérience du groupe peut être vue aussi dans sa caractérisation de sa perspective comme celle d'une « scission ». Il était sans doute influencé par le précédent de la scission dans la social-démocratie allemande en 1917 qui produisit les Social-démocrates indépendants par une scission « propre » plutôt qu'une dislocation générale de l'appareil de l'organisation « mère », ce qui les conduisit à négliger les autres possibilités de développement. De la même façon, un autre trait de leurs difficultés était la façon dont ils insistaient lourdement sur le fait que cette perspective devait être réalisée par un groupe dont *tous* les membres seraient dans le Labour Party. Ce serait une proposition difficile à défendre de façon générale, car évidemment, sur la base d'un accord sur la façon d'être lié au Labour Party, un groupe « ouvert » et un groupe « entriste » sous le même direction peuvent s'aider mutuellement dans leur travail. En 1936-1937, ils avaient cependant une raison valable pour les circonstances immédiates. Ils auraient eu de la peine à trouver quelqu'un pour faire du « travail ouvert » qui soit d'accord avec leurs perspectives. Ceux qui s'opposaient à l'entrée le faisaient, non parce qu'ils voulaient la soutenir de l'extérieur, mais parce qu'ils avaient une attitude différente à l'égard du Labour Party, marquée par l'empreinte de l'ultra-gauchisme sous ses différentes formes.

Aussi éloignés que puissent paraître ces événements et ces discussions aujourd'hui, le travail d'« entrée » qui se développait avec toutes ses

limitations en 1937 n'a pas été systématiquement poursuivi et les problèmes posés sont jusqu'à présent mal compris, ce qui peut aider à comprendre pourquoi les énormes sacrifices qui ont été faits pour la cause du trotskysme en Grande-Bretagne dans les années ultérieures n'ont jusqu'à présent pas réussi à gagner quelque influence sérieuse sur le Labour où l'emprise de la bureaucratie réformiste est toujours dominante.

Un tout petit nombre des membres du *Militant Group* avaient une grande expérience du Labour Party. Ils s'attendaient à ce que leur « entrée » soit une affaire d'années plus que de décennies, sur la base de la supposition légitimement optimiste qu'on pourrait effectivement réaliser ce travail, que l'appareil réformiste serait plongé dans le désarroi, qu'ils neutraliseraient les staliniens et qu'il existerait la possibilité d'un grand exode d'ouvriers organisés sous l'influence trotskyste.

Il y a une intéressante contradiction entre la façon du *Militant* et celle du *Youth Militant* de traiter politiquement la capitulation devant le stalinisme des dirigeants de la Socialist League. Ces divergences n'étaient pas destructrices, mais elles étaient significatives et pas accidentelles. L'éditorial du *Militant* de mars 1937 suggère de renoncer à tout espoir d'influencer ces dirigeants :

« La lutte des ouvriers pour leurs revendications immédiates exige d'être subordonnée et soutenue par tout le mouvement ouvrier et c'est dans le cours de cette lutte que peut être forgé le front unique ouvrier contre le capitalisme et pour la conquête du pouvoir. [...] La réalisation d'un programme basé sur ces revendications signifie une lutte contre la direction réactionnaire du Labour Party et la fausse « gauche » de Cripps à Pollitt... »

C'est là le langage propagandiste ultimatiste caractéristique que les staliniens de la « troisième période » ont popularisé entre 1928 et 1934. Mais en juin 1937, dans le *Militant*, Alexander lançait une note mieux calculée pour encourager ceux des rescapés de la Socialist League dont le premier espoir aurait de demander à Cripps de mener la lutte contre l'exigence de la droite pour la dissolution de la Socialist League, au lieu de s'incliner gentiment.

« En dépit des fallacieuses promesses de Cripps et autres que la Socialist League ne risquerait pas d'être exclue, la Pentecôte a vu la fin de cette organisation. Chaque organisation de base du Labour Party doit envoyer une résolution à la conférence nationale réclamant la reconstitution de la Socialist League ».

Mais la phrase suivante trahit la pression sur lui contre l'idée de « guérir les illusions sur la base des illusions », il assurait :

« Nous devons nous mettre au travail pour remplacer la Socialist League par une gauche organisée dont la première tâche est de construire un parti ouvrier révolutionnaire de masse [...] La Socialist League a payé le prix de sa propre inconséquence [...] Il n'existe néanmoins aucune raison de ne pas se servir de la Socialist League comme d'un bâton contre nos propres dirigeants réactionnaires... »

A la conférence nationale du Militant Group qui se tint les 1er et 2 août 1937, il fut indiqué que le groupe avait quinze branches. Huit d'entre elles étaient dans la région de Londres et il en existait une à Glasgow, Leeds, Liverpool, Hull, Sheffield, Leicester et Norwich. Il y avait 100 membres environ et les rapports donnent une impression de grande activité.

La discussion politique se centra sur la question de comment travailler dans le Labour Party dans les conditions créées par l'approche de la guerre et la dissolution de la Socialist League. Pour le comité exécutif, Harber proposa :

« le travail pour la création du nouveau parti révolutionnaire peut le mieux être mené par la formation à l'intérieur du Labour Party d'une organisation ouverte basée sur un programme partiel. Un tel programme doit résumer notre programme révolutionnaire entier avec l'exception d'un seul point vital. Il ne demandera pas ouvertement la création d'un nouveau parti révolutionnaire de la IV^e Internationale. »⁴⁷

La création de l'organisation ouverte basée sur un programme partiel, avait, semble-t-il, déjà été discutée par le S.I. auparavant au cours de l'année. En mai, Cripps avait renvoyé à leurs propres moyens les nombreux militants dans le Labour Party qui voulaient que la gauche soit organisée à l'intérieur et un certain nombre d'entre eux se réunirent pour former un groupe qui la remplace. Il fut appelé la Socialist Left Federation.

Le secrétaire du Militant Group, Starkey Jackson,⁴⁸ qui avait été pendant plusieurs années un cadre du P.C. et avait demandé à adhérer au Marxist Group en mars 1936, rendait compte à la conférence d'août 1937 :

« La Socialist Left Federation est une petite organisation de 100 membres environ mais elle est en contact avec des centaines de l'ex-Socialist League et nous pourrions trouver le contact avec ces camarades par la S.L.F. La plate-forme de la S.L.F. n'apparaît certes pas comme le programme que nous pourrions mettre en avant, mais elle n'est absolument pas un programme final [...] La S.L.F. existe vraiment et en dépit de Groves et compagnie, il n'y a aucune raison pour que nous ne gagnions pas sa direction — pas mécaniquement, mais par des moyens politiques [...] Nous devons soit entrer dans la S.L.F., soit l'écraser. L'ignorer, c'est nous couper de la gauche de la vieille Socialist League. »

47. Le compte-rendu de cette conférence se trouve également dans les archives de la bibliothèque de Hull.

48. Eric Starkey Jackson (1910-1942), cheminot licencié après la grève générale était devenu, après un séjour à Moscou, secrétaire national des Y.W.L. (jeunesses communistes) et organisateur de chômeurs. Avec le tournant de 1935, il avait constitué un groupe d'opposants appelé le groupe de Hyde Park — où ils se réunissaient — et avait pris contact avec les trotskystes en mars 1936. Il était devenu rapidement le secrétaire général du Marxist Group dans le Labour Party. Mobilisé dans la marine pendant la guerre, il est mort noyé après le torpillage de son bateau.

En dehors de Londres, les branches du Militant Group ne pouvaient pas grand chose pour rallier des soutiens à la S.L.F., en grande partie parce que les membres de la Socialist League avaient été pris en remorque par le stalinisme ou parce qu'ils s'étaient découragés et étaient tombés dans la passivité. Mais le Militant Group se lança dans une opposition politique qui l'empêchait d'établir un travail en commun avec la S.L.F. qui avait été son objectif.

Le *Militant* d'octobre 1937 rapporte que la S.L.F. a accueilli le Militant Group comme membre, concédant qu'elle n'avait « aucun désir d'interférer d'aucune façon dans les activités ou publications de notre organisation ». Le même numéro rapporte cependant que le 23 septembre, la S.L.F. a demandé l'arrêt de la publication du *Militant*. Puis le *Militant* de novembre 1937 rapporte que la S.L.F. a été scissionnée par sa direction et que les partisans du *Militant* ont été exclus !.

L'unique indication que la Socialist Left Federation a poursuivi son activité ultérieure, est la publication d'un unique numéro de son journal, *The Call*, en mars 1938. Il semble à le lire que la lutte contre la droite du Labour Party pourrait être menée sans relation avec la présentation du « Front populaire », comme une alternative « progressiste » à la collaboration des dirigeants réformistes avec les conservateurs. En fait, il ignorait les controverses qui emplissaient la presse de gauche, telles les allégations que les trotskystes, l'I.L.P. et le P.O.U.M. étaient tous des « alliés de Hitler ». En même temps, il reproduisait une revue favorable, par Groves, d'*Assignment in Utopia*, d'Eugene Lyons, ⁴⁹ qui à la différence de la contemporaine *Révolution trahie* de Trotsky, affirmait que les bases de l'Etat ouvrier en Russie avaient déjà été sapées, et en tirait des conclusions surtout pessimistes.

Le Militant Group décida de faire un nouvel effort pour organiser la gauche dans le Labour Party en formant la Militant Labour League, sur la base esquissée à la conférence d'août. Les conditions pour éprouver la justesse de la tactique n'étaient pas favorables, mais il faut relever qu'aucun de ceux qui ont ultérieurement pontifié sur la question de l'« entrisme » n'a essayé de faire cette évaluation.

La destruction de la Socialist Left Federation ne fut pas due avant tout à aucun sentiment de malveillance réciproque entre Groves et Harber. Les divergences politiques étaient réelles, quoi qu'on puisse penser de la méthode de ceux qui contrôlaient la S.L.F. quand ils adressèrent au Militant Group une revendication dont ils savaient qu'il ne pouvait l'accepter, sans discussion parmi ses membres.

49. Eugene Lyons (né en 1898), d'abord socialiste, puis compagnon de route de l'I.C. avait travaillé pour l'agence Tass à New York, puis été correspondant de l'United Press en U.R.S.S. de 1928-1934. *Assignment in Utopia* était le titre de ses souvenirs de correspondant. D'abord proche des trotskystes, il évolua ensuite très vite vers la droite.

Lors de sa naissance, la S.L.F. publia une « déclaration » qui demandait aux organisations locales du Labour Party de protester contre le refus du groupe parlementaire du Labour Party de voter contre les évaluations d'armes du gouvernement tory et contre sa décision de s'abstenir dans le vote. La « déclaration » cependant n'opérait aucune distinction parmi ceux qui critiquaient cette abstention.

Quand le *Militant* salua la « déclaration », il fit ce commentaire :

« La minorité du Labour Party parlementaire, comme le parti communiste, poursuivent la même politique que la majorité en matière d'affaires étrangères [...] l'unique raison pour laquelle la minorité et les communistes (*sic*) ne soutiennent pas ouvertement le plan d'armement est qu'ils n'ont « pas confiance » dans le gouvernement [...] Si les intérêts du capitalisme britannique exigent une alliance temporaire avec la France ou l'Union soviétique, cette opposition disparaîtrait [...] Cette décision découle logiquement de l'ensemble de la conception fautive qui consiste à s'appuyer sur des alliances impérialistes, et non sur l'action de la classe ouvrière, pour arrêter la guerre... »

Jean-Jacques Ayme

Ces jeunesses dont leur parti ne voulait pas — les jeunesses socialistes de France de 1944 à 1947¹

Au moment de l'armistice de 1940, il n'y a plus de parti ne de jeunesses socialistes. ce n'est qu'en septembre 1944 que la direction de la S.F.I.O. désigne des militants pour prendre la tête du mouvement de jeunes qu'elle veut reconstituer: ce sont en majorité des résistants et l'organisation qu'ils encadrent doit servir de pépinière au parti.

Le congrès de reconstitution de la S.F.I.O., du 8 au 12 novembre 1944, désigne une commission chargée notamment d'élaborer les statuts de la nouvelle organisation: son projet est entériné par la direction du parti le 10. L'appareil du parti est présent à tous les niveaux de l'organisation de jeunes. Localement, les «adultes» participent à la commission administrative du groupe. Ils participent aussi aux congrès fédéraux, au comité fédéral et aux commissions de travail comme au bureau national. A ces trois niveaux, en cas de désaccord entre le parti et les jeunesses, c'est le parti qui est prépondérant, puisque les organismes du parti sont seuls à pouvoir trancher un conflit. L'«autonomie» des jeunes est très étroite et les statuts multiplient les garde-fous. En fait l'absolutisme du parti est total:

1. Jean-Jacques Ayme (né en 1954) a soutenu en 1981 à l'Université des Sciences sociales de Grenoble un «travail d'étude et de recherche» en vue de la maîtrise d'Histoire, intitulé *Jeunesses socialistes 1944-1948*, qui repose sur un dépouillement attentif des documents du C.E.R.M.T.R.I. et de ceux de l'O.U.R.S., où il a notamment été autorisé à consulter les procès-verbaux des séances du comité directeur de la S.F.I.O. pendant cette période. Les références à ces derniers n'ont pas été conservées pour des raisons de place dans l'article ci-dessus, résumé très concentré d'un travail dactylographié à simple interligne et qui compte 530 pages. Les *Cahiers Léon Trotsky* peuvent procurer une photocopie de cette étude à ceux de leurs abonnés qui en feraient la demande avant le 1er février 1984. Par ailleurs, Jean-Jacques Ayme à l'intention de poursuivre ses recherches sur le même sujet et serait intéressé par tout document ou témoignage concernant cette période, voire par toute adresse d'un éventuel témoin ou acteur. Lui écrire à la rédaction des *Cahiers Léon Trotsky*.

« Tout adhérent accepte les principes du Parti socialiste (S.F.I.O.), ainsi que les règlements et décisions du comité national qui est placé sous le contrôle du Parti. En aucun cas les adhérents, au sein du mouvement de jeunesse, ne pourront discuter sur les décisions et l'action du Parti ». ²

Aux yeux du comité directeur de la S.F.I.O., ces statuts « donnent toute garantie quant à la subordination nécessaire du mouvement jeune au parti en lui assignant comme but : l'éducation et les loisirs de la jeunesse ». ³ Que de méfiance, déjà, de la part du parti socialiste, à l'égard des jeunes !

Pratiquement, tous les membres du bureau national, à commencer par Roger Mistral, secrétaire général adulte, et Pierre-Robert Alexandre, secrétaire général jeune, résistants tous les deux, étaient déjà à la S.F.I.O. avant-guerre. L'organe du mouvement, *Jeunesse*, qui paraît en octobre 1944, reflète fidèlement l'orientation du parti : le ton chauvin de la presse entière y domine et c'est sans complexe qu'on y attribue au « peuple allemand » la responsabilité de la guerre :

« L'ensemble du peuple allemand, écrit-il, doit aussi comprendre qu'il a été vaincu dans le rêve monstrueux de domination de l'Europe. Il doit comprendre qu'il s'est prêté à la plus odieuse des besognes en se faisant l'agent de la plus stupide et de la plus bestiale des dictatures, de la plus odieuse des réactions ». ⁴

Ou encore :

« Qu'allons-nous faire de la jeunesse allemande ? Comment va-t-on pouvoir rééduquer cette masse de brutes ? Car enfin, il va nous falloir vivre, une fois la paix établie, à côté de ces gens-là ». ⁵

Le journal des jeunes socialistes n'a apparemment rien à dire sur la façon dont Hitler est arrivé au pouvoir en 1933 et sur la responsabilité des partis et des Internationales ouvrières. Au début de 1945, tout le monde est d'accord en France pour faire payer l'Allemand, sans distinction de classes, et l'organisation socialiste des jeunes propose même à la jeunesse allemande de racheter par son travail « les crimes auxquels elle a collaboré ». ⁶

Le programme intérieur de la nouvelle organisation n'est pas plus original. Il faut produire et proscrire les grèves qui gênent la « reconstruction ». Notons cependant que les jeunes socialistes réclament une justice rapide et sans indulgence et une épuration sévère, ce qui les distingue de leur parti.

Les activités des J.S dans les premiers mois ne sont guère politiques,

2. *Bulletin national intérieur*, n° 1, décembre 1944.

3. *Ibidem*.

4. *37^e congrès national*, août 1945, « rapport sur les Jeunesses socialistes ».

5. *Jeunesse*, n° 15, 19 janvier 1945.

6. *Ibidem*. n° 6, 17 novembre 1944.

exception faite des collages d'affiches : bals, fêtes, manifestations sportives, actions humanitaires, c'est le lot des jeunes. La première manifestation politique où les J.S. sont partie prenante commémore la « grande manifestation *patriotique* (sic) du 12 février 1934 » : elle a lieu le 11 février 1945 dans le cadre du comité d'entente entre partis socialiste et communiste et *La Marseillaise* et *L'Internationale* s'y succèdent en bonne intelligence.

Pourtant, d'abord insensiblement, puis de plus en plus nettement, les aspirations des jeunes socialistes commencent à s'opposer à cette politique de reconstruction nationale que défendent tous les partis. La S.F.I.O. elle-même ne se prononce-t-elle pas contre le droit de vote à 18 ans, car, assure-t-elle, les jeunes, même si nombre d'entre eux se sont battus les armes à la main, manquent d'expérience politique.

**

La vie des J.S de 1944 à 1947 s'articule autour de quatre congrès dont chacun répond à un état différent des relations avec la S.F.I.O. Le congrès de Bordeaux, les 31 mars, 1^{er} et 2 avril 1945, est solidement encadré par les adultes qui viennent y prononcer des discours, en particulier Daniel Mayer, secrétaire général de la S.F.I.O. et le ministre socialiste du gouvernement de Gaulle, François Tanguy-Prigent. Pour eux, il s'agit de « reconstruire » avant de parler socialisme. Pourtant quelques traits montrent que le congrès n'est pas qu'une chambre d'enregistrement des dirigeants adultes.

D'abord, à une majorité écrasante, les délégués décident le retrait des J.S. de l'Union patriotique des Organisations de Jeunesse (U.P.O.J.), constituée en décembre 1944 avec 38 organisations sans distinction de tendance ni de confession. L'U.P.O.J. est « la représentation la plus fidèle de l'image de l'« Union nationale » de triste mémoire et comprend notamment des organisations cléricales qui ont subsisté sous Vichy et défendu la politique du maréchal ». 7 Au même moment, le congrès des Jeunesses communistes annonce la prochaine création d'une organisation large : ce sera l'Union de la jeunesse républicaine de France (U.J.R.F.) dont la présidence d'honneur est offerte au vieux leader radical Edouard Herriot.

Ensuite, une résolution votée à l'unanimité, en rupture avec les articles chauvins de *Jeunesse*, affirme le désir des jeunes socialistes de reconstruire une Internationale des Jeunesses socialistes :

« Les J.S. font toujours leur le vieux mot d'ordre de la classe ouvrière : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! Les J.S. rappellent que, dans tous les pays capitalistes, Allemagne incluse, la lutte de classe continue. Elles appellent la

7. *Bulletin national intérieur*, n° 5, avril 1945.

jeunesse allemande à la lutte contre l'hitlérisme, forme actuelle de domination du capitalisme allemand et l'assurent de sa pleine solidarité dans cette lutte. Elles appellent les jeunes travailleurs de tous les pays à la solidarité anti-capitaliste par-dessus les frontières». ⁸

On note enfin que, dans les commissions, un certain nombre de militants de la Seine tentent, en partant des aspirations de la jeunesse laborieuse, d'orienter la discussion vers la question des moyens d'instaurer le socialisme. Ces délégués, avec l'appui de délégués du Nord, n'interviennent en séance plénière que lors du débat sur la revendication de l'échelle mobile des salaires, qui est finalement adoptée alors qu'elle ne figure pas dans le programme de la S.F.I.O. et qu'elle est vivement combattue, partout où elle est présentée, par les cadres de la C.G.T.

Dès le lendemain de leur conférence nationale de Bordeaux, la presse des J.S. traduit un début de réflexion indépendante, une prise de conscience de la réalité politique. Les jeunes socialistes n'acceptent pas qu'alors que les prisonniers de guerre reviennent souvent dans des wagons à bestiaux, Pétain, arrêté le 26 avril, revienne, lui, dans un wagon spécial. Et de rappeler à cette occasion que les partisans italiens ont purement et simplement exécuté Mussolini. Les réactions sont vives contre les réticences des autorités à mener l'épuration et à rendre la justice, surtout après que les élections municipales d'avril-mai 1945 aient montré qu'il existait une majorité socialiste-communiste dans le pays. La réaction des jeunes est certes seulement d'ordre épidermique et ne remet pas en question le cadre de la politique du parti. Elle constitue cependant un indice.

L'autre grand sujet de déception pour les J.S. — et ils le disent — c'est le maintien en Espagne du régime de Franco. *Jeunesse* veut « purger le monde de ce foyer d'infection fasciste ». Mais qui va faire cette purge ? A qui demander de la mener ? En février 1946, les jeunesses socialistes font un premier pas vers l'action indépendante. A l'issue d'un meeting ouvrier de protestation au Vél d'Hiv contre la répression en Espagne et l'exécution de militants socialistes, ce sont des J.S. qui prennent l'initiative de partir en manifestation devant l'ambassade d'Espagne au cri de « Franco assassin ». La police du gouvernement du socialiste Félix Gouin intervient rapidement et le cortège se disloque.

La radicalisation ainsi esquissée débute véritablement en 1946. Au mois de janvier, *Jeunesse* consacre un article à Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, deux dirigeants communistes allemands assassinés par des militaires aux ordres d'un gouvernement social-démocrate. Le même mois, le *Bulletin intérieur* de la Seine, qui est distribué dans toutes les fédérations, célèbre l'anniversaire de la mort « des trois L », Liebknecht, Luxemburg et.. Lénine, une tradition des Jeunesses communistes des années

8. *Ibidem.*

9. *Jeunesse* n° 34. 7 juin 1945.

vingt et du début des années trente, reprise en 1936 par les Jeunesses socialistes révolutionnaires exclues de la S.F.I.O. l'année précédente. Au même moment, les organisations de jeunes socialistes, parfois en liaison avec les militants trotskystes de la J.C.I., décident de s'en prendre aux réunions de l'extrême-droite, au « fascisme » qui « relève la tête ». A Paris, le 7 février 1946, une quarantaine de militants des jeunesses socialistes sont arrêtés à la suite d'une intervention de ce genre par la police du ministre socialiste de l'intérieur, André le Troquer. Parmi les militants arrêtés se trouvent Maurice Brassart, du bureau national et André Du-noyer, responsable des stages de formation politique. A la manifestation de commémoration du 12 février 1934, les Jeunesses socialistes sont les seules, dans le cortège des organisations ouvrières, à n'arborer que le seul drapeau rouge, noyé dans les rangs des autres par les tricolores. Il est déjà clair que les J.S. vont à gauche et que leurs dirigeants sont coincés entre les aspirations d'une base qu'on ne peut gagner si on ne lui propose pas la lutte et les exigences d'un parti qui n'a qu'un patronage à proposer.

Le comité directeur de la S.F.I.O. manifeste son mécontentement et reproche au B.N. d'être incapable d'endiguer une évolution qu'il juge dangereuse. Il reproche aux dirigeants jeunes d'être à la fois mauvais organisateurs et mauvais gestionnaires. Par ailleurs les militants commencent à se demander si la politique est interdite aux jeunes socialistes. A la veille du deuxième congrès national des J.S. à Perpignan, les 20, 21 et 22 avril 1946, Daniel Mayer, dans *Jeunesse*, fait une mise en garde :

« Mouvement d'éducation ayant seulement pour but de grouper la jeunesse travailleuse en organisant et en orientant ses loisirs, les Jeunesses socialistes ne s'immiscent pas dans les problèmes purement politiques. Elles veulent conserver ce rôle en restant dans le cadre que le parti a su leur tracer ». ¹⁰

Mais René Cristol, membre du comité national des J.S., écrit dans le même numéro de *Jeunesse* :

« A Perpignan, nous ferons la critique des mois écoulés. Librement, nous exposerons nos points de vue. Nous fixerons nous-mêmes notre programme d'action. Aucune influence ne viendra guider nos travaux ».

D'un côté, la direction du parti qui veut changer les responsables parce qu'ils manquent, selon elle, d'efficacité et d'autorité. De l'autre, des jeunes, impatientes, qui reprochent à leurs dirigeants d'être timorés. Entre les deux, une direction jeune écartelée. Le congrès est houleux : il repousse par une large majorité le rapport du B.N. Sous l'avalanche des critiques, Pierre-Robert Alexandre admet les erreurs, le manque d'homogénéité du bureau. La direction répond aux critiques en terme d'efficacité.

10. *Ibidem*, n° 78, 18 avril 1946.

On va renforcer l'exécutif dans les statuts, donner le droit au B.N. de réunir les secrétaires fédéraux, obliger le B.N. à se réunir une fois par semaine.

Mais la direction est, au fond, blâmée par tous. Au reste, Pierre-Robert Alexandre, avec ses trente ans, est atteint par la limite d'âge et doit passer la main. Daniel Mayer a un candidat, qui passe sans difficulté. Marcel Rousseau, un bourguignon, ancien pivertiste, exclu du parti en 1938, permanent du parti en Bourgogne et Franche-comté est, avec son accent du terroir, un prodigieux orateur. Ce changement est la seule mesure spectaculaire. Mais le nouveau, c'est que les délégués s'expriment et nombre d'entre eux manifestent à la tribune qu'ils ne sont pas d'accord avec l'étroite soumission aux directives du parti. Plusieurs de ces critiques entrent au bureau national: c'est le cas d'André Dunoyer, déjà cité, de Robert Sauterey, secrétaire fédéral des J.S. de la Seine, d'Henri Massein, secrétaire fédéral adjoint du Nord. Au C.D., le 23 avril 1946, Daniel Mayer donne sur le congrès ses impressions: «pagaie, manque de tenue, mauvaise atmosphère, manque d'éducation, fronde à propos de tout et de rien».

**

La conférence de Bordeaux avait traduit et reflété l'état du mouvement au lendemain de la Libération: des cadres, anciens Résistants ou très jeunes et inexpérimentés, la masse des délégués, à l'image des militants, sans formation politique, mais enthousiaste. Au congrès de Perpignan, il y a déjà plus de militants formés, passés par les stages que dirigent Brassart et Dunoyer. On applaudit certes toujours les grands discours de style parlementaire, mais on n'hésite pas à mettre la direction en minorité. Les congressistes s'en prennent même au *Populaire* qui n'a pas fait au congrès la publicité désirable. Les commissions sont actives et sérieuses, les militants formés y expliquent, s'efforcent de convaincre. Certes on vote encore presque toujours par sentimentalisme, mais on discerne les oppositions et l'on se rend compte que la nouvelle direction essaie de refléter la volonté et les aspirations de sa base.

Les relations se détériorent rapidement après le congrès de Perpignan entre les J.S. et le parti, lequel voit d'un très mauvais œil les initiatives du B.N. Un Front Laïque et Anti-fasciste de la jeunesse (F.L.A.J.) est constitué par les J.S., l'U.J.R.F., le C.L.A.J., la F.S.G.T., la J.C.I., organisation des jeunes trotskystes. Mais l'U.J.R.F. exige l'exclusion de la J.C.I. qu'elle traite d'«hitléro-trotskyte». Les J.S. s'inclinent — provisoirement, disent leurs dirigeants — pour ne pas détruire le F.L.A.J. et en attendant la constitution et le verdict d'un Jury d'honneur chargé de trancher sur les accusations staliniennes. Mais les réactions de certaines sections démontrent la vivacité des sentiments. Ainsi la section de Bagnolet affirme-t-elle qu':

« admettre un instant de donner aux trotskystes le qualificatif de fascistes est fantaisiste et inadmissible. Céder au chantage de l'U.J.R.F. serait de nul profit pour notre mouvement, même en admettant la maxime « la fin justifie les moyens ». »¹¹

A la fin d'une réunion du comité directeur, Daniel Mayer sermonne Marcel Rousseau, car la constitution du F.L.A.J. a été décidée contre l'avis du parti. Mais Rousseau ne se laisse pas tirer les oreilles : il répond qu'il s'agit d'une décision de congrès et que le bureau national a donc le devoir de l'appliquer.

Les actions humanitaires et les activités de loisirs sont toujours une partie importante du militantisme des J.S. Mais, de plus en plus, il semble que leur intérêt se tourne vers les problèmes politiques et les mouvements de la classe ouvrière. A l'été 1946, les J.S. organisent un camp de vacances pour enfants déshérités, organisent un séjour de jeunes travailleurs au Tyrol et badigeonnent de mots d'ordre de solidarité internationale leur train en partance. Mais, en ce même mois de juillet, un conflit éclate au comité national parce que Roger Priou-Valjean, successeur de Mistral, malade, et nouveau secrétaire adulte, indique que le parti est opposé à la revendication de l'échelle mobile des salaires et prétend interdire sa mise en avant par la presse de l'organisation jeune. Il fustige en outre ceux des dirigeants des J.S. qui proposent d'informer la base pour lui dire ce que deviennent les résolutions de congrès. Déjà le comité directeur de la S.F.I.O. du 22 mai 1946 avait reproché aux jeunes de « se lancer dans les hautes discussions politiques ».

A l'été 1946 éclate la grande grève des postiers, insurrection générale contre la politique dictée aux salariés par des gouvernements successifs à forte composante socialiste-communiste. Un comité national de grève est élu qui s'oppose frontalement à la puissante Fédération postale de la C.G.T. Les dirigeants de la Fédération réclament des sanctions contre les grévistes ! Ceux du P.C.F. organisent la violence contre eux. On fait le coup de poing pour les bureaux ou les centraux. Les grévistes, qui font des prodiges d'organisation, ont besoin de lieux de réunion, de piquets solides. Les Jeunesses socialistes mettent à leur disposition leur local parisien et leurs « jeunes gardes » en uniforme, chemise bleue et cravate rouge.

Il n'y a pas de réaction du parti. Celui-ci est engagé en fait dans une discussion préparatoire au 38^e congrès, qui doit se tenir au mois d'août et qui exprime toute la crise qui surgit maintenant après de longs mois au gouvernement. Contre la direction sortante de Daniel Mayer, qui semble incarner aux yeux des militants la politique du tripartisme, après l'échec très net du parti aux élections de juin, se dresse une tendance peu

11. *Jeunesse*, n° 89, 4 juillet 1946.

homogène mais dont les thèmes sont incontestablement de gauche. Son porte-parole, Guy Mollet, aime les références au marxisme. Il a autour de lui des hommes connus pour la solidité de leurs convictions et de leur action anti-colonialiste, comme l'avocat Yves Dechézelles. Les dirigeants des J.S. se rangent sans hésiter contre Daniel Mayer aux côtés de Guy Mollet : ils ont même la conviction, semble-t-il, d'avoir, par leur activité, anticipé sur les résultats du congrès et favorisé la victoire de la « gauche ». L'élection de Guy Mollet au secrétariat général, avec Yves Dechézelles comme adjoint, leur semble leur victoire. Et, comme ils le croient, ils se sentent autorisés à prendre davantage d'initiatives qu'auparavant.

*
**

La première initiative spectaculaire de la direction des J.S. se situe sur le plan de l'Internationale. Au cours de la conférence internationale qui se tient à Montrouge en octobre, face au blocage conjoint des délégués du Labour Party et de ceux des pays de l'Est qui n'acceptent pas de délégués allemands, un certain nombre d'organisations se réunissent séparément et décident la création de l'Action internationale des Jeunes dont le Manifeste s'inspire des idées du socialisme scientifique et n'hésite pas à se réclamer non seulement de Marx, mais de Karl Liebknecht « assassiné par les ennemis du prolétariat ». J.S. de France et d'Italie ont été les moteurs de l'initiative en vue de la création d'une Internationale de jeunes qui soit autre chose que l'antichambre de l'O.N.U. dont rêvent les délégués adultes de la conférence de Clayton en mai..

La seconde initiative est plus spectaculaire encore. Pour disposer d'une meilleure expression de leur politique, les dirigeants des J.S. souhaitent changer titre et contenu de leur organe central. *Jeunesse*, dont le titre est dénué de toute signification politique, n'est plus vendu par aucun militant et, financièrement, est un véritable gouffre. En dépit de l'opinion contraire du comité directeur de la S.F.I.O. et sur proposition du bureau national, une conférence de secrétaires fédéraux tenue en septembre décide de remplacer *Jeunesse* par *Le Drapeau rouge*, qui sera « l'organe de combat » des Jeunesses socialistes. Le choix est significatif.

Convoqués en novembre par le comité directeur, les membres du B.N. s'engagent à développer dans leur presse les mots d'ordre du parti et à continuer leur activité à ses côtés. Tout en assurant ainsi le parti de leur fidélité, ils expliquent cependant leur ambition d'apparaître véritablement comme « l'avant-garde du mouvement révolutionnaire » et de le faire comprendre aux jeunes. Le comité directeur prend acte, sans être pour autant tout à fait rassuré, et c'est sur proposition de Guy Mollet qu'il décide de renforcer son propre contrôle sur les articles politiques du *Drapeau rouge* et de réserver aux responsables adultes du parti la direction des écoles de cadres des J.S. Puis, reprenant les thèmes chers à Daniel

Mayer, il rappelle que, pour le mouvement des J.S., il ne peut y avoir, sur des questions politiques, de responsabilité devant la base, mais seulement devant la direction du parti. Jean Courtois, remplaçant de Priou-Valjean comme secrétaire adulte depuis le mois d'août, développe sa conception du mouvement, plus proche du patronage, avec ses aspects philanthropiques, que de l'organisation politique.

Ce n'est pourtant pas une organisation de patronage qui est en train de se construire. Les J.S. regroupent un peu plus de 30 000 adhérents pour 12 000 militants. En novembre 1946, au cours de la campagne électorale pour l'assemblée nationale, ils ne se contentent pas seulement de servir et bien servir les candidats de la S.F.I.O. mais interviennent à leur compte, certains de leurs groupes allant saboter les réunions gaullistes et d'autres participant aux réunions du P.C.I. Au lendemain des résultats qui se traduisent par un recul de 3% pour la S.F.I.O., le *Drapeau rouge* écrit que « la défaite électorale peut être féconde si les partis ouvriers savent en tirer les leçons et opérer les redressements tactiques indispensables ». ¹² Et l'organe des J.S. de préciser :

« Dans les périodes que nous vivons, la majorité appartient à celui qui s'appuie sur les forces réelles, vivantes et organisées du pays et non sur le reflet pâli que peut en offrir le Parlement ». ¹³

En fait, après un bref gouvernement Léon Blum, c'est un nouveau gouvernement tripartite qui prend le manche. Sous la présidence de Paul Ramadier, militant S.F.I.O. et ancien « néo » des années trente, il comprend des ministres de la S.F.I.O., du P.C.F., du M.R.P. et du parti radical : ce ne sont évidemment pas « les forces réelles, vivantes et organisées » dont parlait le *Drapeau rouge*, et les jeunes socialistes vont en faire l'expérience en luttant contre la hiérarchie militaire, contre la guerre d'Indochine et pour les revendications ouvrières.

**

Depuis la fin de la guerre, on a institué en France, avant le service militaire, une préparation militaire obligatoire, prise sur le temps des loisirs et effectuée dans des conditions matérielles exécrables. Le groupe parlementaire de la S.F.I.O. soutient l'institution, l'U.J.R.F. réclame son renforcement pour un meilleur entraînement des soldats, mais les J.S. réclament la suppression de la P.M.O. Un peu partout des incidents éclatent, des jeunes tentant de résister à ce fardeau qui leur paraît brimade, des grèves éclatent. *Le Drapeau rouge* les soutient inconditionnel-

12. *Le Drapeau rouge*, n° 4, 14 novembre 1946.

13. *Ibidem*, n° 6, 28 novembre 1946.

lement de semaine en semaine. En mai 1947, le Parlement cède, supprime la formation prémilitaire sous la forme existante et institue un « service pré-militaire » qui, dans les faits, s'effectuera dans les sociétés sportives dans le cadre d'un règlement appliqué de façon libérale.

Mais les J.S. ont abordé la question militaire et ne l'abandonnent pas, car il existe bien d'autres problèmes pour les jeunes mobilisés. Robert Sauterey, devenu responsable aux jeunes soldats, l'écrit sans ambages :

« Nous ne voulons pas chercher ici la formule d'une armée nouvelle. Nous savons que, quelle que soit son organisation, l'armée de l'Etat bourgeois (même qualifiée de « nationale et démocratique ») sera toujours au service de la bourgeoisie ». ¹⁴

Le B.N. engage une campagne pour un service militaire de six mois, largement suffisant, dit-il, pour le nécessaire apprentissage des armes et dont la brièveté permet de soustraire la masse des jeunes au bourrage de crâne de l'armée. Là aussi, cette décision inquiète les dirigeants du parti et c'est au nom du comité directeur que le tout-puissant patron de la fédération du Nord, Augustin Laurent, affirme :

« La position prise par les J.S. notamment vis-à-vis de l'armée est une hérésie qui dessert le parti et crée chez les jeunes un état d'esprit dangereux ».

Le « danger » en question apparaît bientôt au grand jour avec l'opposition des Jeunes socialistes à la guerre d'Indochine commencée par un gouvernement où le rôle essentiel est joué par les ministres socialistes.

**

Pendant les négociations qui se déroulent à l'été 1946 entre le président de la république démocratique du Viêt-Nam, Ho Chi Minh et le ministre socialiste des territoires d'outre-mer, Marius Moutet, le *Drapeau rouge* écrit :

« Il faut choisir. Ou bien poursuivre la politique de défense des intérêts du capitalisme colonial, ou bien s'entendre avec les peuples qui aspirent à la liberté [...] La jeunesse française veut-elle aller mourir pour maintenir l'exploitation des hommes de couleur par le capitalisme colonial ? [...] C'est au Parti socialiste, qui ne porte aucune responsabilité dans le colonialisme, qu'il appartient de tracer cette politique et de la faire triompher ». ¹⁵

La signature des accords, en septembre, semble apporter un espoir. Mais, dès l'automne, les nuages s'accroissent, et, comme le souligne celui

14. *Ibidem*, n° 15, 30 janvier 1947.

15. *Jeunesse*, n° 95, 15 août 1946.

qui est à l'époque le « n° 2 » du parti socialiste, Yves Dechézelles, le commandement militaire français agit comme une force autonome. Après le bombardement d'Haiphong, c'est la guerre, en décembre. Le B.N. des J.S. appelle les siens à participer à une réunion organisée contre la guerre d'Indochine, salle Wagram, par le P.C.I. La réunion est interdite et les participants se rassemblent place des Ternes pour écouter les organisateurs et protester. La police charge sans avertissement et matraque féroce-ment les manifestants et, parmi eux, de nombreux jeunes socialistes. Le numéro de Noël du *Drapeau rouge* titre : « Pas de nouvelle guerre coloniale ! Paix immédiate avec le Viet-Nam ! »

Le comité directeur convoque le B.N. des J.S. Guy Mollet somme les dirigeants jeunes d'arrêter immédiatement leur campagne. Yves Dechézelles essaie de faire passer le débat au fond et de discuter le processus d'engagement dans la guerre d'Indochine auquel il est résolument opposé. Il écrit en défense des Jeunesses :

« Il est nécessaire de tenir compte du fait que les J.S. réfléchissent et pensent aux problèmes politiques, et qu'il est nécessaire de leur laisser une certaine liberté d'allure, sans quoi on aboutirait nécessairement à la paralysie même du mouvement ». ¹⁶

Les J.S. éditent des papillons et des affichettes contre la guerre d'Indochine ; « Pas un sou, pas un homme pour l'Indochine », « On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les planteurs de caoutchouc ». Ils en recouvrent Paris. Au mois de mars le député de droite André Mutter interpelle à la Chambre le gouvernement Ramadier au sujet de ces papillons et de son attitude vis-à-vis de leurs auteurs. Pas à pas, probablement à contre-cœur, les dirigeants socialistes, eux, s'engagent dans la guerre. *Le Populaire* fait des déclarations humanitaires mais ne demande pas la paix immédiate. La S.F.I.O. dénonce les colons et leurs intérêts égoïstes, mais c'est à l'unanimité — députés socialistes et communistes compris — que l'Assemblée nationale vote le 21 décembre 1946 les crédits militaires qui lui sont demandés et qu'elle salue les efforts « pour maintenir en Extrême-Orient la présence civilisatrice et pacificatrice de la France ». La S.F.I.O. est entrée dans la guerre à la remorque de ses ministres. Comment la conciliation est-elle possible avec les jeunes qui écrivent, lisent et diffusent le *Drapeau rouge* ?

Par ailleurs, la situation économique et sociale s'aggrave et approfondit les divergences entre le parti et les jeunesses. Les J.S. réclament le contrôle ouvrier sur la production, sur la répartition et la distribution pour empêcher le marché noir et supprimer les intermédiaires parasites. Elles revendiquent également la réduction des marges bénéficiaires, l'ouver-

16. *Le Drapeau rouge*, n° 14, 23 janvier 1947.

ture des livres de compte patronaux. Le gouvernement Blum avait décidé une baisse des prix de 5%, et le B.N. des J.S. l'avait chaudement approuvé. Mais entre avril 1945 et octobre 1946, le *Drapeau rouge* estime que le pouvoir d'achat des travailleurs a baissé de 43%. Tout en parlant de « tout mettre en œuvre pour relever l'économie du pays », les J.S. affirment :

« Pour nous, jeunes socialistes, nous connaissons la lutte de classes et nous combattons la lutte de générations. Nous affirmons que les jeunes travailleurs parviendront à améliorer leurs conditions de vie en participant activement à l'action des masses laborieuses ». ¹⁷

A partir du début de 1947, les conflits sociaux se multiplient, forçant le « verrou » syndical. Les ouvriers du Livre se mettent en grève pour une augmentation des salaires de 25% et la mise en application de l'échelle mobile. *Le Drapeau rouge* informe :

« Le gouvernement, hostile, pour des raisons d'ordre général, à toutes augmentations de salaires autres que celles qui concernent le minimum vital, mit son veto aux demandes d'augmentation des salaires des ouvriers du Livre ». ¹⁸

En mars 1947, le conseil de cabinet repousse un protocole d'accord. Les Jeunesses socialistes estiment que la leçon ne sera pas perdue pour les luttes futures. Mais leur évolution les éloigne de plus en plus du parti dont ils sont en principe les mandataires auprès de la jeunesse en général. Ce gouvernement tripartite que préside un socialiste leur apparaît de plus en plus étranger.

Et le parti condamne la politique des jeunes socialistes et ne condamne pas celle du gouvernement, ou du moins, s'il la condamne, le fait à huis clos sans influencer en rien sur le comportement des ministres S.F.I.O. Entre janvier et juin 1947, la direction du parti et celle des J.S. jouent au chat et à la souris. Régulièrement sermonnés, les dirigeants des J.S. font mine de céder et parfois cèdent effectivement en mettant, par exemple, une sourdine relative à leur campagne contre la guerre d'Indochine : le comité directeur, de son côté, use du chantage, menace d'interdire purement et simplement la parution du *Drapeau rouge*. Le parti interdit aux J.S. de défendre leur mot d'ordre d'échelle mobile des salaires et de lutter contre la préparation militaire obligatoire. Déjà, certains dirigeants de la S.F.I.O. commencent à accuser les « trotskystes » de « noyauter » les J.S. Un nom court dans cette rumeur, celui d'André Dunoyer, André Essel de son vrai nom, militant du P.O.I. et des J.S.R. avant-guerre.

*
**

17. *Ibidem*, n° 20, 3 avril 1947.

18. *Ibidem*, n° 14, 23 janvier 1947.

Les dirigeants des J.S. sont maintenant décidés à se battre. Mais le B.N. a besoin de légitimité, c'est-à-dire de décisions de congrès sur les problèmes « nouveaux » qui n'ont pas été discutés à Perpignan — et ne l'ont d'ailleurs pas été non plus dans les instances de la S.F.I.O. C'est avec cet objectif qu'il convoque le 3^e congrès à Montrouge, du 3 au 7 avril 1947.

Congrès difficile, car profondément divisé que celui de Montrouge : il y a des heurts continuels non seulement entre les représentants du B.N. des J.S. et ceux du C.D. du parti mais entre les premiers et les représentants de la minorité qui se réclament de la direction du parti lui-même. La conscience des désaccords et du caractère distinct des deux organisations est si vive que Marcel Rousseau, secrétaire général choisi pourtant par le parti, mais qui, depuis plusieurs mois, s'identifie de plus en plus à une politique qui refuse la collaboration à la guerre coloniale et à la reconstruction bourgeoise, peut s'écrier :

« Si hier les J.S. n'apparaissaient que comme les jeunesses d'un grand parti, aujourd'hui, on les connaît parce qu'elles sont elles-mêmes les J.S. ». ¹⁹

Le congrès décide de descendre dans la rue pour aller au Père-Lachaise manifester en l'honneur de la Commune de Paris. Dunoyer prend la parole devant le Mur des Fédérés et fustige le drapeau tricolore, emblème des Versaillais. L'émotion est grande chez les élus du parti comme les partisans jeunes du C.D. Dès le retour en séance, les minoritaires distribuent des tracts dénonçant « les trotskystes », organisent le chahut et le désordre quand se présente une délégation de la J.C.I. Quand s'engage la discussion sur l'Indochine, Jean Courtois demande l'arrêt des débats, ce que la majorité des congressistes refuse. Le vieux Grumbach, membre du C.D. et représentant de l'aile droite du parti, menace les jeunes de les exclure. Marcel Rousseau lui répond, le laissant bouche bée, que les jeunes socialistes n'en sont plus à une mesure d'exclusion près...

Le congrès réaffirme l'orientation défendue par le B.N. Il adopte deux résolutions importantes. L'une, en opposition au mot d'ordre du P.C.F. sur « la grève, arme des trusts », explique que la grève est le moyen de lutte par excellence de la classe ouvrière. L'autre affirme son soutien aux grévistes de la Ruhr.

Au lendemain du congrès, le comité directeur interdit la publication des résolutions adoptées au congrès de Montrouge, mais il est obligé de mettre en accusation deux des siens, Yves Dechézelles et Suzanne Charpy, qui ont apporté leur soutien au B.N. des J.S. pendant le congrès.

Le rapport des forces est-il en train de se modifier ? Pour la première fois les représentants des « adultes » n'ont pas prononcé de longs discours

19. *Ibidem* N° 21, 10 avril 1947.

20. *Le Monde*, 7 juin 1947.

dans le congrès des J.S. Contre eux, les délégués ont affirmé une position anticolonialiste et leur détermination de soutien des luttes ouvrières. Mais le parti n'oppose aux jeunes que peu d'arguments politiques et procède par ukases. Cependant, alors que le B.N. est en position de force, alors que la politique de la S.F.I.O. et de ses ministres est nettement condamné par les trois quarts des congressistes, la direction des J.S. cède et s'incline devant le comité directeur : c'est seulement sous le manteau que les résolutions de Montrouge sont mises en circulation. Un instant affaiblie, la position du B.N. est revigorée par la participation directe et immédiate des jeunes socialistes à la fameuse grève qui commence chez Renault à la fin d'avril.

Le B.N. des J.S. a été, comme tout le monde, surpris par ce mouvement pour une augmentation de 10 francs de l'heure pour tous, parti des départements 6 et 18 et dirigé par un comité de grève élu. Mais il n'hésite pas et propose aux grévistes son camion-sono et l'aide des militants. La réaction du P.C.F. et des cadres de la C.G.T. chez Renault est très violente : les jeunes militants qui diffusent le *Drapeau Rouge* à Billancourt sont pris à partie, traités d'« agents gaullistes » ou d'« hitléro-trotskyistes », menacés et bousculés. Lors du défilé du 1er mai, des diffuseurs du journal sont agressés, plusieurs jeunes socialistes et trotskystes sont blessés. Mais le B.N. tient bon dans son soutien sans conditions : à la fin de la grève, ils ont réussi à constituer un groupe J.S. dans l'usine. Du côté de la S.F.I.O., on n'est pas aussi satisfait. Le 30 avril, quelques jours après le début de la grève, Henri Malacrida assure au comité directeur que « les jeunes ont autre chose à faire que de s'intéresser à un mouvement de grève ». La direction des J.S. pense que l'emprise du P.C. sur la classe ouvrière est en train de s'effriter : quand, le 5 mai, et sans en référer à la S.F.I.O., Paul Ramadier renvoie du gouvernement les ministres communistes, le B.N. n'y voit que la chance pour le P.C.F. d'enrayer le mouvement d'une classe ouvrière qui commence à se détacher de lui.

En fait, dès cette date, la direction des J.S. est dans une situation difficile. Le 23 avril, Jean Courtois a annoncé au comité directeur qu'il avait la preuve que le rapport sur l'Indochine présenté au congrès de Montrouge avait été travaillé et amendé de la main même d'Yvan Craipeau, secrétaire général du P.C.I. La vérité est celle-ci : André Dunoyer a perdu sa serviette, contenant des documents, dont ce rapport, et de l'argent, alors qu'il se rendait chez Craipeau, instituteur à Taverny. La serviette est arrivée aux mains de la police et c'est le ministre socialiste de l'intérieur Edouard Depreux qui a informé Courtois de cette découverte. C'est évidemment une aubaine pour les dirigeants de la S.F.I.O. que la possibilité d'expliquer par le « noyautage » l'opposition des jeunes à leur politique. Le B.N. cherche maladroitement à maquiller l'affaire. Dunoyer commence par dire que, le jour où la serviette a été trouvée, il allait rendre visite au maire de Soisy. Craipeau tente de convaincre un de ses

collègues instituteurs de déclarer que c'est chez lui que se rendait Dunoyer. Finalement le B.N. se décide à assurer que Dunoyer avait un mandat pour rencontrer Craipeau en vue de l'organisation d'actions communes contre la guerre d'Indochine.

Au comité directeur, Daniel Mayer propose la dissolution du B.N. mais n'est pas suivi par Guy Mollet, qui voudrait diviser le B.N. afin de conserver le plus possible de militants. Le B.N. reste solidaire de Dunoyer, déféré devant la commission nationale des conflits. Le 28 mai, Guy Mollet peut penser que l'affaire est dans le sac lorsqu'il annonce au comité directeur que le bureau national a désavoué Dunoyer. C'est vrai, mais en réalité le B.N. hésite et louvoie. Quelques jours plus tard, il publie en circulaire un bilan des désaccords avec le comité directeur. Puis il publie une résolution de soutien du comité national à Dunoyer qu'il avait accepté, sur l'injonction du comité directeur de la S.F.I.O., de ne pas faire connaître. Guy Mollet est désormais convaincu qu'il ne divisera pas la direction des jeunesses. Le 4 juin, il propose au comité directeur de dissoudre le bureau national des J.S.

Yves Dechézelles proteste: comment ne pas mettre en parallèle la sévérité que l'on manifeste à l'égard des jeunes et la mansuétude dont bénéficient ministres et parlementaires qui mènent leur politique sans se soucier des résolutions du parti? Il affirme:

« J'ai déjà énuméré des indisciplines précises non sanctionnées. Dans la politique de l'Union française et en politique extérieure, les décisions de congrès et de conseils nationaux n'ont pas été respectées. Il en est de même dans les domaines économique et social. J'estime plus graves pour l'avenir du socialisme certains propos tenus hier à la tribune de la Chambre que quelques articles du *Drapeau rouge* ».

Léon Boutbien, un homme « de gauche » en transition vers « la droite » du parti, exprime sans doute le sentiment de beaucoup en déclarant:

« On va frapper les J.S. Il le faut, mais il faut aussi imposer la discipline à tous. Est-il exact que notre camarade Ramadier ait déclaré qu'il se moquait des décisions du comité directeur? »

Mais, sur ce plan, chacun a choisi, bien sûr. Le 1^{er} mai, les J.S. ont manifesté au Mur des Fédérés à la commémoration de la Commune de Paris et ils ont copieusement conspué Ramadier en exigeant sa démission. Le comité directeur, lui, ne sanctionne pas Ramadier, mais, à l'unanimité moins trois voix — celles de Dechézelles, Jean Rous et Suzanne Charpy — il vote la dissolution du B.N. Guy Mollet n'est certes sans doute pas loin de penser que c'est la politique du gouvernement qui est à l'origine de la crise avec les J.S. Mais le fait est là: la S.F.I.O. condamne les Jeunesses socialistes à une vie végétative.

Mais, pour le B.N., il est maintenant hors de question de s'incliner. Au lendemain de la dissolution, Guy Mollet se présente au local pour

prier les « anciens responsables » de quitter les lieux : il est mis à la porte. Le B.N., contre les voix de deux mollétistes, affirme sa volonté de continuer le combat sur l'orientation définie au congrès de Montrouge. Il assure, dans une conférence de presse du 6 juin :

« Le comité directeur a commis la faute d'oublier qu'un parti ouvrier n'a pas le droit de seconder la démocratie bourgeoise et le capitalisme libéral. La politique du moindre mal, on sait où elle conduit : la social-démocratie allemande l'a suivie jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'hitlérisme ». ²⁰

Les militants jeunes refusent de comparaître devant la commission des conflits dont ils contestent l'autorité dans un conflit purement politique selon eux. De son côté, le comité directeur exige des déclarations écrites de ceux qui entendent éviter l'exclusion. Guy Mollet s'efforce d'accréditer l'idée selon laquelle ce sont seulement les questions de discipline qui ont exigé la dissolution du B.N. Il précise :

« A plusieurs reprises, la majorité du bureau national a diffusé des mots d'ordre en contradiction absolue avec la politique du parti. Le secrétariat des J.S. a été pris en flagrant délit de collusion avec le Parti communiste internationaliste (trotskystes). Le même secrétariat a manqué à la parole donnée au secrétaire général du parti en violant des engagements librement consentis ». ²¹

En fait l'argument de la « discipline » ne convainc personne et le gros des J.S. reste pour le moment derrière le B.N. qu'il a élu et que le comité directeur de la S.F.I.O. dissout...

C'est, d'une certaine façon, l'aveu d'une défaite de Guy Mollet et du C.D. que le fait que, dans la nuit du 6 au 7 juin, des inconnus s'introduisent de nuit dans les locaux du *Drapeau rouge* et forcent le coffre.

Le 12 juin, Yves Dechézelles démissionne de son poste de secrétaire général-adjoint. Dans une lettre à Guy Mollet, il dit sa conviction que le B.N. des J.S. a été dissous en raison de son orientation socialiste et révolutionnaire.

**

L'organisation des J.S. demeure donc, dans ses grandes lignes, malgré la dissolution, et avec, à sa tête, le B.N. dissous par le C.D. de la S.F.I.O. Mais que faire d'une « jeunesse » de parti désavouée par son parti ? Dans un premier temps, le B.N. développe l'idée selon laquelle il faut continuer le combat pour « redresser » la S.F.I.O., dont nombre de ses militants sont encore membres. Mais l'idée semble vite abandonnée. Quand la S.F.I.O. tient, en août, son congrès à Villeurbanne, le B.N. enregistre sa rupture définitive avec la S.F.I.O. et indique ce qui est,

20. *Le Monde*, 7 juin 1947.

21. Circulaire n° 204 du parti socialiste S.F.I.O., 6 juin 1947.

désormais, selon lui, la mission des J.S., le regroupement de tous les militants révolutionnaires et la construction, avec eux, d'un parti révolutionnaire de la classe ouvrière.

Cette déclaration d'intention n'aura pas de véritables conséquences. Le mouvement s'étiole. A l'automne 1947 commencent les vagues de grèves-Molotov, une politique systématique de division et de violences internes. Le gouvernement frappe et les députés votent de nouvelles lois répressives. La C.G.T. éclate, avec la naissance, en décembre, de la C.G.T.-Force ouvrière. La démoralisation gagne les militants des J.S. à qui leur direction n'offre guère de perspectives concrètes. Quelques individus pensent à rejoindre les trotskystes; aidés par l'apparente radicalisation du P.C., d'autres vont rejoindre ce dernier; plus nombreux sans doute sont ceux qui réintègrent la S.F.I.O., mais aussi ceux qui se tiennent à l'écart de l'activité politique. Paraissant désormais de façon très irrégulière — du fait de difficultés financières et à la suite de la suppression de l'attribution de papier décidée par le gouvernement Ramadier — le *Drapeau rouge* ne peut plus jouer son rôle d'animateur et d'organisateur.

En outre, la perspective même du «regroupement des révolutionnaires» est remise en question par les résultats du congrès du P.C.I. en novembre 1947. Craipeau et ses camarades proches des positions du B.N. des J.S., sont en effet écartés de la direction que prend la tendance dirigée par Pierre Frank et Marcel Bleibtreu. Les nouveaux dirigeants du P.C.I. ne croient guère à la nécessité d'une fusion avec des éléments «centristes» et les gens du B.N. ne souhaitent pas se retrouver dans le même cadre que ces «sectaires». C'est également en partie cette conjoncture qui explique l'avortement rapide de l'Action socialiste révolutionnaire, née, en décembre, de l'initiative d'opposants de gauche de la S.F.I.O. dirigés par Yves Dechézelles et Claude Just, un appel d'air bien insuffisant pour ranimer la braise qui s'éteint avec une génération de jeunes socialistes...

*

**

A travers les travaux d'un Pierre Mauroy, d'un Roger Quilliot et d'un Daniel Ligou, une historiographie officielle du parti socialiste S.F.I.O. s'est penchée sur cette crise des Jeunesses socialistes de l'après-guerre. Pour elle, la cause de tous les maux est l'«entrisme» trotskyste. Roger Quilliot, grand pourfendeur du «sabotage trotskyste», écrit :

« Les adhérents ont souvent tout ignoré de l'activité des trotskystes ; ils ont eu le sentiment que le Bureau national était sanctionné pour opposition à la politique gouvernementale, il leur a semblé, de façon un peu simpliste, que l'opportunisme

triomphait au sein du parti, avec l'accord du secrétaire général, dont les efforts de conciliation furent méconnus». ²²

Il découle de cette interprétation que le bureau national des J.S. n'a pas été dissous pour son opposition à la politique gouvernementale, mais pour ses liens avec le mouvement trotskyste, ignorés des adhérents. En réalité, s'il est vrai que les jeunes socialistes ne se préoccupaient guère de l'activité des trotskystes, ils ont bel et bien soutenu une orientation politique différente de celle du parti socialiste et du gouvernement, refusé en toute connaissance de cause la guerre coloniale.

Pierre Mauroy également explique par le «noyautage» l'opposition entre le parti et ses jeunes :

«Profitant d'une situation très favorable pour eux, les trotskistes avaient entrepris le noyautage de l'organisation. Petit mouvement de pensée, divisé en tendances opposées les unes aux autres, le trotskisme ne trouve son unité (et pas toujours !) qu'à l'occasion d'événements qui peuvent être propices à son développement. Comme l'a dit un jour Edmond Maire en évoquant les trotskistes, «ce sont des coucous qui viennent déposer leurs œufs dans nos nids». Il y a chez les trotskistes toute une tradition de l'«entrisme» : par deux fois avant la guerre, ils avaient réussi à contrôler les Jeunesses socialistes de la Seine durant une courte période qui s'était terminée par leur exclusion. Habituellement, ils «entraient» dans une organisation, y recrutaient quelques militants et en repartaient, légèrement renforcés. Pour un temps seulement. Aux J.S. des années 1946-1947, leur ambition était plus grande. C'était toute l'organisation qu'ils voulaient entraîner derrière eux». ²³

Pierre Mauroy semble ignorer la différence entre l'«entrisme», où l'on se présente publiquement pour entrer dans une organisation, comme les «bolcheviks-léninistes» l'avaient fait dans les J.S. puis la S.F.I.O. en 1934, et l'entrée en fraction de militants camouflés pour une action clandestine de «noyautage». Il n'indique pas que les jeunes socialistes avaient invité eux-mêmes les trotskystes à entrer dans leurs rangs dans la Seine et que les exclus des années trente étaient loin d'être en majorité des «trotskystes». Il faut ajouter, chez tous ces procureurs, une curieuse incertitude sur les dates dans le cours de leur réquisitoire.

Mauroy, épaulé par Mme Pluet-Despatin, qui parle d'un «début du travail «entrisme» du P.C.I. dans le courant de 1946» ²⁴ est renforcé par Quilliot qui parle aussi de 1946 et confond sciemment «entrisme» et «noyautage» («si on préfère», écrit-il). ²⁵

22. Roger Quilliot, *La S.F.I.O. et l'Exercice du pouvoir (1944-1948)*, p. 243.

23. Pierre Mauroy, *Héritiers de l'Avenir*, pp. 55-56.

24. Jacqueline Pluet-Despatin, *La Presse trotskyste en France de 1926 à 1968*, p. 119. Le 3^e congrès du P.C.I. se tint en septembre 1946.

25. R. Quilliot, *op. cit.*, p. 35.

Tout cela n'est pas très sérieux. En fait, le travail de certains trotskystes en direction des Jeunesses socialistes a commencé — et n'importe quel auteur socialiste peut le savoir — en 1944, sous le contrôle personnel d'Yvan Craipeau, de la direction du P.C.I., mais indépendamment des autres composantes de cette organisation. Deux militants en ont été chargés : André Essel, alors membre du comité central du P.C.I. sous le pseudonyme de Lenôtre, et Robert Sauterey. L'objectif de Craipeau et de ses camarades, plutôt réservés à l'égard de leur propre organisation, le P.C.I., est de construire le parti révolutionnaire « à travers le regroupement des tendances progressistes qui se développent dans le P.C.F. et le P.S. ». 26 Au deuxième congrès du P.C.I., en février 1946, une motion de Craipeau défendant cette conception fondée sur l'évolution des « tendances progressistes » est repoussée par 24 voix contre, 3 pour et 47 abstentions. Qu'importe, Dunoyer et Sauterey restent aux Jeunesses socialistes. Quelques mois après, Sauterey est secrétaire fédéral dans la Seine et Dunoyer atteint son objectif d'être responsable de la formation des militants. Les deux hommes sont élus au bureau national au congrès de Perpignan.

En quoi l'historiographie socialiste interprète-t-elle de façon erronée la présence de ces trotskystes dans les J.S. ?

Il n'y a pas eu d'« entrisme » des trotskystes, seulement l'adhésion de quelques individus dont il est impossible de dire comme Roger Quilliot qu'ils voulaient « s'agglutiner à la S.F.I.O. » Travail de fraction ? C'est sans doute ce qu'ont pensé quelques responsables du P.C.I. qui ont orienté de jeunes militants vers les J.S. ou repoussé des demandes d'adhésion qui en venaient, invitant les candidats à y œuvrer au « regroupement révolutionnaire ». En fait, avant la dissolution du bureau national, le nombre de ces « trotskystes infiltrés » est dérisoire et de très loin inférieur à celui des membres des J.S. qui quittent cette organisation pour adhérer ouvertement et publiquement au P.C.I. Et s'il s'agissait d'un travail « de fraction », il était en tout cas d'un type très nouveau puisqu'il ne s'agissait pas alors de recruter dans un « vivier », mais de faire évoluer l'ensemble du mouvement en aidant à la création d'une gauche. Pour reprendre la formule d'Yvan Craipeau, défendant sa propre politique, il ne s'agissait pas de « pêche à la godasse » ni de débauchage, mais de construire réellement ce mouvement et de le renforcer numériquement et politiquement.

Pour Craipeau et ses proches, ceux que l'on appelle « droitiers » dans le P.C.I., les J.S. sont l'enjeu d'un combat engagé à la Libération, mais elles ne constituent qu'un élément dans une activité plus large qui vise également la S.F.I.O. et le P.C. et qui vise à libérer les militants de l'emprise de l'appareil. Comme l'action à l'intérieur du P.C. n'a pratique-

26. Yvan Craipeau, *La Libération confisquée*, p. 164.

ment rien donné, l'évolution des J.S., la maturation de leur conscience politique sont primordiales pour l'intervention dans la S.F.I.O. et la conquête de militants de gauche pour une orientation révolutionnaire. Ainsi, la défaite et la mise à l'écart de Daniel Mayer au congrès d'août 1946 étaient-elles l'objectif prioritaire de Dunoyer comme de Craipeau. C'est quelque temps après que Marcel Rousseau a appris de la bouche de Dunoyer ses « sympathies » pour le trotskysme. Et de proche en proche, il s'est trouvé d'accord avec lui par « pente naturelle ». Le secrétaire général des J.S. rejoindra le P.C.I. après avoir été exclu de la S.F.I.O.

En 1946, l'opération engagée en 1944 prend une dimension tout autre. Nous avons vu l'influence acquise par Dunoyer et Sauterey au plan fédéral et national. Par ailleurs Yvan Craipeau devient secrétaire général du P.C.I. à l'issue du 3^e congrès de cette organisation, du 7 au 11 septembre. Le « travail J.S. » n'est plus une tâche marginale et va être donc mieux élaboré. A la fin de 1946, un texte intitulé *La Gauche socialiste et nous* donne des conseils pour s'orienter dans les J.S. : pour ne pas être entraînés dans le courant de désaffection à l'égard du P.S., les J.S. doivent s'efforcer de devenir un des pôles essentiels du regroupement de la gauche dans le parti socialiste. Il leur faut pour cela en finir avec l'apolitisme d'une organisation en tutelle, donc prendre leurs responsabilités sur les problèmes essentiels. Le texte — vraisemblablement rédigé par Craipeau — poursuit en analysant les rythmes d'évolution, qui seront lents car la liaison avec les éléments de la gauche du P.S. sera plus lente encore. En attendant, il faut politiser les J.S. et les « durcir » sur le plan organisationnel, avancer ensuite en se liant si possible avec tous les éléments de gauche sérieux, même au sommet, mais en gardant le souci de ne pas trop s'avancer puisque le principe est de ne jamais reculer.

C'est pourquoi, au moment où la création du *Drapeau rouge* concrétise le « durcissement » des J.S., la tendance représentée par Craipeau, profitant des convergences sur l'analyse de la situation et de la politique française, se tourne vers Yves Dechézelles. Bien entendu, Dechézelles n'est pas et n'a jamais été trotskyste, bien que des auteurs comme Roger Quilliot ou Jean Lacouture l'affirment. Ce secrétaire général-adjoint de la S.F.I.O. est seulement un homme qui a des principes et croit à ce qu'il défend dans les congrès et les réunions publiques. Le qualifier de « trotskyste » permet de passer discrètement sur les motifs de son opposition à la politique de la direction socialiste et de balayer du même coup les milliers de militants socialistes qui ont pensé et senti comme lui en voyant leur parti s'engager dans une guerre coloniale.

La raison pour laquelle la direction des « trotskystes » dans la J.S. n'a pas cherché la rupture avec la S.F.I.O. est évidente : elle espérait agir de la même façon dans le parti lui-même et dégager cette gauche qui se révoltait sans comprendre, après le retournement de Guy Mollet, élu à gauche. L'affaire de la serviette de Dunoyer a brisé cette perspective d'un travail

de longue haleine. Il semble même que certains aient pensé à le sacrifier, parce que trop compromettant, et afin d'assurer la continuation du travail : ainsi s'expliquerait que le B.N., après sa propre dissolution, comme avant, se soit plusieurs fois désolidarisé de Dunoyer.

Combien de gens formellement membres du P.C.I. militent-ils au compte de cette politique dans les J.S. ? Avant la dissolution du B.N., c'est impossible à dire, en unités. Après, à peine quelques dizaines²⁷ : le bureau national intervient alors en véritable « fraction », directement aidé par quelques militants de province gagnés dans la période du conflit ouvert. On est loin du « noyautage » trotskyste planifié et tissant sa toile sur tout le mouvement qui « ignore tout » !

En 1937, s'adressant aux jeunes socialistes exclus par la S.F.I.O., Marceau Pivert s'écriait :

« Vos relations coupables ? Que n'allez-vous de temps à autre fréquenter les hommes en soutane ou les bouges ! Personne ne vous en ferait grief [...] Ce qui éclate dans l'affaire des exclus, c'est l'opposition contre une conception conservatrice du mouvement des jeunes socialistes et une conception véritablement digne d'un parti révolutionnaire [...] Plaignons les jeunes qui, devant un avenir chargé des plus belles espérances en même temps que des plus effroyables catastrophes, accepteraient de borner leurs ambitions à la répétition d'un catéchisme ». ²⁸

Le 19 janvier 1898, Jules Guesde et Jean Jaurès signaient un manifeste du groupe parlementaire qui se terminait par l'appel que symbolisent les trois flèches du mouvement socialiste :

« Poussez votre triple cri de : Guerre au capitalisme, Guerre au cléricalisme, Guerre à l'oligarchie militaire ».

Les jeunes socialistes de 1944-1947 ne sont-ils pas restés fidèles à ce triple cri à travers leur combat contre le racisme et le chauvinisme, leur lutte pour l'internationalisme, leur dénonciation de la guerre d'Indochine, leur combat contre la P.M.O., pour la réduction du service militaire, pour l'échelle mobile des salaires, à travers leur solidarité agissante avec les grèves ouvrières ? Ou bien était-ce Guy Mollet qui incarnait cette fidélité ?

Après la dissolution du bureau national, Guy Mollet s'écrie :

« Enthousiasme, allant, discipline, loyauté, tels sont les mots d'ordre de nos J.S. Un jeune sans allant ni enthousiasme ne trouverait pas sa place dans nos Jeunesses qui doivent toujours être à la pointe, à l'avant-garde de nos combats. Mais l'un et l'autre ne sauraient faire oublier la loyauté et la discipline sans lesquelles on perd les batailles ». ²⁹

27. Fiches du P.C.I. 1947 consultées au C.E.R.M.T.R.I.

28. Cité par *Le Drapeau rouge* n° 11 (nouvelle série) 14 août 1947.

29. *L'Espoir*, 20 septembre 1947.

Léon Blum acquiesce :

« Les malheureux incidents qui viennent de se produire — et dont les effets sont déjà réparés — n'arrêteront pas, j'en suis sûr, l'élan de nos jeunes socialistes. Soyez assez bon, mon cher Courtois, pour être auprès d'elles mon interprète. Nous nous fions à elles, nous attendons d'elles qu'elles reprennent de nos mains, pour la mener jusqu'à la victoire, la tâche à laquelle nous avons voué notre vie ». ³⁰

**

Les Jeunesses socialistes ne sont jamais redevenues une organisation politique de masse de la jeunesse. Pierre Mauroy et Roger Quilliot admettent que les conséquences de cette crise ont été tragiques : vieillissement, puis non-remplacement des cadres et des militants, tarissement du recrutement chez les étudiants. A l'instigation de Pierre Mauroy, les J.S. fondent en 1951 les Foyers Léo Lagrange, une façon d'empêcher que les jeunes fassent de la politique, mais aussi un moyen d'élargir une indispensable clientèle puisque les foyers sont ouverts à tous. En tout cas, un aveu que la S.F.I.O. ne pouvait avoir son organisation de jeunesse.

Pour en finir avec le thème du « noyautage », constatons simplement que quelques militants trotskystes, à la Libération ont fertilisé les Jeunesses socialistes auxquelles ils ont transmis aussi leurs difficultés, leurs hésitations et leurs contradictions. Ils ont aidé le mouvement à s'exprimer. S'ils ont pris aussi aisément des postes de responsabilité, c'est qu'ils étaient, sur le plan de l'action militante, mieux formés, mieux éduqués, mieux préparés. La jeunesse a soif de savoir et, face aux carences de la S.F.I.O. en matière éducative, les jeunes socialistes ont choisi ceux qui leur proposaient d'autres perspectives que les collages d'affiches en période électorale et l'organisation de leurs loisirs. Dès 1946, les dirigeants des Jeunesses socialistes qui, répétons-le, n'étaient pas des trotskystes, ont favorisé ainsi le renforcement qualitatif de leur mouvement en permettant aux jeunes militants d'agir et lutter avec leur classe.

En dénonçant le « noyautage trotskyste », Mauroy et Quilliot trouvent un alibi au fait que les Jeunesses socialistes n'ont pas accepté la politique gouvernementale du parti socialiste S.F.I.O., alors que la poignée de trotskystes n'a fait qu'accélérer le processus de prise de conscience des jeunes socialistes. Personne ne pouvait créer artificiellement, dans l'immédiat après-guerre, ce profond mouvement des jeunes qui épouvantait les hommes d'appareil et qu'ils s'efforçaient de juguler par des règlements toujours plus restrictifs.

Après tout, que demandaient les jeunes socialistes ? Le droit à la parole.

Ils ne l'ont pas eu.

30. *Ibidem.*

Documents

Les documents ci-dessous illustrent chacun un aspect de la crise des partis socialistes ou des problèmes posés par l'entrisme. Une lettre de Trotsky au dirigeant socialiste belge ¹ P.H. Spaak montre l'état des relations entre les deux hommes qui s'étaient rencontrés à Paris quelques mois auparavant. Le dirigeant espagnol Enrique Fernández Sendón (Luís Fersen) a été converti à l'«entrisme» en prison à Madrid, alors qu'il l'avait combattu l'année précédente: il explique son ralliement. ² Le dirigeant de la droite du parti socialiste américain James Oneal décrit à l'Internationale les malheurs d'un parti dont les jeunes se « radicalisent » et se révoltent. ³ Enfin, un extrait du programme de la gauche du P.P.S., adressé de Pologne à *La Vérité*, illustre le caractère mondial du mouvement. ⁴

1. Houghton Library, « Exile Papers », bMSRus 13-1, 10494.

2. *Ibidem*, 15961.

3. Ce document ne figure pas dans les archives de Harvard, car Trotsky, dès qu'il l'a reçu, l'a réexpédié à New York afin de le faire publier dans le *New Militant* du 25 octobre 1935. Il l'avait reçu de Vereeken qui le tenait lui-même de la jeune militante Nora Jexas dite Nora Saxe, qui travaillait au secrétariat de la II^e Internationale et transmettait à Vereeken copie des documents intéressants.

4. Houghton Library..., ...14228, avec la permission de la Houghton Library comme les deux précédents.

Lettre de Trotsky à Paul Henri Spaak (14 avril 1934)

Cher Camarade,

Je reçois votre lettre avec un retard occasionné malheureusement par l'inexactitude de l'adresse. Peut-être ma réponse vient-elle après la décision. Tant pis : j'espère bien tout de même que la décision était juste.

Les choses se précipitent en Belgique comme ailleurs. La classe ouvrière n'a que quelques mois pour la première étape de son regroupement. Vous dites que la situation est difficile pour le groupe de l'Action socialiste : l'ennemi intérieur fait des progrès épouvantables, le Parti ouvrier est en déclin et c'est ainsi qu'un nouveau parti aura un dur commencement. C'est juste, mais on ne choisit pas l'ambiance historique. Les difficultés inégalables devant lesquelles se trouve maintenant la classe ouvrière prennent une forme éminemment concentrée pour l'aile gauche de la classe ouvrière et néanmoins cette aile gauche est la seule clé du salut. Pour résoudre telle ou telle question pratique, il faut partir de ces considérations générales. Le P.O.B. périclité et périclité d'une semaine à l'autre. Puisque les leçons d'Allemagne et d'Autriche ne l'ont pas redressé, ils l'ont fait pourrir encore davantage et plus le parti décline, plus il devient et deviendra intransigeant envers la gauche. Chaque jour perdu par la gauche sera gagné par la droite, cela veut dire par le fascisme.

La bureaucratie syndicale est la plus bornée, réactionnaire et corrompue. C'est pourquoi précisément elle domine le parti d'autant plus que les contradictions s'aiguissent et exigent une réponse nette.

Il est à regretter naturellement que les gauches n'aient pas créé des points d'appui organisés dans les syndicats, mais rien n'est perdu : les questions comme elles se posent dans la situation actuelle ne sont pas des questions de parti ou de syndicats. Ce sont des questions touchant le sort de la classe ouvrière tout entière. Elles englobent le parti ouvrier comme les syndicats. C'est pourquoi les bureaucrates syndicaux ont peur d'être

submergés par la masse si elle trouve ses guides et c'est précisément pour cela que ces corrompus et corrupteurs ont peur devant vous. Ils sont obligés de vous évincer, de vous écraser, de vous détruire. Leur faire des concessions signifierait répéter en plus petit toute la politique de l'auto-marxisme envers Dollfuss. Les bureaucrates réactionnaires s'appuieront sur vos concessions pour vous discréditer, pour vous en arracher d'autres et pour vous étrangler après-demain dans des conditions beaucoup plus défavorables pour vous qu'aujourd'hui.

Pas céder. Au contraire; prendre l'offensive, expliquer à l'avant-garde ouvrière que c'est la pire réaction capitaliste qui se sert des bureaucrates syndicaux et « socialistes » pour étrangler préventivement tout esprit de révolte et de dignité révolutionnaire dans le prolétariat et ainsi faciliter aux bourreaux fascistes leur besogne.

Ma conviction la plus profonde, sans la moindre hésitation, me dit : pas céder un seul pouce de terrain. Naturellement, vous ne prendrez pas l'initiative formelle de la rupture, vous en rejetterez la responsabilité sur les bureaucrates, mais vous agirez en pleine liberté en vous dirigeant d'après de hautes visées politiques et non par de petits guet-apens juridiques de bureaucrates. Il faut mobiliser les gauches pour secourir le parti, pas perdre un seul instant, autrement on sera dans quelques mois sous le rouleau compresseur du fascisme et alors il ne restera qu'à maudire les négligences et les pertes de temps commises maintenant.

Cher Camarade, la Belgique et la France, c'est vraiment la dernière tranchée du prolétariat. Si mon opinion peut avoir la moindre influence sur la décision à prendre, je vous dis : « Ne cédez pas ! Ces heures ne reviendront plus ! Mobilisez vos rangs ! Déclenchez l'offensive ! Soyez sans pitié pour la lâcheté, la pourriture qui paralysent d'en-haut l'excellent et puissant prolétariat belge. Votre groupe peut jouer un rôle historique, maintenant ou jamais ».

Vous m'excuserez du ton presque pathétique de ces lignes. Ce ton est naturellement dicté par la gravité des circonstances comme par la clarté absolue avec laquelle les conséquences de votre attitude se présentent à mes yeux.

Mes meilleurs saluts et vœux.

P.S. Votre interview pour *Le Matin* m'assure que ma lettre est plus ou moins superflue. Vous avez dû prendre la décision de combat jusqu'au bout. Je vous en félicite.

Luis Fersen

Commentaire sur la résolution du C.E. de l'I.C.E. qui traite de notre orientation. 5 avril 1935

1. Nous voulons détacher de la résolution du C.E. ce qui nous paraît le plus positif, à savoir la *possibilité* d'abandonner notre indépendance organique pour nous incorporer dans les courants unitaires qui prédominent aujourd'hui dans les masses et auxquels nous ne pouvons ni ne devons résister. Prétendre, dans ce cas, naviguer contre le courant serait tomber dans un sectarisme stérile pour le présent et stérilisant pour le futur. La liquidation de notre indépendance organique suppose d'importantes concessions principielles et la question est de savoir dans quelles conditions nous pouvons accepter l'union avec d'autres forces.

2. Le C.E. soutient que reconnaître le principe d'un nouveau parti révolutionnaire et, dans ce but, inviter toutes les tendances à en jeter les bases, c'est s'imposer l'obligation de participer à ce travail: telle fut d'ailleurs notre attitude en Catalogne. Mais, dans le reste du pays, le problème se pose de façon tout différente. Le cas de la Catalogne ne peut nous servir de règle, car il est le produit d'une situation très particulière.

Le mouvement catalan est extrêmement divisé; le P.S. n'y joue pas un rôle prépondérant, ce qui a permis la réalisation efficace, relativement facile de l'Alliance ouvrière; au contraire, là où son influence est en force et écrasante, comme à Madrid, l'Alliance ne cessa jamais d'être irréaliste. Les partis de l'Alliance catalane ont pris l'initiative de constituer un parti unifié: situation avantageuse pour nous. Pas plus que le P.S. ne put empêcher sa création, le Bloc ne peut nous éliminer selon son désir.

En dehors de la Catalogne, si l'on excepte le P.S., dont le développement est supérieur à tout autre, le seul parti ouvrier de quelque poids est le parti stalinien. Nous avons cru, à un moment donné, que la J.S. allait prendre l'initiative de la construction d'un nouveau parti. Mais ç'aurait été en pleine collusion avec les staliniens. De ce fait, nous aurions sans doute été mis à l'écart. Mais ils savent que nous serions les premiers à répondre à leur appel. Notre faiblesse organique les retient. Nos idées

seules les attirent, car elles leur apparaissent comme positives. Aussi sont-ils disposés à nous les laisser défendre, en nous absorbant et en se refusant à créer avec nous de puissance à puissance. Ainsi les conditions de création du parti unifié acceptables pour nous paraissent bien difficiles à réaliser, contrairement à ce qui s'est passé en Catalogne.

Le C.E. voit — et cela facilite beaucoup la discussion — les dangers d'un isolement sectaire. Pour y échapper il n'existe pas d'autre issue que l'entrée dans la social-démocratie. Il serait en effet vain d'espérer que la J.S. va finir par conclure un pacte avec notre organisation en vue de créer le nouveau parti.

Les voies que le C.E. propose pour sortir de l'isolement ne peuvent que nous y enfoncer davantage. Il ne s'agit pas, comme le croit le C.E., d'abandonner nos positions au moment où elles commencent à être comprises. Bien au contraire, il s'agit de poser le problème comme il se pose, concrètement.

3. Le problème n'est pas moins important ni urgent à l'échelle internationale. Nous avons été surpris par la collusion P.C.-P.S. précipitée par les courants de gauche. Où conduira cette idylle? Nous ne le savons pas. En toute hypothèse, nous sommes le facteur décisif. Tout dépend, dans l'immédiat, moins de notre activité et de notre capacité de propagande que du fait que nous ayons ou non une position solide. Une collusion entre la social-démocratie et le stalinisme est possible si la première renonce à toute critique de l'U.R.S.S. et si le second oblige ses sections à entrer dans les partis socialistes, mais la chose sera plus difficile si nous sommes dans la bataille. Le stalinisme se heurterait de nouveau à «la contrebande trotskyste». La social-démocratie n'entreprendrait pas une persécution du trotskysme dans ses rangs sous la forme sectaire exigée par les staliniens, parce que cette attitude placerait la bureaucratie socialiste sous la coupe de la bureaucratie de Moscou, comme le sont les directions des P.C.

Si l'union se réalise, nous aurons sacrifié notre indépendance organique, mais conservé une base de propagande et un champ de lutte qui disparaîtraient si nous restions indépendants face à la social-démocratie et au stalinisme unis.

Nous devons reconnaître que le camarade Trotsky avait raison de s'orienter vers la social-démocratie, bien que la discussion aurait pu se dérouler plus clairement et sans les violences verbales funestes qui accompagnent habituellement les discussions de notre organisation internationale. Il faut reconnaître que le camarade Trotsky, même quand il se trompe, se situe mieux dans le cours positif réel que les camarades qui s'opposent au nom des «principes».

4. La question se pose de savoir si nous devons entrer dans les J.S. ou à la fois dans les J.S. et le parti: c'est cette dernière proposition que nous acceptons. La distinction entre adultes et jeunes est, parmi nous, un

peu artificielle : pratiquement, l'entrée dans les seules J.S. condamnerait quelques camarades à l'inactivité. Le seul avantage que nous pouvons y voir est que cette distinction nous permettrait de conserver une certaine indépendance formelle d'organisation. Il ne convient pas de donner l'impression d'une organisation au sein d'une autre organisation, bien qu'en fait nous le soyons. Nous ne devons pas laisser voir notre prétention de miner le P.S. et faire croire que nous ne sommes pas complètement incorporés. Nous devons supporter tous les devoirs qu'implique la discipline d'un parti puisque nous désirons jouir de tous les droits.

En France, les coutumes du mouvement ouvrier ont permis à nos camarades d'entrer en tant que « groupe adhérent » dans la social-démocratie, mais il est à craindre qu'un manque d'audace et un conservatisme de groupe mal compris empêchent la Ligue française d'y avancer d'un pas.

La seule voie est que nous entrions au complet, que nous maintenions notre cohésion interne et que nous fassions paraître un organe théorique, *Comunismo*, non comme un organe de fraction organisée, mais comme une « publication marxiste » d'un courant idéologique existant dans le mouvement ouvrier. Il s'agit de sauver les apparences. On ne pourra sans doute rien objecter à *Comunismo*, puisque sa direction en sera responsable devant le parti et ne cherchera pas à esquiver ses responsabilités, bien au contraire; d'autre part, personne n'ignorera que cet organe appartient aux trotskystes.

Pour arriver à faire un travail efficace, nous devons accepter l'entrée dans la social-démocratie en même temps que les sacrifices et les inconvénients que cette entrée suppose. C'est seulement ainsi que nous pourrions rencontrer une nouvelle base solide de lutte.

5. La crainte de nous trouver bientôt éparpillés dans la social-démocratie est légitime, mais ne l'exagérons pas. Il est très possible qu'au début notre union et notre cohésion internes se relâchent un peu : espérons cependant que nous réagirons promptement. Nous serions des révolutionnaires de plâtre si nous craignons de nous volatiliser au contact d'une grande organisation confusionniste, alors qu'il n'y a pas d'autre solution que de s'en approcher. Nous serions aussi bien condamnés à mourir comme organisation indépendante si nous étions dans ce cas. Nous devons avoir confiance dans nos cadres, car, sans ce minimum de confiance, il n'y a plus d'action possible. Nous n'ignorons pas que les dangers de notre propre dissolution augmentent du simple fait que nous nous fondons dans une autre organisation, mais que ce danger ne nous retienne pas sur une position réformiste ! Il n'est pas prouvé que nous allions disparaître dans le confusionnisme de la social-démocratie.

6. Les problèmes qui se posent aujourd'hui ne peuvent être résolus si on les aborde d'un point de vue abstrait : les groupes dissidents, bordiguistes, groupe Landau, etc. en sont un exemple. Pour eux, la dégéné-

rescence du mouvement ouvrier est de plus en plus grande: la social-démocratie chemine vers la mare stalinienne, cette dernière, de son côté, abandonne la théorie du social-fascisme pour se mettre à la remorque de la social-démocratie; pour comble de malheur, nous, nous allons encore plus loin que le stalinisme en nous incorporant à la social-démocratie: c'est la débâcle générale.

Cette manière de penser dénote une lamentable myopie. Un tel processus de dégénérescence n'existe pas: nous sommes au contraire en présence d'une vague montante du mouvement révolutionnaire, imprécise et tortueuse, en face du regroupement et de la différenciation de la classe ouvrière autour de la social-démocratie, regroupement et différenciation qui peuvent très bien n'aboutir à rien. Mais nous ne pouvons demeurer dans l'expectative. Notre faiblesse organique nous place dans l'alternative aiguë: ou l'entrée dans le P.S. ou notre isolement qui nous empêche d'influer sur les événements. Répondre qu'on ne craint pas l'isolement n'est pas révolutionnaire; en effet, la première obligation d'une tendance révolutionnaire est la volonté d'exercer toute l'influence possible selon les moyens dont elle dispose.

D'autre part, attendre, comme le conseille le C.E., que la différenciation s'accroisse dans le P.S., constitue un grave danger. Notre chance d'entrer peut disparaître d'un moment à l'autre. Elle disparaîtrait effectivement si les organisations plus fortes arrivaient à s'entendre, à cause de nos hésitations, sans que nous ayons une position avantageuse.

Nous avons vu que le puritanisme de principe conduit à l'incompréhension de la marche du mouvement ouvrier. Beaucoup d'oppositionalistes sont comme le dernier roi maure Boabdil qui, chassé de Grenade, poussa un soupir sur le dernier royaume sarrasin d'Espagne; eux, ils croient que s'évanouissent les dernières positions de la révolution prolétarienne « Nous voyons disparaître — ainsi les bordiguistes se lamentent-ils à propos de Trotsky — dans les tourbillons de la contre-révolution celui qui fut (hélas) un des grands chefs de la révolution russe ». « Nous sommes devant la banqueroute de la fraction trotskyste, disent certains, Trotsky se sert de la déroute de l'I.C. pour masquer sa rupture avec les principes de la III^e Internationale ». D'un autre côté, l'I.C. parle du « liquidateur » Trotsky, pour traiter de « contre-révolutionnaire » toute critique de sa propre politique.

Si notre banqueroute est possible, c'est à cause des défauts propres à notre organisation, mais pas, comme ces citations voudraient le laisser croire, parce que la dégénérescence générale nous a contaminés. On en arrive à croire que tout va de mal en pis au moment précis où le mouvement ouvrier commence à se réveiller et à se débattre contre la faillite de l'I.C. et toutes les misères qui en découlent. Seuls schématisme et byzantinisme peuvent conduire à cette monstrueuse déformation de la réalité. Combattons dans nos rangs le « boabdillisme » et les soupirs du

Maure ; c'est la position la plus funeste et la plus équivoque de toutes : du schéma, on passe vite à l'idée fausse et d'une petite erreur à la monstruosité.

7. Nous nous sommes attachés à certains schémas (c'est général dans tout le mouvement de l'Opposition de gauche) très utiles et très sains, si on ne prétend pas les transformer en catégories intangibles. L'idée que l'intransigeance, la critique révolutionnaire implacable finiraient par nous attirer les masses ouvrières s'est profondément enracinée en nous, mais elle est fausse si on l'entend avec rigidité. Il ne peut en effet y avoir aucun principe unique qui nous dise d'où sortira un parti révolutionnaire. Le schéma le plus parfait ne nous dispensera jamais d'étudier chaque situation particulière. Aucun parti révolutionnaire, même guidé par Trotsky ou Lénine, ne s'est assujéti strictement à de semblables suppositions directrices. Il y a une histoire du bolchevisme et un Lénine forgés dans les sacristies staliniennes : ce ne sont pas autre chose qu'un mensonge du plus bas étage et une idéalisation à bon marché.

Notre mouvement d'opposition n'a jamais été, malgré les apparences, un mouvement doctrinaire. Le scolasticisme qui peut se faire jour, pour certains, dans leur manière de s'exprimer et de comprendre, ne prouve pas l'absence du calcul politique des forces, leurs manifestations et leurs tendances, et des considérations générales de la doctrine. Dans la première étape, l'Opposition s'est acharnée à obtenir la réforme de l'I.C. ; notre propagande reposait sur ce calcul. L'orientation générale de la réforme de l'I.C. n'était pas fausse, tandis que les moyens employés l'étaient, car ils nous ôtent la possibilité de travailler avec une force qui ne fût pas les staliniens. C'est cela, avec quelques méthodes désastreuses de la direction, qui nous a empêchés de bâtir solidement l'organisation, dans une étape importante, au moment où nous l'eussions pu le mieux.

Après la défaite allemande, nous avons tourné en rond, convaincus que la réforme de l'I.C. était impossible et nous orientant vers une nouvelle Internationale. Nous étions nombreux à considérer ce nouveau cours comme prématuré, bien qu'en comprenant parfaitement les raisons. La principale était que les événements d'Allemagne allaient provoquer des scissions dans les organisations existantes et il nous appartenait de grouper les éléments dissidents. La rivalité sectaire du P.S. et du P.C. nous autorisait, sans que soit exclue une autre hypothèse : la classe ouvrière pouvait se diriger soit vers le P.S., soit vers le P.C. selon les efforts de chacun des deux partis pour rejeter sur l'autre la responsabilité des malheureux événements. Mais les fractions dissidentes du P.S. et du P.C. pouvaient n'accepter nos conditions qu'en partie. Il aurait été préférable de présenter un programme antifasciste à la conférence des partis dissidents à Paris ; il aurait mieux cadré avec les préoccupations du moment que la formation d'une IV^e Internationale. Le mot d'ordre de la IV^e Internationale est juste comme perspective mais n'amène à rien comme

travail immédiat. Le cours postérieur des événements a contribué à diminuer son activité; en effet, l'entente diplomatique P.C.-P.S., tout à fait inattendue, pousse le courant ouvrier dans un sens totalement différent. Nous ne devons pas, malgré tout, abandonner cette orientation, mais au contraire la maintenir en accordant nos actes aux possibilités réelles.

Les camarades américains se trouvent dans des conditions favorables à ce mot d'ordre tandis qu'ici, en Europe, nous devons le placer au second plan si nous ne voulons pas tomber dans le ridicule et le contresens magnifique de parler aux masses d'une IV^e Internationale qui doit, pour s'organiser, commencer par cesser d'exister en tant qu'organisation indépendante.

Le camarade Trotsky a en vue le changement opéré dans la situation quand il préconise l'entrée dans le P.S. Si nous disons cela, c'est pour démontrer que le camarade Trotsky est toujours guidé par des considérations générales de principe et des calculs pratiques — sûrs ou non — S'il n'en était pas ainsi, le marxisme serait aussi bien platonisme et kantisme, défaut que l'opposition évite peu souvent. Ce serait de même puéril de croire que le révolutionnaire est toujours intransigeant et hérissé de piquants et que, s'il n'est pas ainsi, il sombre dans l'opportunisme.

8. Nous devons adopter une position conforme à notre tournant vers la social-démocratie. La partie progressiste de la social-démocratie, bien qu'elle soit en désaccord avec les réformistes de la II^e Internationale, n'accepte pas le régime de l'I.C.; elle n'a pas accepté les principes de base de l'I.C., le centralisme international surtout. Quant à nous, nous n'acceptons pas le régime actuel de l'I.C., car il n'est qu'un centralisme bureaucratique de Moscou. Les courants de gauche du P.S. haïssent en somme les partis staliniens mais sont fortement attirés par la révolution russe. De plus en plus, ils ont envie de se séparer de la II^e Internationale pour entrer dans l'I.C. à condition qu'un régime acceptable y soit mis en vigueur. Si ce courant s'amplifie, nous le soutiendrons car un régime intérieur acceptable pour la social-démocratie le sera aussi pour nous. A ce moment, l'I.C. ne sera plus ankylosée ni asphyxiée, nous ne serions plus isolés. Le mot d'ordre, ni la II^e, ni la III^e, mais la IV^e Internationale peut s'ouvrir un chemin par cette voie. Nous sommes actuellement dans une période où la classe ouvrière sait ce qu'elle ne veut pas — ni la II^e, ni la III^e, ni la IV^e — mais ne sait pas ce qu'elle veut. Seule une expérience nouvelle à laquelle nous prendrons part peut créer un mouvement favorable à la IV^e Internationale.

9. Nous avons cru nécessaire de nous étendre plus que le C.E. dans sa résolution, pour éviter que s'élèvent des objections à notre point de vue. Le problème qui nous occupe est sans doute le plus important de tous. Personne, plus que nous, n'a combattu si durement les intentions de « liquider » notre organisation indépendante et, avant de nous rendre à l'évidence, nous avons cherché toutes les solutions possibles. Nous

sommes maintenant convaincus que des solutions intermédiaires ne seraient qu'un masque de notre résistance passive, de notre peur d'accepter les choses comme elles doivent être.

Un point doit être clair pour nous tous : le parti socialiste, après les événements d'Octobre, va connaître un développement formidable. Au lieu de porter la responsabilité de ses crimes, il n'aura que la gloire d'avoir combattu ; nous ne pensons pas que les choses vont se passer autrement. D'autre part, l'exclusion de l'aile droite est proche. Devant ce processus il nous faut choisir ou bien l'isolement (et perdre la possibilité d'influencer le prolétariat, car à la prochaine étape il ne suivra pas les petits groupes), ou bien nous incorporer dans les conditions imposées par la réalité. Parce que nous n'avons pas pu ou su, nous nous trouvons aujourd'hui dans l'impossibilité de poser des conditions de puissance à puissance, du fait de notre faiblesse. N'importe qui, et par exemple le Bloc de Maurín est à cet égard dans des conditions plus avantageuses que nous. Refuser d'entrer est aussi prétentieux que de nous ériger en force par notre faiblesse : c'est aspirer au suicide.

Aussi, ayant envisagé le problème sous toutes ses formes et ses répercussions, nous nous prononçons en faveur de l'entrée dans la social-démocratie, en soulignant que c'est une question urgente.

Pour la session de la commission exécutive de l'Internationale ouvrière socialiste.

Bruxelles, 16-18 août 1935

Point 3 de l'ordre du jour.

Situation dans le parti socialiste des Etats-Unis

Mémorandum présenté par James Oneal
(Reçu par le secrétariat de l'I.O.S. le 9 août 1935)

31 juillet 1935

Au secrétariat de l'I.O.S.
Bruxelles (Belgique)

Camarades,

Les membres du Socialist Party ont beaucoup apprécié l'intérêt manifesté par l'I.O.S. au conflit dans le mouvement américain et c'est en réponse à une demande du secrétaire Adler que je présente ici le rapport qui suit sur les origines du conflit. Cependant, avant de commencer le rapport lui-même, je suis heureux de pouvoir vous communiquer qu'au cours de la session du comité exécutif national du parti qui s'est tenu à New York City les 13 et 15 juillet, on est arrivé à un accord qui a mis fin au conflit ouvert et promet la restauration de l'unité du parti. Je vous adresse ci-joint une copie de l'accord conclu entre le comité exécutif national et le comité de l'Etat de New York. Bien que le conflit se soit étendu à toute une série de villes et d'Etats, c'est à New York qu'il a été le plus violent et on pense que, maintenant que la paix a été conclue dans l'Etat de New York, tout le parti pourra s'unir.

De toute évidence, les divergences sur ce que devraient être les principes et la tactique socialistes ne sont pas totalement éliminées par la conclusion de cet accord, mais il est une source d'espoir dans la mesure où il règle quelques-unes des questions organisationnelles, tactiques et juridictionnelles les plus irritantes qui sont apparues dans le cours de ce conflit sur les principes socialistes. Après cette introduction prometteuse, je vais maintenant rapidement passer en revue les origines du conflit.

Le Mouvement ouvrier

Un des problèmes principaux qui a toujours confronté le mouvement socialiste américain a été l'établissement de rapports fraternels de colla-

laboration avec les syndicats. Comme résultat de certains facteurs historiques qu'il n'est pas possible d'énumérer ici, les syndicats américains, à de très rares exceptions près, ont été isolés du mouvement socialiste. Nombre d'erreurs commises par le mouvement socialiste dans le passé ont contribué à cet isolement. Les socialistes américains ont compris qu'en dépit des succès locaux qu'il a remportés dans bien des villes et des États, le parti socialiste demeurera fondamentalement une société de propagande tant qu'il n'aura pas gagné la classe ouvrière organisée à une politique d'indépendance vis-à-vis des partis bourgeois.

Adoptant cette politique de gagner les syndicats à l'action politique indépendante, le parti socialiste a réussi en 1917 à gagner à cette politique presque une dizaine de syndicats nationaux et un grand nombre d'organisations ouvrières locales et centrales dans les grandes villes. En plus d'une collaboration générale, il y a eu également une étroite collaboration entre le parti et les syndicats au cours de luttes qui étaient d'une importance vitale pour toute la classe ouvrière.

Mais quand les États-Unis entrèrent dans la guerre mondiale, l'A.F.L. américaine et la majorité des syndicats soutirent la guerre cependant que le parti socialiste demeurait un parti anti-guerre. Les vieux militants socialistes qui ont survécu à la période des persécutions de la guerre pensent que leur position était juste et qu'ils ne pouvaient agir autrement.

Les positions différentes des syndicats et du parti socialiste vis-à-vis de la guerre ont éloigné ces deux mouvements l'un de l'autre. Ce fut la fin de leur collaboration. A de rares exceptions près, les syndicats se tournèrent vers une politique conservatrice et le parti socialiste fut coupé de la classe ouvrière. C'est dans cet isolement qu'il nous fallut nous battre contre un mouvement communiste puissamment organisé, une lutte qui conduisit à la scission du parti en 1919. Trois partis communistes furent organisés par d'anciens membres du parti socialiste, cependant qu'il restait dans notre parti des militants influencés par Moscou. La lutte à l'intérieur du parti continua pendant plusieurs années produisant une baisse sérieuse des effectifs ; le moral baissa et le découragement se répandit. A la différence de l'Europe, les États-Unis étaient sortis prospères de la guerre. De façon générale, les ouvriers étaient satisfaits et la propagande socialiste ne progressait pas parmi eux. Sauf la dépression de 1921-22, on peut appeler les années de 1916 à 1929 l'Age d'or du capitalisme américain. Il y avait relativement peu de chômage et les salaires et les conditions de travail étaient dans l'ensemble satisfaisantes pour les ouvriers.

Au cours de cette période, les organisations communistes livrèrent une guerre acharnée aux syndicats et au parti socialiste. Dans la plupart des cas, les communistes détruisirent l'organisation syndicale et épuisèrent les ouvriers face à leur employeur. Les syndicats, quant à eux, déclara-

rèrent la guerre aux communistes. Ils n'avaient cependant pas établi une distinction suffisamment claire entre la position des communistes et celle des socialistes, de sorte que notre parti fut considéré avec suspicion, sinon avec une hostilité potentielle, par une grande partie des ouvriers organisés. Il faut dire que certains socialistes, surtout parmi les nombreux soi-disant « intellectuels » et parmi les jeunes inexpérimentés que notre position contre la guerre avait attirés dans le parti, firent beaucoup pour provoquer cette hostilité par leur critère sévère du mouvement syndical. Dans le même temps se produisit aussi un déclin dans les rangs du parti communiste et d'âpres luttes internes provoquèrent exclusions et scission.

La crise

La grave crise industrielle qui commença en octobre 1929 changea profondément la situation. Le parti socialiste, qui comptait plus de 100 000 membres en 1919, était tombé à moins de 10 000. Avec l'aggravation de la crise, de nouveaux éléments rejoignirent le parti. Cette croissance n'était pas considérable et même aujourd'hui nous n'avons guère plus de 18 000 membres. Nombre de nouveaux venus étaient des jeunes qui venaient de quitter le lycée ou le collège universitaire et il y avait une différence d'âge considérable entre les vétérans du parti et les nouveaux membres, qui créait une situation anormale conduisant à des conflits et des frictions. Ignorant les conditions objectives qui avaient provoqué le déclin du parti, du mouvement communiste et du mouvement syndicaliste, les jeunes concluaient que les vétérans portaient la responsabilité de la faiblesse du parti.

En même temps, les syndicats étaient dès le début tellement absorbés par les problèmes créés par la crise et qui menaçaient même certains d'entre eux, qu'il était difficile d'y recruter de nouveaux membres pour le parti. Pourtant, comme la crise continuait, les syndicats, peu à peu, abandonnèrent un certain nombre de leurs idées et leur politique conservatrice. Jusque là, ils ne s'étaient absolument pas intéressés à la législation sociale. Mais, depuis 1929, ils ont changé d'attitude et ils luttent maintenant pour de nombreuses importantes mesures de ce genre et leurs préjugés contre le parti socialiste disparaissent peu à peu. Pendant ce temps, les communistes continuent leurs intrigues à l'intérieur des syndicats et, vers la fin de 1934, l'American Federation of Labor a publié un nouveau manifeste de déclaration de guerre au mouvement communiste

Depuis 1932

Le conflit à l'intérieur du parti s'exprima publiquement lors du congrès national de 1932, quand certains éléments cherchèrent à chasser Morris Hillquit de son poste de président national. Hillquit, tout en allant à l'extrême limite dans ses efforts pour concilier les éléments divers et con-

tribuer à l'harmonie interne du parti, avait une position nette et ferme sur les questions fondamentales de principe et de tactique. Il a toujours considéré qu'il serait impossible de construire un mouvement socialiste authentique sur le terrain politique si des rapports mutuels amicaux et une collaboration entre le parti socialiste et les syndicats américains n'étaient pas établis. Il considérait également que, compte tenu de la nature même des institutions américaines, c'était une condition indispensable de tout progrès et de tout succès socialiste que de nous fonder exclusivement sur des méthodes démocratiques et constitutionnelles d'action politique. Et c'est pourquoi, à partir de 1932, il a, avec toujours plus de violence, condamné toutes les tentatives pour flirter avec les communistes et leurs sympathisants et s'était également vigoureusement opposé à ce que le parti socialiste s'engage dans des alliances avec des types divers de réformistes bourgeois.

Le nœud de la question au congrès de Milwaukee n'était pas la personnalité de Morris Hillquit mais la conception du socialisme qu'il avait. Cependant, pendant la campagne souterraine qui fut menée contre lui pendant plusieurs mois, surtout en dehors de New York City, ses adversaires parlaient d'« américaniser » le parti, s'appuyaient sur le fait qu'il est né à l'étranger, l'accusaient de se soumettre aux vieilles traditions du mouvement européen et utilisaient aussi le vieux préjugé populaire contre New York qui est étroitement lié à l'exclusivisme en faveur des natifs et aux tendances agrariennes du Sud et de l'Ouest.

Hillquit a été réélu avec une très faible majorité, mais ses adversaires ont obtenu une forte représentation dans le nouveau comité exécutif national : il souffrait alors de la maladie dont il est mort en octobre 1933 et leur a permis de gagner.

Quand le congrès national s'est réuni en juin 1934, la division interne du parti était devenue très sérieuse et les événements d'Europe avaient contribué encore à aggraver les divergences d'idées fondamentales. La défaite de la classe ouvrière en Allemagne et en Autriche, la prise du pouvoir par les nazis, le danger d'une nouvelle guerre, le découragement qui résultait de la continuation de la crise, avaient de fortes répercussions sur l'esprit insuffisamment mûr des membres du parti et surtout sur nos jeunes. Ils commençaient à manifester cyniquement leur mépris pour le mouvement européen dans son ensemble et expliquaient que la défaite était due « à la vieille politique et aux vieux chefs ». Ils expliquaient qu'il fallait réviser « à gauche » la politique du parti.

A l'intérieur du parti, une fraction communiste très nette fut constituée et divers groupes communistes envoyèrent des militants de chez eux dans le parti et l'organisation de jeunesse, afin de les « conquérir de l'intérieur ». Ces nouveaux éléments gagnèrent la majorité au comité exécutif national pendant ce congrès qui adopta également une nouvelle « Déclaration de principes » qui provoqua des conflits tels qu'on n'en

avait jamais vus sous une forme aussi violente depuis la lutte contre les communistes en 1919. Les tentatives de front unique avec les organisations communistes contribuèrent également au conflit.

La nouvelle Déclaration fut adoptée par les membres dans un référendum par un vote de 5933 contre 4872, c'est-à-dire par une majorité de 1061. Ses adversaires disaient qu'elle constituait un pas vers une déclaration communiste et ses partisans le niaient. L'organisation de l'Etat d'Oregon quitta le parti et celle de l'Indiana organisa un référendum sur son départ du parti, quand sa charte fut révoquée et plus tard retirée. La lutte se poursuivit entre les deux groupes. En novembre 1934, le vote en faveur du parti baissa dans cinq ou six Etats et on y enregistra une forte diminution du nombre des membres. Dans l'ensemble, le parti perdit 5500 membres, ses activités furent paralysées, et le bureau national fut incapable de réunir les fonds nécessaires pour continuer le travail.

Un autre argument contre la nouvelle Déclaration était que de nombreux Etats avaient adopté des lois anti-syndicalistes mettant en danger l'existence même de tout parti qui faisait allusion à une forme quelconque de violence ou de méthodes illégales pour la réalisation de ses objectifs. Les socialistes de l'Oregon quittèrent le parti à cause d'une loi anti-syndicaliste sévère existant dans leur Etat, parce qu'ils pensaient qu'en acceptant la nouvelle Déclaration le parti ne pourrait pas continuer ses activités.

Le Front uni

Depuis la révolution russe, le parti socialiste a suivi une politique inchangée vis-à-vis de la Russie soviétique. Il a exigé la reconnaissance de la Russie et l'établissement de rapports commerciaux avec la Russie soviétique, tout en rejetant toutes les offres de front unique qu'il recevait des organisations communistes et en exigeant la restauration de la démocratie pour la classe ouvrière russe. Telle fut la politique du parti jusqu'au congrès de 1932 où une tendance se manifesta pour changer cette politique pour une politique de front uni avec des organisations communistes en vue d'«objectifs spécifiques». Cela contribua également à aggraver le conflit existant à l'intérieur du parti.

L'ensemble du mouvement syndical était mortellement opposé au mouvement communiste et les vétérans socialistes considéraient que la conclusion d'un front uni avec les communistes serait la conclusion d'un front uni contre la classe ouvrière organisée. Cela équivaldrait à l'abandon des rapports fraternels qui se développaient entre le parti et les syndicats en dépit du conflit interne du parti. L'organisation du parti de l'Etat de New York, la plus vieille organisation d'Etat, comptant le plus grand nombre de membres, était la plus catégorique dans son opposition au front uni et à la nouvelle Déclaration de principes. C'est pourquoi l'Etat de New York a été au centre des conflits dans le parti.

Le Mouvement de jeunesse

Ces diverses solutions et tendances idéologiques ont à leur tour affecté l'organisation de la jeunesse socialiste (Y.P.S.L.). Elle était influencée par toutes les formes « gauchistes » de l'idéologie et de la politique. En l'espace de deux mois, elle produisit deux groupes communistes, dont l'un rallia en bloc les trotskystes. Lors de son dernier congrès national, elle éleva sa limite d'âge à trente ans, ce qui, si cela était permis, en ferait un parti rival du parti socialiste. A New York City, la section locale du mouvement de jeunesse entra en conflit avec l'organisation du parti, ce qui provoqua une scission en son sein, mais on espère que l'un des résultats de l'accord des 13-15 juin sera de permettre le rétablissement rapide de l'unité du mouvement de jeunesse.

Conflits organisationnels

A partir du conflit intellectuel naquirent naturellement des conflits entre organisation nationale, d'Etat, et locales et le mouvement de jeunesse centré pour sa majorité dans l'Etat de New York. Depuis son organisation en 1901, le parti avait reposé sur la conception d'une « autonomie d'Etat ». C'est-à-dire que les organisations d'Etat avaient disposé de la juridiction effective en matière d'adhésion, de propagande, de campagne électorale, etc. Cette forme d'organisation découlait de l'expérience vécue avec le Socialist Labor Party qui avait centralisé tout le pouvoir entre les mains du comité exécutif national lequel abusait de façon arbitraire de ce pouvoir afin d'écraser toutes les oppositions à ces décisions en excluant des membres, des sections et des organisations d'Etat.

Les décisions de type juridique prises pendant le conflit entre les organisations locales et d'Etat ont été trop nombreuses et trop compliquées pour qu'on essaie de les discuter ici. Le résultat a été des accusations et contre-accusations de mauvaise foi, d'actes illégaux ou arbitraires, le point essentiel de ce type de controverse étant constitué par les attributions de pouvoir des organisations d'Etat et du comité exécutif national. Là aussi cependant, c'étaient avant tout les vétérans du parti qui défendaient les droits des organisations d'Etat, tandis que les nouveaux membres approuvaient les exigences en la matière du comité exécutif national.

Résumé

Pour résumer la situation aux Etats-Unis, on peut dire que les conflits dans le parti socialiste sont essentiellement dus à un mouvement nouveau qui se développe à partir de la crise mondiale avec tous les phénomènes anormaux que cela implique. (1) *La Guerre*. La jeunesse est à ce point obsédée par une nouvelle guerre mondiale qu'elle veut en finir avec l'angoisse de ses appréhensions. D'où l'attrait qu'exerce sur elle tout programme pseudo-révolutionnaire. (2) *La Crise*. Pendant cinq ans, cinq

millions de jeunes n'ont pu trouver d'emploi et cela les a conduits à un état d'esprit morbide de vengeance contre la société capitaliste qui ne facilite guère une réflexion intelligente. (3) *La Russie*. Des réactions prématurées vis-à-vis du Plan quinquennal et l'énorme propagande communiste sur « la prise du pouvoir » ont dans une certaine mesure influencé les opinions de nos membres nouveaux. (4) *Les Défaites européennes*. Les défaites de la classe ouvrière en Allemagne et en Autriche et les revers qu'ont subis nos camarades espagnols nourrissent l'idée qu'il faut blâmer pour cela les organisations et les programmes des partis socialistes et ouvriers mondiaux et qu'il faut les réorganiser de fond en comble. On considère que les vétérans sont incapables de le faire et que cette tâche incombe à la jeunesse. (5) *Le Fascisme*. Il existe une peur morbide du fascisme et, de façon générale, on croit que sa montée en Europe aurait pu être empêchée si la jeunesse, avec sa vigueur, son enthousiasme et ses idées plus claires avait été investie dans la direction.

Beaucoup de ces éléments nouveaux ne viennent pas de familles prolétariennes, mais de professions libérales et de la petite bourgeoisie, surtout des collègues, des écoles de théologie et des universités. Ils constituent une matière première qu'il n'est pas facile pour un parti ouvrier d'assimiler, parce qu'ils portent avec eux l'idéologie de leur classe. L'espérance du parti socialiste repose dans la conquête d'un nombre grandissant d'hommes et de femmes venant de la classe ouvrière, surtout des ouvriers qui ont été éduqués par les syndicats. Ils exerceront une influence stabilisatrice sur le parti et lui garantiront une forte base prolétarienne.

L'accord ci-inclus est le premier pas réalisé dans la voie de cette stabilisation. Les camarades vétérans ont fait preuve de tolérance et de patience dans leurs efforts pour éviter une scission fatale. Cependant ils ne se sont pas montrés enclins à conclure quelque compromis avec certaines idées et certains programmes qui pourraient porter un coup fatal au mouvement socialiste aux Etats-Unis. C'est notre devoir, non seulement vis-à-vis de la classe ouvrière des Etats-Unis, mais vis-à-vis de l'Internationale, de maintenir un parti sain des masses ouvrières, libre de toute idée utopique et rejetant les aventures dangereuses, un parti reposant sur les intérêts de la classe prolétarienne et non sur des peurs et des réactions émotionnelles. Nous avons de bonnes raisons d'espérer que le parti a maintenant opéré un tournant vers un mouvement semblable et que nos camarades feront tout leur possible pour rétablir paix et unité dans ses rangs.

J'aimerais insister fortement sur le fait que tous ceux que l'on désigne collectivement par l'expression de « Vieille Garde » n'ont à aucun moment projeté ou désiré la scission du parti. Nous avons exercé ouvertement nos droits de discuter les principes et la politique qui étaient les causes des désaccords dans le mouvement, et, dans les Etats et les villes où notre point de vue l'a emporté, nous avons, naturellement, par les méthodes

régulières du parti, combattu les tendances qui, selon nous, menacent de nous isoler du mouvement ouvrier organisé, d'obscurcir les différences entre socialisme et communisme, de saper la foi des jeunes générations dans la démocratie et les méthodes pacifiques d'action ouvrière. Ce fut particulièrement le cas à New York.

Le danger d'une scission est véritablement devenu imminent au cours de la première moitié de l'année quand les soi-disant « Militants », confiants dans la majorité qu'ils croyaient avoir au comité exécutif national, ont exigé de cet organisme qu'il « réorganise » le mouvement à New York, c'est-à-dire exclue la totalité des membres et n'admette de nouveau que ceux qui étaient d'accord avec eux ou qui s'engageaient à obéir à leurs ordres. De toute évidence, si cette menace avait été réalisée, la majorité exclue n'aurait pas été désorganisée et n'aurait pas disparu de la vie politique. L'exigence de cette mesure radicale devenant de plus en plus violente, il est néanmoins apparu évident que la majorité de certains États et de fortes minorités dans d'autres ne pouvaient tolérer semblable exclusion de masse et que la « réorganisation » proposée pour New York allait produire une scission du parti à l'échelle nationale. Quand le comité exécutif national s'est réuni les 13-15 juillet, il est apparu que, parmi ses membres, trois sur onze seulement étaient décidés à voter pour l'exclusion en masse des socialistes de New York. Le comité de New York a alors été invité à conférer avec les représentants de l'organisme national et un accord a été élaboré, qui a été ratifié par les deux tiers des votes du comité exécutif national et à l'unanimité par le comité de New York.

Nous pouvons espérer que cet accord conduira au rétablissement d'un esprit de bons sentiments dans les rangs du parti, à la dissolution des groupes et fractions organisés, permettra d'éliminer les pratiques qui ont jusqu'à présent provoqué des frictions incessantes et nous mettra tous en position de travailler ensemble activement à la construction du parti et à la propagation de nos idées, tout en discutant en camarades de nos divergences sur la théorie et la tactique.

Le mouvement américain a toujours été un maillon très faible de l'Internationale et nous avons pleine conscience que c'est notre devoir et que c'est sur nous que retombe la responsabilité, vis-à-vis des camarades de tous les pays, de construire aux États-Unis un parti fort, un parti capable de contribuer aux luttes de masse de tous les pays et qui fera son devoir dans toute crise qui pourra confronter la classe ouvrière, ici ou à l'étranger.

Fraternellement vôtre

James Oneal

Varsovie, le 15 novembre 1935.

**Rédaction du Bulletin de la Ligue Internationale Communiste
Paris**

Camarades,

Nous vous communiquons ci-joint le projet du programme, déposé dans la Commission de Programme du Parti Socialiste Polonais (P.P.S.) par l'aile gauche du Parti. Nous vous envoyons également un exemplaire de la brochure contenant le texte polonais de ce projet. Quelques parties de la brochure sont malheureusement confisquées par la police, mais la traduction française est complète.

Considérant la situation révolutionnaire qui se crée en Pologne (nous vous en informeront largement dans une lettre séparée), considérant le rôle que joue l'aile gauche du Parti Socialiste Polonais dans le mouvement ouvrier révolutionnaire en Pologne, aussi que les tentatives de l'ajournement de la révision du programme du côté de la droite réformiste du P.P.S. — nous vous prions de vouloir bien faire imprimer au moins des parties principales de notre projet dans un de vos journaux de tendance (p.e. dans la *Vérité*) et discuter éventuellement les qualités et les défauts de ce projet du point de vue de la théorie et de la pratique révolutionnaires.

Fraternellement

Pour le comité de Rédaction :

Le XXIII^e Congrès du Parti Socialiste Polonais qui eut lieu en 1934 arrêta la convocation d'un congrès particulier qui aurait pour tâche le changement du programme du Parti.

A cette occasion, les camarades B. Drobner, W. Kielecki et H. Swoboda ont déposé à la Commission de Programme du Parti le projet de l'aile gauche du Parti, élaboré par un groupe de camarades.

Projet du programme du Parti Socialiste Polonais

Le Parti Socialiste Polonais, étant le porte-parole de besoins et d'aspirations du prolétariat des villes et des campagnes, se pose comme but l'émancipation par la lutte de classes de toute la population laborieuse du joug du régime capitaliste. A ce titre, le Parti Socialiste Polonais, lié par l'union étroite avec le mouvement ouvrier de classe du monde entier, mène la lutte pour le changement intégral du régime social. Le Parti Socialiste Polonais tend à la création de la République Socialiste Polonaise unie de liens d'une collaboration étroite avec les autres républiques socialistes.

La République Socialiste s'emparera des moyens de production (le sol, les mines, les usines, les moyens de communication) qui sont aux mains des capitalistes l'instrument de l'exploitation et de l'oppression des masses laborieuses, pour en faire la propriété sociale. En supprimant la division de la société en classes, la République Socialiste mettra fin à l'exploitation de l'homme par l'homme et rendra possible à tous les hommes de profiter des fruits de leur propre travail. La République Socialiste sera l'organe de la volonté et l'interprète des intérêts de la population laborieuse des villes et des campagnes.

Le Parti Socialiste Polonais, se basant sur l'évolution des rapports sociaux, motive ses aspirations et concrétise les moyens de sa lutte dans le programme ci-dessous :

[...]

III. La lutte pour le pouvoir

1. La faillite économique du régime capitaliste met la classe ouvrière en présence de la nécessité de la lutte immédiate pour le socialisme.

En dépit du progrès de la désagrégation de l'économie capitaliste, le régime capitaliste ne tombera pas spontanément. C'est parce qu'il s'appuie sur l'appareil de l'Etat capitaliste qui préserve la domination de classe de la bourgeoisie, en se servant des moyens de la force matérielle (armée, police administration, tribunaux), et de ceux de la domination morale (école, presse, église). Le renversement du régime capitaliste n'est possible que dans le cas où l'Etat capitaliste sera désorganisé et brisé.

C'est donc la conquête du pouvoir par le prolétariat et l'établissement du gouvernement ouvrier et paysan qui est la condition fondamentale de réalisation du socialisme. Comme la bourgeoisie ne renoncera pas volontairement à sa domination de classe, le gouvernement ouvrier et paysan ne peut s'établir que comme résultat d'une lutte révolutionnaire décidée.

La lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan exige l'unification de tout le prolétariat sur une plate-forme révolutionnaire de classe et le rassemblement autour de la classe ouvrière de plus larges masses de la population laborieuse: des intellectuels, de la petite bourgeoisie et des paysans.

Le mouvement ouvrier de classe tend à embrasser par ses influences toute la classe ouvrière. La division du mouvement ouvrier de classe est le facteur qui rend difficile et même parfois impossible l'efficacité de son action. Il est donc indispensable de surmonter la division intérieure actuellement existante. Mais, en Pologne, il existe à côté de cette rupture la division du mouvement socialiste lui-même en nombre de partis nationaux. Il est nécessaire que tous les partis socialistes s'unissent par des liens d'une collaboration la plus étroite.

Le prolétariat constitue une avant-garde révolutionnaire. Il s'allie dans sa lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan avec les paysans et il entraîne des éléments indécis de couches moyennes. Le Parti Socialiste Polonais mobilise sous le mot d'ordre de lutte pour le gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan toutes les couches opprimées et exploitées dans le régime capitaliste.

2. La décomposition progressive de l'économie capitaliste, la misère croissante et l'oppression de plus en plus puissante de la part du grand capital provoquent le mécontentement des plus larges masses.

La tâche du parti est d'exploiter ces dispositions, en leur donnant un caractère nettement anticapitaliste et en dirigeant les manifestations spontanées du mécontentement et de la révolte dans un chenal unique de lutte de classe consciente et résolue.

Une politique conséquente et révolutionnaire du Parti, indiquant aux masses le but concret dans le gouvernement ouvrier et paysan, accroîtra l'activité des masses ouvrières et paysannes et conduira le Parti à la véritable prise de leur direction.

La réalisation des programmes utopiques du fascisme étant entièrement impossible, les masses de petite bourgeoisie et d'intellectuels qui se sont trouvées sous l'influence fasciste s'approcheront du mouvement ouvrier de classe. Au sein des mouvements fascistes mûrissent des conflits, comme résultat de l'opposition entre les aspirations des masses fascistes qui avaient été entraînées par la phraséologie pseudo-radical et prétendue anticapitaliste, d'une part, et la véritable politique de la dictature fasciste, d'autre part. Ces conflits conduisent fatalement au désenchantement et au découragement croissants des masses à l'égard du fascisme. Dans cette situation, le Parti Socialiste en démasquant le véritable visage de la dictature fasciste, accélérera le procès d'éloignement des couches moyennes du fascisme et de leur rapprochement au mouvement ouvrier de classe. Les masses de petite bourgeoisie et d'intellectuels opprimés par la misère et déçues dans leurs espérances politiques et sociales par le fascisme se déplaceront vers le mouvement ouvrier de classe comme l'unique mouvement décidément anticapitaliste, au fur et à mesure que les dernières attaches au régime et à l'Etat capitaliste se briseront dans leur conscience.

Le révolutionnement des masses laborieuses de plus en plus larges provoquera le

rétrécissement de la base sociale du régime et de l'Etat capitalistes. Comme l'appareil militaire et policier de l'Etat est formé, en majorité prépondérante, d'éléments paysans, ouvriers et petit-bourgeois, leur révolutionnement causera la désorganisation de l'appareil de l'oppression qui maintient le régime capitaliste.

3. La tâche fondamentale du Parti consiste à l'heure actuelle dans la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Mais le Parti, tout en subordonnant toute sa politique à ce but principal, défend les restes des libertés démocratiques qui se sont encore gardées dans le régime capitaliste; il protège en même temps toute action qui conduit à leur élargissement. La lutte pour les libertés démocratiques des masses laborieuses est pour le Parti une lutte pour la création des conditions plus favorables à l'activité politique. La démocratie politique dans les cadres du régime capitaliste ne peut être absolument considérée d'aucune façon comme but de l'action du prolétariat, mais uniquement comme le terrain d'organisation et de préparation des masses à la lutte prolétarienne. Le Parti dirige toutes les manifestations antifascistes de masses sur les voies anticapitalistes et les transforme en lutte révolutionnaire contre le régime actuel.

4. La dictature fasciste accroît l'oppression des minorités nationales. Cette oppression prend des formes particulièrement âpres dans les Etats comprenant plusieurs nationalités. Il se crée parmi les peuples opprimés des mouvements séparatistes, qui brisent plus ou moins violemment les Etats à plusieurs nationalités.

Le mouvement ouvrier de classe, adoptant le principe de l'autodétermination des peuples et constatant que les conflits nationaux ont une influence révolutionnante sur les masses, soutient les mouvements libérateurs des peuples opprimés. Le mouvement ouvrier de classe tend à joindre ces mouvements avec le programme social du socialisme, dirigé en même temps contre les classes possédantes et contre les tendances réactionnaires et chauvines dans les minorités nationales.

5. A l'époque de l'impérialisme existe un danger permanent des conflits armés. L'augmentation des tendances militaristes et nationalistes dans les Etats fascistes accroît le danger des guerres. Les institutions internationales créées par les Etats capitalistes et destinées à empêcher les guerres et arranger les conflits internationaux d'une façon pacifique, démontrent une incapacité totale à éliminer véritablement le danger de la guerre. Elle ne sont qu'une forme de masquer les véritables tendances impérialistes des Etats par leur diplomatie.

Le mouvement ouvrier de classe doit réagir par tous les moyens disponibles contre le déchaînement de la guerre. Elle conduit au carnage en masse des travailleurs, elle signifie l'augmentation de l'oppression et l'accroissement au plus haut degré de la misère des masses laborieuses.

Conformément aux intérêts de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, le Parti s'oppose résolument à la politique impérialiste manifeste ou masquée, au militarisme, aux armements. Le Parti se rend compte que le seul moyen efficace de lutte contre la guerre est la menace de la révolution prolétarienne. Si la guerre éclatait tout de même, le mouvement ouvrier tâcherait de transformer la guerre impérialiste en révolution prolétarienne.

IV. La dictature du prolétariat et l'édification socialiste

1. La révolution réalisée par les masses laborieuses sous la direction du prolétariat et de son parti, renversant la domination de classe de la bourgeoisie,

remettra le pouvoir aux mains du gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan, comme organe de la dictature du prolétariat des villes et des campagnes. Mais la révolution n'est pas achevée au moment de la conquête du pouvoir. La conquête du pouvoir n'est que le moyen qui rend possible à la classe ouvrière et aux masses laborieuses, alliées avec elle, la réalisation du socialisme. La période de la dictature du prolétariat sera celle de la transformation révolutionnaire du régime capitaliste en régime socialiste.

Au point de vue social, la dictature du prolétariat s'appuiera sur la classe ouvrière et sur les masses paysannes, ainsi que sur les fractions de petite bourgeoisie et d'intellectuels qui soutiendront la révolution

Au point de vue territorial, la dictature du prolétariat englobera l'ensemble du territoire sur lequel sera réalisée la révolution. Mais les masses laborieuses des minorités nationales territoriales auront le droit de déterminer elles-mêmes la forme de leur existence politique et de leur relations avec la République Socialiste Polonaise.

La première tâche du gouvernement ouvrier et paysan sera de priver les classes possédantes de la base économique de leur domination. Dans ce but le gouvernement ouvrier et paysan expropriera immédiatement et sans rémunération les banques, les mines, les usines, les manufactures, les moyens de communication, les principales entreprises commerciales, les assurances, les maisons à loyer et la grande propriété foncière. Ceci sera en même temps l'introduction à l'organisation de l'économie sur les principes socialistes.

2. La dictature du prolétariat aura le caractère de la démocratie prolétarienne. Le gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan exercera son pouvoir conformément à la volonté et sous le contrôle des représentations éligibles ouvrières et paysannes. Seront dépourvus des droits politiques : les sujets compromis à l'époque du fascisme et tous ceux qui agiront au détriment de la révolution socialiste.

Le gouvernement ouvrier et paysan possèdera, dans la période de consolidation de la dictature du prolétariat, des prérogatives particulières, indispensables pour étrangler entièrement toutes les tentatives de contre-révolution et de sabotage et pour assurer la stabilité du pouvoir conquis, pour former les bases de l'appareil de l'Etat révolutionnaire et pour remettre en mouvement l'appareil de production. Au fur et à mesure de la stabilisation de la dictature du prolétariat et de la suppression du danger de contre-révolution et de celui d'intervention extérieure, les prérogatives spéciales du gouvernement révolutionnaire seront successivement restreintes.

3. La République Socialiste sera une libre société de tous les travailleurs. Tout le pouvoir appartiendra aux représentations éligibles ouvrières et paysannes.

La République Socialiste assurera à tous ses citoyens (excepté les personnes privées de droits) : (1) Le droit électoral actif et passif basé sur les principes suivants : l'universalité (depuis l'âge de 18 années), l'égalité, le secret électoral, la possibilité de révoquer les délégués ; (2) la liberté de presse, de réunions et de coalition ; (3) la liberté de conscience ; (4) la liberté de cultiver la langue et la civilisation nationales ; une pleine autonomie de culture sera accordée aux groupes des minorités nationales qui resteront dans les frontières de la République Socialiste Polonaise.

La République Socialiste supprimera la peine de mort et les mesures représ-

sives qui humilient la dignité humaine. La République Socialiste réalisera la séparation de l'Eglise et de l'Etat et elle supprimera les privilèges des cultes religieux.

La République Socialiste, en renversant la domination sociale de la bourgeoisie, supprimera les privilèges des classes possédantes dans le domaine de l'instruction et de la culture. La République Socialiste assurera à ses citoyens l'enseignement gratuit et laïque de tous les degrés. Le prolétariat des villes et des campagnes sera élevé sur le niveau supérieur de culture, l'enseignement gratuit étant rendu accessible et la subsistance assurée aux ouvriers et paysans étudiants.

La République Socialiste assurera la liberté et l'indépendance des recherches scientifiques, elle appuiera le développement de la science et entourera de sa protection la production artistique.

La République Socialiste rendra accessible à tout le monde les acquisitions de la culture et de la civilisation.

4. La République Socialiste, en supprimant l'exploitation du travail humain considérera le travail comme devoir civique. La République Socialiste fournira du travail à tous ses citoyens.

La République Socialiste, en mettant le travail au rang du devoir civique, assurera à tous les travailleurs les conditions convenables de travail. En particulier, la République Socialiste introduira :

1. La restriction du temps de travail aux limites indispensables au point de vue des besoins sociaux et des exigences de la technique de production ;
 2. Le salaire minimum permettant de satisfaire les besoins humains normaux ;
 3. Le soin en cas de maladie, d'accident du travail, d'incapacité totale ou partielle au travail et l'assurance-vieillesse ;
 4. La protection du travail des femmes ;
 5. L'interdiction du travail des mineurs
- et elle tâchera d'assurer le maximum de sûreté et d'hygiène du travail.

5. La révolution prolétarienne et les changements introduits par elle ont comme but la transformation du système capitaliste de production et de répartition dans une économie socialiste planifiée.

Les banques, les mines, les usines, les manufactures, les moyens de communication, les principales entreprises commerciales, les assurances, expropriées aussitôt après la révolution, seront reconnues propriété sociale.

L'organisation et la mise en activité de l'économie socialisée seront les tâches fondamentales de l'autorité ouvrière et paysanne.

La direction générale de l'économie socialisée sera prise par le Conseil Central de l'Economie.

Dans le domaine de finances et de crédit seront socialisés tous les établissements bancaires. Les dépôts bancaires, excepté la petite épargne, seront saisis. L'appareil socialisé de crédit sera soumis directement au Conseil Central de l'Economie.

La socialisation n'englobera pas les instruments du travail individuel des personnes n'employant pas de salariés. Toutes les catégories d'artisanat et du travail à domicile garderont la liberté de leur activité économique. L'Etat appuiera les organisations volontaires d'artisanat et des travailleurs à domicile basées sur les principes de coopération. Les établissements industriels moins importants et non mûris pour la socialisation seront soumis au contrôle social.

A la place de grandes entreprises commerciales expropriées sera organisé

l'appareil national de répartition. L'appareil coopératif existant obtiendra les mêmes droits que l'appareil national de répartition.

Les terrains labourables expropriés avec l'inventaire mort et vif, les pâturages et les prairies seront divisées parmi le prolétariat agricole, les paysans possédant peu de terre ou n'en possédant point. L'Etat assurera aux paysans les moyens indispensables à l'amélioration de la culture agricole. Une partie de terrains expropriés passera directement sous la direction de l'Etat pour les buts expérimentaux et scientifiques, comme les économies agricoles modèles. Les terrains forestiers plus importants et les eaux, possédant un intérêt général, passeront sous la direction de l'Etat.

Dans le domaine de la politique économique internationale, la République Socialiste liera une collaboration étroite avec les autres républiques socialistes pour les englober dans le même plan économique. Le monopole du commerce extérieur sera introduit dans les relations avec les Etats capitalistes. La République Socialiste ne reconnaîtra aucun engagement contracté par les gouvernements de l'Etat capitaliste à l'égard des autres Etats capitalistes.

L'action d'expropriation et de socialisation, réalisée avec conséquence et vigueur selon un plan arrêté, deviendra la base du développement de la nouvelle économie socialiste, dressée sur la satisfaction la plus complète et la plus libre possible des besoins des larges masses de la société.

V. Le Socialisme

La victoire de la classe ouvrière, la destruction des bases économiques et politiques des classes possédantes, la réalisation des principes de l'économie socialiste planifiée conduira à la création de la société sans classes, où il n'y aura pas d'exploités et d'exploitants ni de luttes de classes et tout l'effort de la société sera employé pour obtenir le bien commun.

Dès le moment de l'internationalisation de la révolution et de l'établissement de la société sans classes, le danger extérieur et intérieur cessera de menacer la République Socialiste ; ce qui rendra possible la réalisation intégrale de la démocratie socialiste et la suppression de toutes les restrictions politiques qui étaient indispensables dans la période de la dictature du prolétariat et de l'édification socialiste. La société déterminera alors elle-même les formes de ses confédérations et sa structure d'organisation.

La victoire du socialisme signifie l'émancipation de toute l'humanité. Le socialisme créera non seulement le nouveau régime économique et social, mais aussi la civilisation et la morale supérieures de l'homme libre.

Courrier des lecteurs

D'Ernest Mandel, avec les excuses de la rédaction, responsable du retard de la publication :

« La notice biographique du camarade Valenzuela, qui a paru dans le numéro 11 des *Cahiers Léon Trotsky* pêche par omission sur plusieurs points. Afin de compléter cette notice je vous signale que le Parti Socialiste Révolutionnaire a été reconnu dès sa fondation comme section chilienne de la IV^e Internationale, a agi comme telle et continue d'agir comme telle. Les camarades Valenzuela et Vitale ont été membres de la IV^e Internationale dès le congrès de réunification de 1963. Le camarade Valenzuela l'est resté jusqu'à sa mort. Le camarade Vitale l'est resté jusqu'aujourd'hui : il a été membre des organismes dirigeants de la IV^e Internationale jusqu'à son 11^e congrès. L'histoire du trotskysme chilien, que vous avez publiée, a paru en espagnol par les soins du GIM, section allemande de la IV^e Internationale ».

La rédaction

Nous plaidons coupable seulement de n'avoir pas mentionné l'affiliation internationale du P.S.R. chilien. Pour le reste, nous n'avons pas cru devoir consacrer de biographie à Luis Vitale qui n'était mentionné que comme préfacier et intermédiaire. En revanche, nous avons bien mentionné la présence de Valenzuela au « congrès de réunification ». Quant au livre dont est extrait le passage publié, il n'est pas une « histoire du trotskysme chilien » mais une histoire du mouvement ouvrier chilien. Nous ne pouvions savoir qu'il avait été édité par « le GIM, section allemande de la IV^e Internationale » pour la simple raison que l'exemplaire qui nous a été remis mentionne seulement que c'est une édition ISP Verlag, ce qui ne nous autorisait pas à affirmer un lien entre cette maison d'édition et le GIM.

Les départs

Mary Archer (1912-1983)

Mary Archer est morte d'un cancer qu'elle savait incurable le 28 juillet 1983. Elle était née Mary Smith, en Colombie britannique le 23 octobre 1912. On l'appela « Miller ».

Son père était comptable, sa mère maîtresse d'école. Elle revint en Grande-Bretagne à la mort de son père et vécut comme un drame dont elle était partie prenante la grève générale de 1926. Etudiante en 1931, au prix de mille difficultés et inscrite à la London School of Economics, elle n'alla pas jusqu'au bout du mouvement qui la portait vers le P.C. au début des années trente, car elle fut repoussée par sa politique de division. Elle devint trotskyste en 1934, adhéra au Labour Party pour y gagner des militants à la construction de la nouvelle Internationale. Elle le quitta en 1935 pour rejoindre le Marxist Group dans l'I.L.P. Mariée avec John en 1936, elle l'accompagna à Leeds où elle travailla en usine, militant dans le Labour au compte du groupe *Militant*, puis dans la Revolutionary Socialist League et en 1944 dans le Revolutionary Communist Party. En 1949, lors de l'éclatement de ce dernier, elle fut du côté de Gerry Healy qui allait construire la Socialist Labour League. Elle devait quitter ce groupe en 1963, et rejoindre les camarades partisans de la « reconstruction » de la IV^e Internationale qui constituent aujourd'hui le Socialist Labour Group ; elle avait milité dans le Labour Party et dans le syndicat et fut active jusqu'à son dernier jour.

Ceux qui ont eu la chance de connaître Mary Archer n'oublieront jamais la flamme de passion politique qui dévorait cette femme posée et calme, qui fut souvent victime de féroces chasses à la sorcière et ne fléchit jamais, malgré le chagrin qu'elle éprouvait de voir de bons camarades refuser une discussion simplement honnête. Son mari, notre camarade John Archer, dont l'article sur l'entrisme paraît dans ce numéro a dit au meeting à sa mémoire : « Mary rejoint ce groupe de nobles femmes qui ont combattu en Grande-Bretagne pour la révolution socialiste, à commencer par Eleanor Marx. Mary a combattu contre les discriminations qui frappent les femmes ouvrières dans la société capitaliste. Elle n'en a jamais blâmé les hommes en tant que tels. Elle savait que d'autres femmes peuvent aussi être les instruments par lesquels la société capitaliste exerce son oppression particulière sur les femmes ». L'Institut s'incline devant la douleur de John : nous avons vraiment perdu quelqu'un.

Farrell Dobbs (1907-1983)

Farrell Dobbs, qui était né à Queen City dans le Minnesota le 25 juillet 1907, est mort en Californie, à Pinole, le 31 octobre dernier.

Il était l'un de ces hommes faits que la crise avait conduit, à la trentaine, vers l'action militante. Il avait quitté l'école à 18 ans, fait divers petits métiers ; chômeur

en 1932, il était devenu chauffeur de camion à Minneapolis et s'était syndiqué au fameux Local 574 (futur 544) de l'A.F.L. C'est là qu'il rencontra les trotskystes, vieux militants communistes, les frères Dunne et Carl Skoglund : leur activité de militants syndicaux le conduisit au programme et à la Communist League of America elle-même, le 1^{er} mars 1934. Quelques mois après, il était à la tête d'une des plus grandes grèves de l'histoire des Etats-Unis, celle des *teamsters* (camionneurs) dont l'ampleur comme l'organisation firent dire à l'écrivain Charles Walker que la révolution frappait à la porte des Etats-Unis. Il fut le secrétaire-trésorier du Local 574, puis 544 et l'organisateur des *teamsters* à l'échelle du continent. En 1938, c'est lui qui dirigea la lutte victorieuse de 250 000 *teamsters* en grève pour une convention collective dans douze Etats. Le 1^{er} mai 1939, il devenait Organisateur international de la Fraternité des camionneurs, le syndicat que présidait alors Jimmy Hoffa.

Il était déjà membre de la direction nationale du S.W.P., fondé au début de 1938, et correspondait avec Trotsky chez qui il avait séjourné à Coyoacán et qui avait pour ce dirigeant ouvrier une sincère amitié. Farrell devint en 1940 le secrétaire du S.W.P. aux questions ouvrières. La haine de la bourgeoisie et des staliniens le conduisit en 1941 devant le tribunal fédéral, puis, pendant seize mois, à la prison fédérale de Sandstone. Il fut ensuite rédacteur en chef du *Militant*, président puis secrétaire national du S.W.P., jusqu'en 1972. Son histoire se confond alors avec celle du S.W.P. qu'il représente en Europe dans la deuxième partie des années cinquante et dont il a été à quatre reprises le candidat aux élections présidentielles. Il prit sa retraite en 1972 et se mit à écrire les trois volumes de son histoire des *teamsters* qui n'a, malheureusement, pas été publiée en français mais dont les *Cahiers* publieront prochainement des extraits, en hommage.

Il consacrait sa retraite à d'autres travaux de caractère historique. Il en avait entretenu par téléphone, en août dernier, notre camarade Pierre Broué, qui se trouvait près de chez lui. Il était certes atteint par la santé de sa compagne à laquelle il donnait des soins affectueux mais se sentait personnellement toujours aussi solide.

Pour ceux qui l'ont connu, et aux yeux des historiens, Farrell Dobbs restera le premier trotskyste hors d'U.R.S.S. qui ait été aussi un dirigeant de masses (le *New York Times* du 3 novembre 1983 lui a consacré trois colonnes et une photo). Ceux qui l'ont mieux connu encore regretteront peut-être qu'il n'ait jamais totalement donné sa mesure dans son propre parti.

Institut Léon Trotsky

ACHEVE D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES
LIENHART ET C^{IE} A

EN DECEMBRE 1983
DE L'IMPRIMERIE
AUBENAS D'ARDECHE

N° 2157 - Imprimé en France

DEPOT LEGAL : DECEMBRE 1983

LEON TROTSKY - ŒUVRES

La première série de la publication systématique et chronologique des *œuvres* de Trotsky, 1933-1940, articles, lettres et autres textes, pour la plupart inédits, couvre la dernière partie de sa vie, celle de la construction de la IV^e Internationale.

Œuvres 1, mars 1933-juillet 1933 (juin 1978)

Derniers mois en Turquie de Trotsky convaincu de la nécessité d'un nouveau P.C. en Allemagne après l'arrivée au pouvoir de Hitler et l'écrasement de la classe ouvrière, fruits de la politique stalinienne. C'est un tournant politique fondamental.

Œuvres 2, juillet 1933-octobre 1933 (septembre 1978)

Dès le début de son séjour en France, il s'agit, pour l'exilé de construire une nouvelle Internationale. Une conférence des socialistes de gauche, à Paris en août, réunit des partis et groupes ayant rompu avec les vieilles Internationales, alliés potentiels de l'Opposition de gauche internationale (« Déclaration des quatre »).

Œuvres 3, novembre 1933-avril 1934 (novembre 1978)

Incognito à Barbizon, Trotsky poursuit le combat pour la IV^e Internationale, l'analyse du tournant de 1933 et la définition des tâches de la révolution politique en U.R.S.S. En France, la montée des masses et leur aspiration à l'unité ouvrent des perspectives nouvelles. Mais la bourgeoisie ne peut plus assumer le risque de sa présence et l'expulse. Pour lui, le monde est désormais la « planète sans visa ».

Œuvres 4, avril 1934-décembre 1934 (février 1979)

Expulsé en France, Trotsky erre pour s'installer enfin à Domène (Isère), sous surveillance spéciale. Il s'enforce de convaincre ses camarades d'opérer un nouveau tournant, l'« entrisme » dans la S.F.I.O., qui déclenche une crise. L'assassinat de Kirov marque le début de la lutte contre les amalgames, la répression de masse en U.R.S.S. et l'extermination de l'Opposition de gauche, comme de toute opposition.

Œuvres 5, janvier 1934-juin 1935 (mai 1979)

Analysant l'assassinat de Kirov Trotsky propose d'organiser la défense des révolutionnaires d'U.R.S.S. La création aux Pays-Bas et aux Etats-Unis de nouveaux partis par fusion des sections de la L.C.I. et d'organisations centristes en évolution, lui permet de relancer le combat pour la IV^e Internationale (« Lettre ouverte »). Quelques succès de la politique « entriste » sont enregistrés, mais la montée des masses rend nécessaire la « sortie ». Trotsky obtient enfin un visa pour le Norvège.

Œuvres 6, juin 1935-septembre 1935 (octobre 1979)

En Norvège, Trotsky observe la plus grande prudence. La construction de la IV^e Internationale reste au centre de son activité. Suivant leur situation, les sections entrent dans les partis socialistes (Etats-Unis, Pologne), ou en sortent (France) quand l'entrisme a déjà porté ses fruits. Par ailleurs, les « décisions » du VII^e congrès confirment ses pronostics sur l'évolution de l'I.C. et la persécution des révolutionnaires.

Œuvres 7, octobre 1935-décembre 1935 (février 1980)

Trotsky mène la discussion avec ceux de ses camarades qui subissent la pression de la politique du Front populaire. Le R.S.A.P. scissionne et la crise de la section française commence. Les nouvelles d'U.R.S.S. indiquent l'ampleur de la répression et la force des idées « trotskystes ».

Œuvres 8, janvier-février 1936 (juin 1980)

Trotsky appuie l'« entrée » aux Etats-Unis et évite la scission dans ce pays, cependant que la section française explose en sortant. On se prépare à sortir en Belgique. Trotsky essaie de créer un comité de défense des emprisonnés en U.R.S.S.

Œuvres 9, mars 1936-mai 1936 (décembre 1980)

Trotsky poursuit son livre sur *La révolution trahie* et conseille ses amis américains et belges. Les dirigeants hollandais sont mécontents de l'entrisme aux Etats-Unis. Trotsky compte sur le règlement des questions par une conférence internationale.

Œuvres 10, juin 1936-juillet 1936 (mai 1981)

Alors que Trotsky achevait *La Révolution trahie* et préparait les documents pour la conférence internationale, le mouvement de grève en France, le début de la guerre civile espagnole donnent le signal de la « nouvelle montée » qu'il analyse. Il appelle la conférence à défendre les révolutionnaires russes.

Œuvres 11, août 1936-décembre 1936 (octobre 1981)

Quand éclate le cauchemar des procès de Moscou où les compagnons de Lénine « avouent » et le chargent de tous les crimes; Trotsky est privé des moyens de se défendre par le gouvernement socialiste norvégien. Il lutte pied à pied et redoute pourtant le pire quand le Mexique lui accorde le droit d'asile.

Œuvres 12, décembre 1936-février 1937 (janvier 1982)

Trotsky est déjà au travail sur le bateau. Mais le répit mexicain est bref, avec l'ouverture du deuxième procès de Moscou et l'exécution de nouveaux vieux-bolcheviques. Cette fois Trotsky est libre et il pose les bases d'un « contre-procès » qui s'appuie avant tout sur ses camarades des Etats-Unis.

Œuvres 13, mars 1937-avril 1937 (novembre 1982)

Trotsky vient à peine de sortir de sa prison norvégienne et de s'installer au Mexique que commence, le second procès de Moscou, rondement mené et dont les sentences de mort sont immédiatement exécutées.

Toute son activité, pendant ces deux mois de mars et avril 1937 est tournée vers la démolition de ce qu'il appelle « les impostures de Moscou », la démolition de l'édifice des mensonges bâti par les hommes aux ordres de Staline, le début de la guérison de la monstrueuse maladie vénérienne qui affecte, à travers le stalinisme, le mouvement ouvrier international.

Concrètement, cela signifie la lutte pour la mise sur pied d'une commission d'enquête, puis la préparation de cette contre-enquête. La bataille du contre procès commence: elle n'était pas gagnée d'avance.

Œuvres 14, mai 1937-septembre 1937 (avril 1983)

La session de Coyoacán de la commission d'enquête sur les procès de Moscou vient de se terminer et les « crimes de Staline » se multiplient: assassinat d'Andrés Nin, répression en Espagne, décapitation de l'Armée rouge. Trotsky intervient à nouveau dans la vie des sections, mais doit également répondre publiquement aux accusations du dirigeant syndicalé, l'agent de Staline V. Lombardo Toledano.

Œuvres 15, septembre 1937-décembre 1937 (septembre 1983)

La commission d'enquête sur les Procès de Moscou a rendu son verdict: Trotsky et son fils Sedov sont déclarés « non coupables ». Mais l'offensive du G.P.U. se fait pressante et de nouveaux compagnons d'armes sont victimes de Staline. Il faut lutter contre les assassins dans l'ombre et en même temps réarmer politiquement les sections, le Socialist Workers Party qui va naître à Chicago, comme cette section chinoise où le vétéran Chen Duxiu, libéré, ne trouve pas sa place.